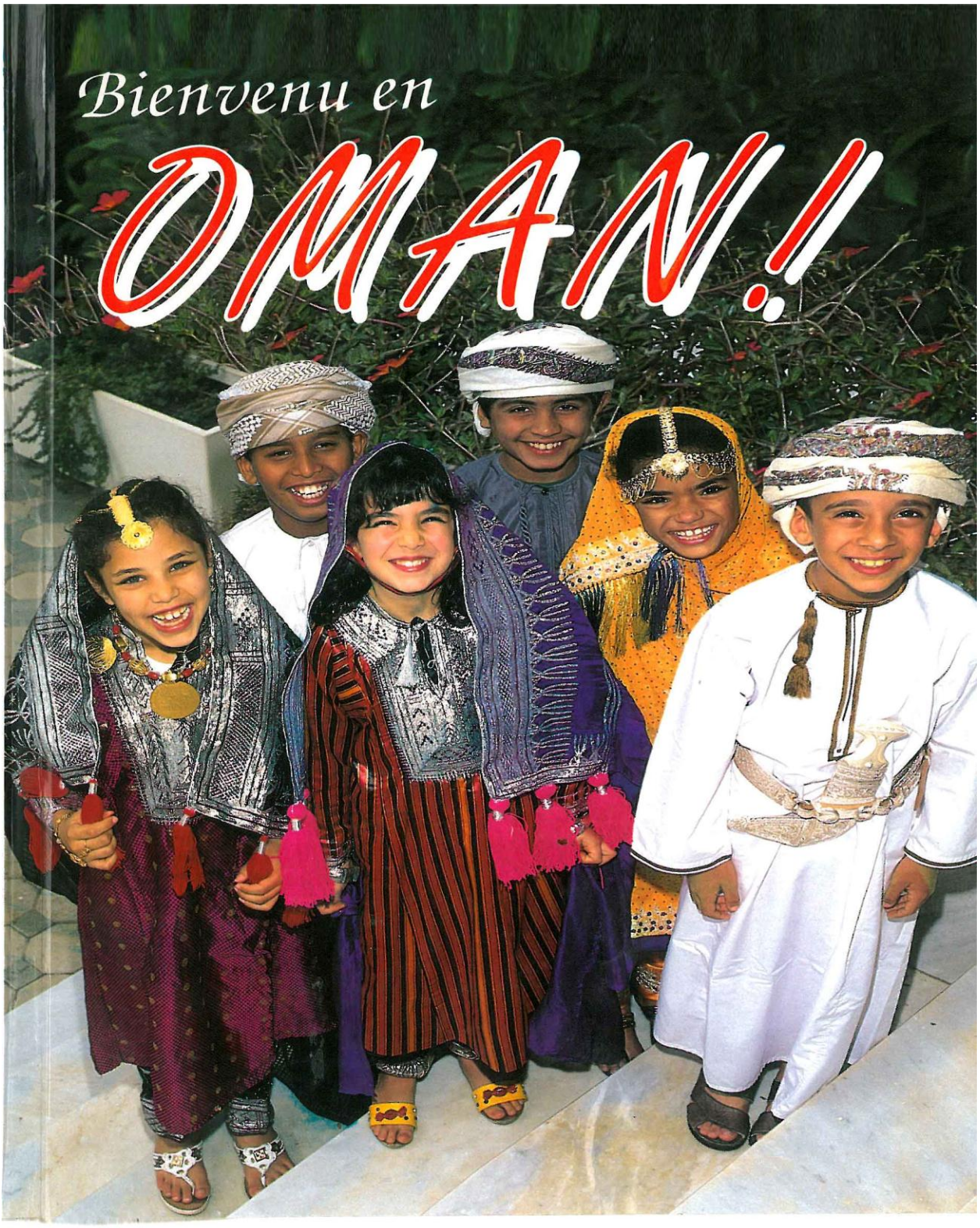
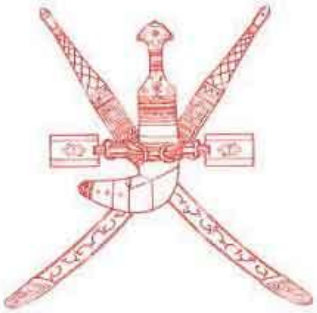

Bienvenu en
OMAN!!



Sultanat d'Oman
Ministère d'Information

BIENVENU EN OMAN!

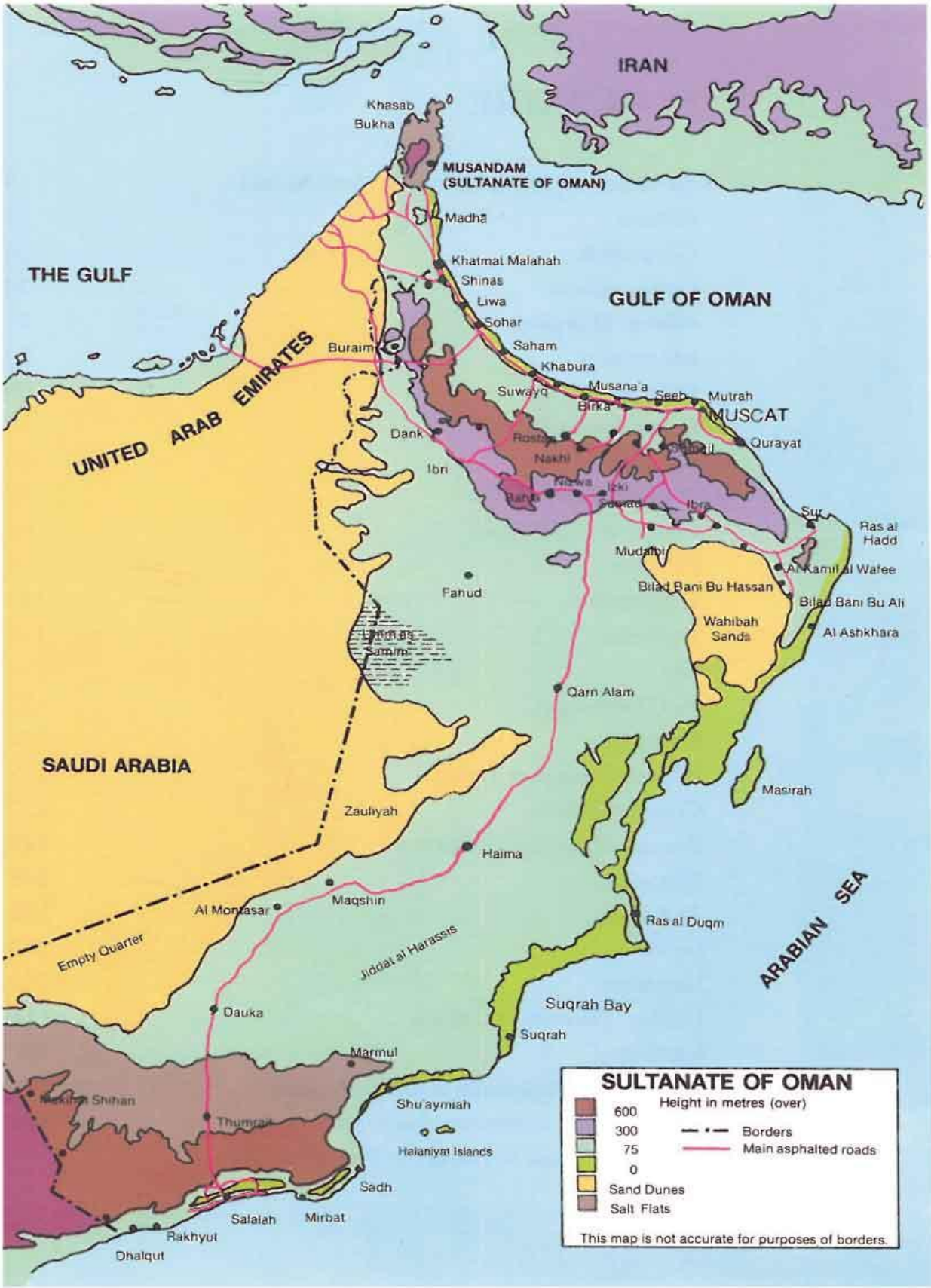
Publié par le Ministère d'Information 1992



Sa Majesté le Sultan Qaboos bin Said Al Said
(Photo: Mohamed Mustafa)

SOMMAIRE

Sa Majesté le Sultan Qaboos bin Said Al Said	9
Histoire	21
Géographie	25
Gouvernement	30
Affaires Etrangères	41
Information	53
Défense	59
Police Royale d'Oman	70
Economie	76
Commerce et Industrie	82
Pétrole et Gaz Naturel	92
Minerais	99
Agriculture	103
Pêcheries	113
Eau	117
Eau Domestique	123
Electricité	126
Affaires Sociales et Travail	129
Communications	137
Postes et Télécommunications	145
Education	149
Jeunesse	156
Santé	162
Logement	169
Héritage National et Culturel	174
Intérieur	182
Municipalités Régionales et Environnement	185
Justice, Awqaf et Affaires Islamiques	194
Fonction Publique et Formation Professionnelle	198


IRAN
Khasab
Bukha
MUSANDAM
(SULTANATE OF OMAN)
Madha
THE GULF
Khatmat Malahah
Shinas
Liwa
GULF OF OMAN
Sohar
Saham
Buraimi
UNITED ARAB EMIRATES
Khabura
Suwayq
Musana'a
Seeb
Mutrah
Birka
MUSCAT
Dank
Rostaq
Qurayat
Nakhl
Ibri
Izki
Sur
Ras al Hadd
Mudaibi
Al Kamil al Wafee
Fahud
Bilad Bani Bu Hassan
Bilad Bani Bu Ali
Wahibah Sands
Al Ashkhara
Qarn Alam
SAUDI ARABIA
Masirah
Zauliyah
Haima
Maqshin
Al Montasar
Ras al Duqm
ARABIAN SEA
Empty Quarter
Jiddat al Harassis
Suqrah Bay
Dauka
Suqrah
Marmul
Shu'aymiah
Thumrait
Hallaniyat Islands
Sadh
Salalah
Mirbat
Rakhyut
Dhalqut
SULTANATE OF OMAN
Height in metres (over)
600
300
75
0
Sand Dunes
Salt Flats
Borders
Main asphalted roads
This map is not accurate for purposes of borders.

SA MAJESTÉ LE SULTAN QABOOS BIN SAID AL SAID

Quiconque visitant le Sultanat d'Oman pour la première fois, débarque à l'Aéroport International de Seeb en 1991 et emprunte les 35 kms d'autoroute balisés qui mènent à la capitale avec ses voies suspendues, en voyant défiler Ministères, écoles, hôpitaux et centres commerciaux, ne peut réaliser que rien de tout celà n'existait voilà 22 ans. Chaque Omanais lui racontera que toute cette transformation est dûe à l'inspiration et aux Directives de Sa Majesté le Sultan Qaboos bin Said.

Sa Majesté est né à Salalah dans le Dhofar, la province méridionale d'Oman, le 18 Novembre 1940. Il est le huitième héritier en ligne directe de la Dynastie Al Busaid, fondée en 1741, par Imam Ahmad bin Said, dont on révère toujours la mémoire en Oman pour ses faits d'armes et sa gestion éclairée qui fit de lui l'unificateur de ce pays après des années de guerre civile. Le père de Sa Majesté, le Sultan Said bin Taimur mourut en 1972.

Sa Majesté a passé son enfance et reçut sa première éducation à Salalah. A l'âge de 16 ans, il fut envoyé par son père en Angleterre où il suivit l'enseignement d'un établissement privé avant d'entrer à l'Académie Militaire Royale de Sandhurst en qualité de cadet en 1960. Sa Majesté fit alors ses classes et son apprentissage au métier des armes dans un bataillon d'infanterie britannique puis en tant qu'officier en Allemagne de l'Ouest.

Ensuite il regagna l'Angleterre pour y étudier les rouages de l'administration locale. De retour en Oman, après un voyage autour du monde, il passe les six années suivantes à Salalah, exauçant en celà les voeux de son père. Il y étudie l'Islam et le passé culturel et historique de son pays et de son peuple.

Après l'abdication de son père, le Sultan Said bin Taimur, et son accession au Trône en Juillet 1970, Sa Majesté devait quitter Salalah pour Mascate pour y être acclamé par son peuple. Ses premières décisions marquèrent l'abolition des règles anachroniques contraignantes pour le mode de vie et le travail de son peuple. D'entrée de jeu, il annonça son intention de développer l'Oman et



Sa Majesté arrive à Riyadh pour des entretiens amicaux sur les affaires régionales avec le Gardien des Deux Mosquées Saintes, le Roi Fahad d'Arabie Saoudite. (Photo: Mohamed Mustafa)

d'apporter aux Omanais soins médicaux, enseignement et droits sociaux qui leur faisaient défaut jusque là. Il les exhorta également à jouer un rôle dans l'effort dont la voie était tracée et en appela à tous les Omanais de l'étranger, où qu'ils puissent être, pour rentrer au pays et participer à l'oeuvre du développement. Ses paroles rencontrèrent une réponse enthousiaste et unanime. De nombreux points du globe, les Omanais se mirent à regagner le Sultanat.

La tâche de Sa Majesté était prodigieuse. Très peu avait été réalisé au cours des trois années où les revenus pétroliers commençaient à rentrer. Il y avait là l'héritage de plus d'un siècle de stagnation avec tout ce qu'il recouvrait: absence de développement, manque d'instruction, taux de mortalité élevé, isolement. Il n'est pas exagéré de dire qu'Oman à cette époque était l'un des pays les plus arriérés du Monde Arabe. Sans oublier un conflit aigu qui se déroulait dans le Sud où la situation militaire était grave au moment de son accession.

Sa Majesté choisit, en priorité, d'accroître les relations internationales du Sultanat qui étaient pratiquement inexistantes avant 1970. Une volonté couronnée de succès puisque des relations diplomatiques ont été établies avec un grand nombre d'Etats de par le monde, sans tenir compte de leur couleur politique. Dans ce domaine, la politique de Sa Majesté consiste à tendre la main de l'amitié vers tous les pays sur la base de la non ingérence de chacun dans les affaires intérieures, du respect mutuel, de la coexistence pacifique et de bonnes relations avec les pays voisins.

Les contacts internationaux qui passent par l'établissement de relations diplomatiques comme les visites personnelles sont considérés par Sa Majesté comme d'importance particulière pour la recherche de la paix mondiale et pour la compréhension entre les peuples. Ces relations ont été établies avec un total de 100 pays. Sa Majesté a rendu des visites d'Etat aux cinq pays frères du Conseil Arabe de Coopération du Golfe (AGCC), à l'Egypte, à la Jordanie, au Royaume Uni, aux Etats Unis, à la France et à l'Espagne. Sa Majesté a également imprimé sa marque au plan de développement d'Oman. Liste des priorités établie avec le plus grand soin, rejet des projets dispendieux, le développement du pays s'est échelonné au rythme des Plans Quinquennaux successifs dont le quatrième est en cours. Il en résulte qu'au moment où la crise des produitspétroliers a frappé début 1986, le programme de développement de l'infrastructure d'Oman était virtuellement achevé.



Sa Majesté accompagnant Son Altesse Shaikh Zayed bin Sultan Al Nahyan, le Président des Emirats Arabes Unis lors d'un voyage au Fort de Jalali, près de Mascate, pendant une visite officielle du Shaikh Zayed au Sultanat. (Photo: Oman News Agency)





Sa Majesté avec l'Emir du Qatar, Son Altesse le Shaikh Khalifa bin Hamad Al Thani, lors de son arrivée à Doha pour participer au 11ème Sommet du AGCC en Décembre 1990. (Photo: Mohamed Mustafa)

Sa Majesté a soigneusement associé un système de gouvernement traditionnel aux prémices d'un état moderne. L'antique système de la loi du Sultan qui permettait à tout Omanais d'avoir le droit de l'approcher - puisque considéré comme le père du peuple - a été scrupuleusement préservé; à côté, fonctionne un gouvernement aux rouages contemporains avec un Conseil des Ministres, ses experts, ses responsabilités. Sa Majesté attache une importance primordiale au contact personnel avec son peuple et il parvient à trois niveaux. Le premier, c'était le Conseil d'Etat Consultatif avec une large représentation populaire de 55 membres. Lors de sa première réunion, en 1981, il déclarait: "Le Conseil se doit d'être le terrain privilégié de l'interaction et de la complémentarité entre les opinions de ses membres comme il se doit d'être celui d'une coopération et d'une complémentarité totale entre Gouvernement et citoyens en exécutant les devoirs et les obligations au stade actuel du développement."

L'année passée, Sa Majesté a fait progresser le système



Sa Majesté le Sultan est salué par Sa Majesté le Roi Juan Carlos de l'Espagne à son arrivée pour sa visite d'état en Espagne. (Oman News Agency).

démocratique en convertissant ce corps constitué en conseil d'état consultatif, appelé "Majlis Ash'Shura", qui est devenu opérationnel le Jour de l'Anniversaire National, complètement composé de représentants du peuple, sans aucun membre du Gouvernement. Les représentants sont choisis par les membres des 59 wilayets (gouvernorats) dans tout le Sultanat.

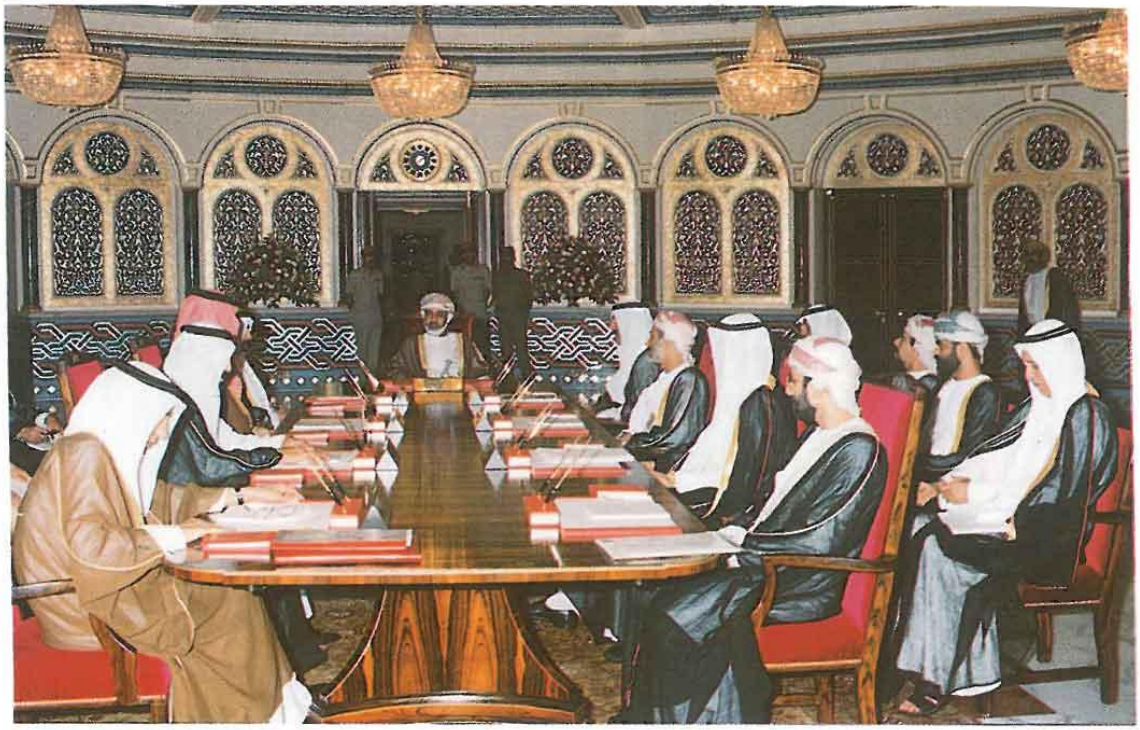
En second lieu, lors de ses tournées annuelles dans l'Intérieur, Sa Majesté, accompagné de plusieurs Ministres, rencontre individuellement les Omanais, écoute leurs suggestions et discute de leurs problèmes, afin de peser les besoins de la nation. Pour celà, le Ministre concerné est appelé et le sujet est traité immédiatement. Enfin, chaque année, à l'occasion de l'Anniversaire National du 18 Novembre, Sa Majesté prononce un discours à la Nation, où il passe en revue les réalisations de l'année écoulée et indique ses directives politiques futures. L'année passée, malgré la crise du Golfe, Sa Majesté a fait un grand tour du Sultanat, un tour particulièrement bienvenu par son peuple, à une époque de tension internationale.



Sa Majesté en compagnie du Premier Ministre Britannique John Major pendant sa visite au Sultanat. (Photo: Mohamed Mustafa)

Dans ses discours au peuple et des déclarations publiques, l'an passé, Sa Majesté a continué à souligner avec insistance l'importance de la diversification de l'économie d'Oman pour libérer le pays de sa dépendance des seuls revenus pétroliers et d'encourager le secteur privé. Si l'on prévoit pour de nombreuses années encore que le pétrole demeurera une source de revenus, Sa Majesté a depuis longtemps reconnu le besoin d'élargir l'éventail des bases économiques du pays. Il ne s'agit pas seulement de se prémunir contre les aléas possibles du marché pétrolier, mais de trouver les moyens propres à fournir des opportunités de carrières aux diplômés d'Oman et à tous ceux qui quittent l'école pour la vie active. Sa Majesté a insisté sur le besoin d'Omanisation, le remplacement de la main d'oeuvre étrangère par les Omanais et sur ce plan un progrès considérable a été accompli.

L'évènement de la Guerre du Golfe a apporté des problèmes sans précédent à chaque état de la région. En accord avec sa politique de recherche pour promouvoir des solutions pacifiques à des querelles



Sa Majesté préside une réunion du Haut Comité AGCC pour la Sécurité, qui fut formé à la fin de la Guerre du Golfe pour coordonner les mesures de sécurité pour la région. (Photo: Mohamed Mustafa)

internationales, Sa Majesté a soutenu tous les efforts constructifs pour apporter un règlement juste de la crise, essentiellement basé sur le retrait de l'Iraq du Koweit, et de soutenir les résolutions des Nations Unies. Pendant ce même temps, Sa Majesté a procuré un abri sûr aux nombreux koweitis qui s'étaient réfugiés en Oman.

Cependant, quand les hostilité ont néanmoins commencé, Sa Majesté a agi en complète solidarité avec ses collègues frères dirigeants de l'AGCC. Après la guerre, Sa Majesté a cherché à consolider la paix dans la région et à prévenir toute menace future pour sa stabilité, notamment par sa Présidence à l'AGCC, au Haut Comité de Sécurité.

A la fois dans ses discours et dans sa façon de s'exprimer afin de poursuivre son objectif politique, Sa Majesté a continuellement plaidé pour la nécessité pour tous les pays du monde de travailler pour une meilleure compréhension et une coopération pacifique, à la fois en soutenant les Nations Unies et les autres conseils



Sa Majesté remet les diplômes aux premiers diplômés de l'Université Sultan Qaboos en Octobre 1990
(Photo- Mohamed Mustafa)



Sa Majesté visite la Zone Industrielle de Rusayl pour voir les industries non pétrolières du Sultanat. (Photo: Mohamed Mustafa)

mondiaux et aussi par leurs efforts individuels. Ainsi dans un discours aux Omanais, Sa Majesté disait: "Nous réaffirmons la continuité de notre politique qui repose sur le principe de la coexistence pacifique entre toutes les nations et tous les états, sur le respect mutuel de la Souveraineté Nationale, sur les bonnes relations avec les pays voisins et la non ingérence dans les affaires intérieures de chaque pays".

Par exemple, Sa Majesté est convaincu, que dans le cadre de son objectif politique, le Sultanat et le Monde Arabe en général devraient rechercher des solutions positives afin de développer des relations mutuelles fructueuses avec l'Europe, particulièrement à la lueur des évènements récents qui offrent le projet d'une ère nouvelle de coexistence pacifique entre les pays de cette communauté. A cette fin, Sa Majesté a organisé une rencontre de haut niveau entre les délégués des états de l'AGCC et la Communauté Européenne afin d'explorer les moyens d'accroître la coopération économique et le commerce, et a encouragé autres chemins pour consolider et

accroître les relations amicales entre le Sultanat et les pays Européens.

HISTOIRE

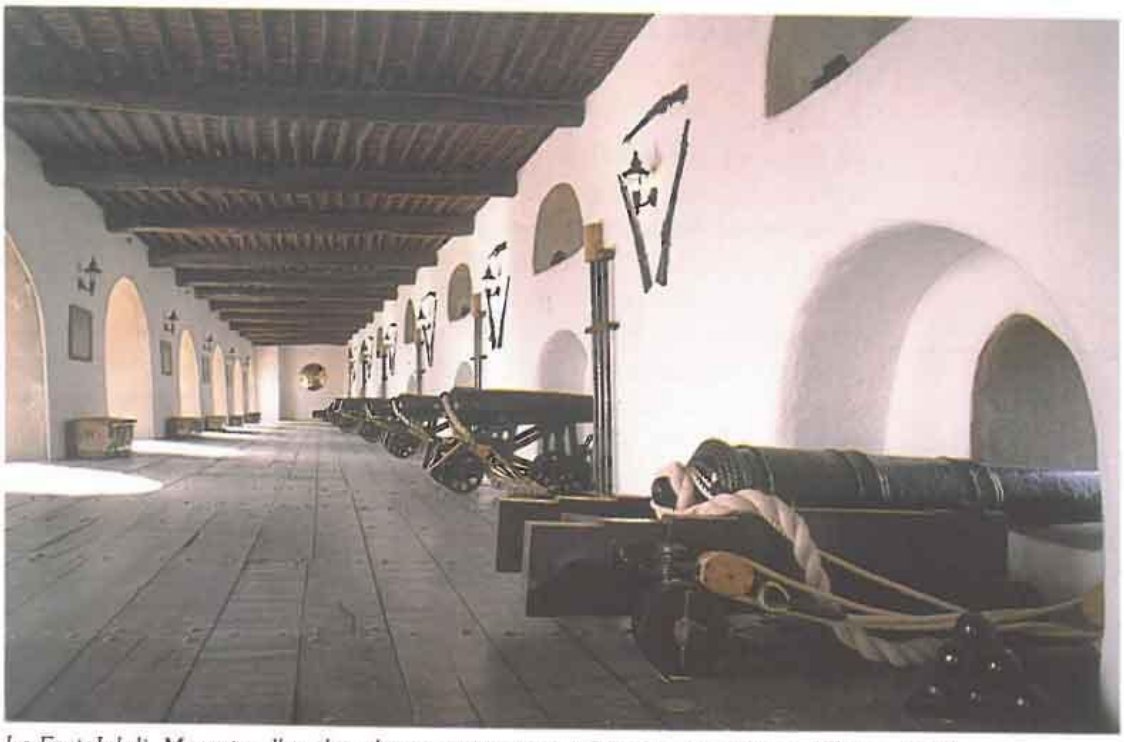
La renaissance du Sultanat d'Oman, tant spirituelle que politique, s'est accompagnée d'un extraordinaire regain d'intérêt pour ses origines. Encouragés par Sa Majesté, les chercheurs ont étudié le lointain passé d'une terre chargée d'histoire où l'homme apparait à la fin de l'ère glaciaire vers 12000 avant Jésus Christ. Si l'on connaît encore mal le passé pré-islamique, nombre de découvertes passionnantes ont été faites. Des sites archéologiques remontant au troisième millénaire avant Jésus Christ sont, semble-t-il, contemporains de la culture Barbar qui s'étendait sur cette zone et de la civilisation des grands fleuves de Mésopotamie et du Mohenjodaro. On a retrouvé des indices d'une activité commerciale entre Sumer et Oman avant même la fondation de Babylone.

L'extraction du cuivre, vers 2000 avant Jésus Christ, représentait une activité importante et les fouilles dans les mines du Sohar le prouvent. Les plus grosses activités cuprifères se déroulaient à Lasail où l'extraction du cuivre vient de reprendre. Il semble certain aujourd'hui, que le pays légendaire de Magan, le pays du cuivre dont parlent les tablettes sumériennes, ait été l'Oman.

L'oliban, cadeau traditionnel de la Reine de Saba à Salomon, est utilisé dans les sites religieux de l'ancienne Egypte et de l'Europe, était cultivé dans le Dhofar, la partie méridionale du Sultanat. Considéré comme l'une des marchandises les plus précieuses de l'ancien monde, l'oliban continue à être exploité de nos jours et sert de base aux plus prestigieux parfums.

S'il existait en Oman avant le quatrième millénaire avant Jésus Christ des colonies de commerçants, de cultivateurs et de pêcheurs, rien ne nous permet de prouver l'existence d'une civilisation proprement urbaine à cette époque. Une des explications serait l'absence de cours d'eau importants où une grande cité aurait pu s'implanter. En outre, la configuration du terrain divisait ce pays en trois types distincts de culture.

Sur les contreforts du massif montagneux d'Oman, on connaît l'existence de communautés pastorales et paysannes auto-suffisantes et farouchement indépendantes avant même l'arrivée des premiers peuples arabes venus d'Arabie du Sud, il y a 2000 ans. Dans les

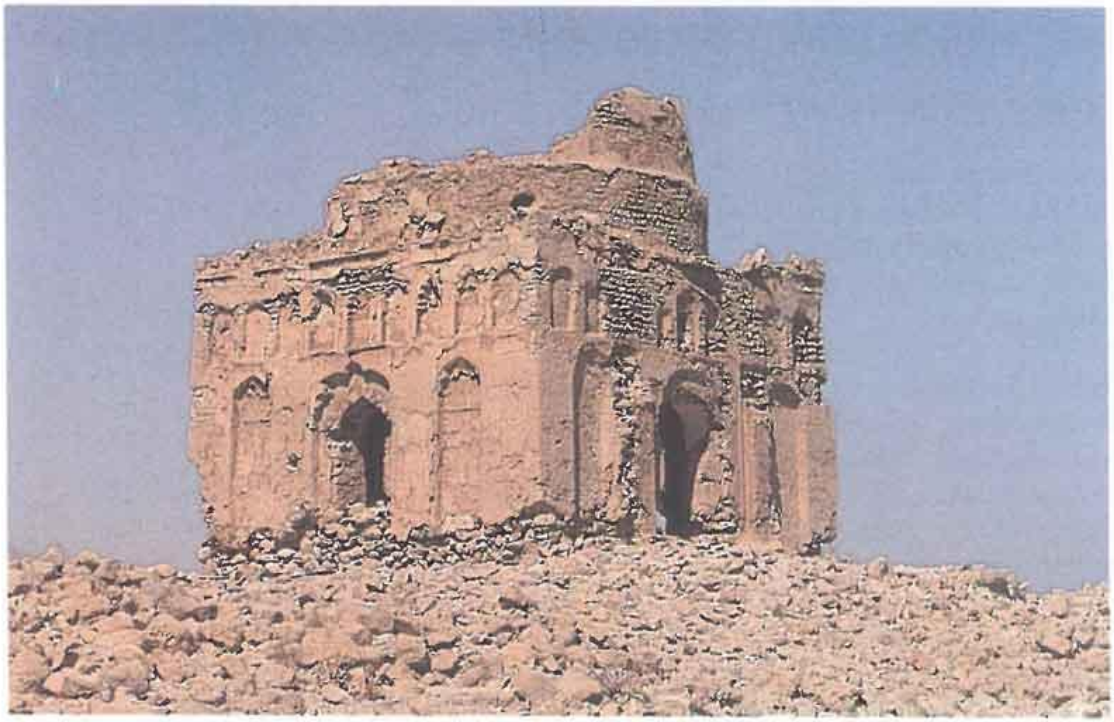


Le Fort Jalali, Mascate - l'un des plus prestigieux sites historiques d'Oman. (Photo: PDO)

collines occidentales jusqu'aux zones désertiques, on sait que des tribus nomades menaient leur propre existence, très distincte des autres. Tout au long de la côte de Batinah, zone très cultivée, vivaient des fermiers, des pêcheurs, des marchands et des marins, très exposés aux dangers du monde extérieur tant par la nature de leurs activités que par leur situation géographique. Dans le Sultanat moderne, ces anciennes distinctions existent encore dans une certaine mesure.

Cyrus le Grand, fondateur de l'empire perse, domina la région au quatrième siècle avant Jésus Christ. L'introduction consécutive du fameux système du falaj, utilisant le quadrillage des terres par des canaux d'irrigation souterrains, permit la prospérité de la région de Batinah.

C'est encore dans la période pré-islamique que des tribus venant du Yemen, - la légende les fait venir de la région du fameux barrage Marib - s'infiltrèrent incidemment en Oman. Plus tard, les tribus Azd



La conservation du passé culturel du Sultanat est une responsabilité importante du Ministère de l'Héritage National et de la Culture. Les vestiges de l'ancienne ville de Qalhat, près de Sur. (Photo: PDO)

pénétrèrent en Oman. La famille régnant actuelle en est la descendante. Oman vécut sous la domination des Perses, mais peu à peu, les Azds écartèrent les Perses et répandirent l'influence arabe sur l'ensemble du territoire. Lorsque l'Islam atteignit Oman, Abd et Jaifar, les fils de Julandi bin al Mustakbar, en embrassèrent la foi.

Du septième au quinzième siècle, le commerce maritime d'Oman était florissant. Les vaisseaux d'Oman faisaient régulièrement escale vers les ports de Perse, de l'Inde et de l'Asie du Sud Est. Dès le huitième siècle, s'était répandue partout la renommée du plus grand marin omanais, Abu Ubaida bin Abdulla bin Al Quassim, qui jetant les bases d'une navigation scientifique, entreprit un voyage de 7000 kilomètres d'Oman à Canton (Guangzhou) en Chine. Par leurs voyages et commerce, les Omanais purent répandre le message de l'Islam, ainsi que la culture et la langue arabes.

En 1507, neuf ans après que Vasco de Gama eut contourné le Cap de Bonne Espérance, découvrant ainsi la Route de l'Inde, et ironie,

guidé en celà par un très grand marin omanais Ahmad bin Majid, une flotte portugaise arrivait á Mascate et en une année, fit flotter le drapeau portugais tout au long de la côte.

Un siècle et demi plus tard, en 1650, Sultan bin Saif Al Yarubi reconquit Mascate. Puis, ayant mis en chantier une puissante flotte pour la guerre de libération, il porta la guerre dans l'Océan Indien, jetant ainsi les bases d'un puissant état avec des colonies dans l'Est africain.

Sayyid Said bin Sultan est considéré comme une grande figure parmi les souverains d'Oman: il exerça le pouvoir de 1807 à 1856. Durant cette période, l'influence d'Oman atteignit Zanzibar, de nouveaux comptoirs dans l'Est de l'Afrique ainsi que dans les provinces de Perse et du Baloutchistan. Mascate devenait ainsi un centre commercial de première importance et le point de rencontre obligatoire pour toute la zone du Golfe. Sayyid Said concentra ses efforts sur le développement et l'amélioration du commerce et de l'économie d'Oman. C'est Said qui introduisit le clou de girofle à Zanzibar qu'il avait ramené d'Indonésie. L'introduction de ces plantations fournit bientôt un tiers du budget d'Oman. Sous son règne, l'Oman établit des liens diplomatiques avec de nombreux états dans le monde; un premier envoyé spécial fut dépêché aux Etats Unis en 1840, en qualité de premier émissaire arabe dans ce pays. Oman fut ainsi le premier état arabe à établir des relations diplomatiques avec les Etats Unis. Le Sultanat avait déjà établi des accords et conventions avec la Grande Bretagne, la France, la Hollande et d'autres pays.

Cependant, après celà, suivit une période de déclin; au moment de la Première Guerre Mondiale, la part d'Oman dans le commerce international devint très limitée. En fait, Oman resta très isolé du reste du monde jusqu'à ce qu'en 1970, Sa Majesté marque le début d'une ère nouvelle et brillante qui a renouvelé les grands moments de gloire de son histoire et ouvert un nouveau chapitre de développement, de prospérité et de progrès social et économique.

GEOGRAPHIE

La carte de la Péninsule Arabique peut se comparer à une botte avec une pointe vers le Nord Est. Oman est le deuxième pays de la Péninsule en ordre de grandeur, avec une superficie totale de 300,000 km˝ constitués de terrains fort divers. Le Sultanat occupe l'extrêmité Sud Orientale de la Péninsule avec un littoral de 1700 kms. Si la chaine montagneuse "Al Hajar", c'est-à-dire "Les Rocs" domine l'intérieur des terres, le reste du pays représente un ensemble de terres les plus variées. La chaine montagneuse culmine à 3075 mètres au Pic du Jabal al Akhdar (La Montagne Verte); côté plaine, elle s'élève comme une muraille et côté plateaux et dunes intérieures, elle semble procéder par bonds. Ici la diversité s'affirme: paysage de fjords à la beauté dénudée dans la Péninsule de Musandam qui plonge dans le détroit d'Ormuz au Nord; puis, c'est la plaine fertile et tranquille de Batinah qui s'étale au Sud jusqu'à Mascate; enfin, on passe de l'immense frange sableuse du Rub'al Khali (Le Quartier Vide), puis par les montagnes pour atteindre la plaine de Salalah, luxuriante car elle jouit de la mousson au Sud. A l'Ouest, Oman jouxte l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis avec au Sud, le Yemen, au Nord, le détroit d'Ormuz et à l'Est, la Mer d'Arabie.

Les Régions

Géographiquement, Oman peut se diviser en un certain nombre de régions.

Mascate et ses environs

La plus importante zone de concentration urbaine se regroupe autour de la charmante vieille capitale de Mascate située dans une baie pittoresque; il y le grand port de Muttrah avec ses installations modernes et sa vieille ville traditionnelle et commerciale; il y a enfin Ruwi qui est à la fois un centre commercial et une extension résidentielle de la capitale.

Au-delà des villes résidentielles satellites, des zones industrielles s'étalent au rythme de la croissance, transformant le paysage pour qui n'est pas revenu en Oman depuis quelques années. Quriyat, à mi-chemin entre Mascate et Sur, est l'une des plus grandes villes de cette région.

La plaine de Batinah

Elle s'étale sur 270 kms au Sud Est, depuis la frontière d'Oman avec les Émirats Arabes Unis jusqu'à Mascate. Située entre la mer et la partie occidentale de la Chaine du Hajar, sa largeur varie de dix à trente kms. L'agriculture se limite à une étroite bande qui dépasse rarement trois kms sur toute l'étendue de la bande côtière. C'est l'une des régions les plus peuplées d'Oman. Les principales villes sont : Barka, Masana'a, Suwaiq, Khabura, Saham, Sohar, Liwa et Shinas.

La Chaine du Hajar Occidental (Les Rocs)

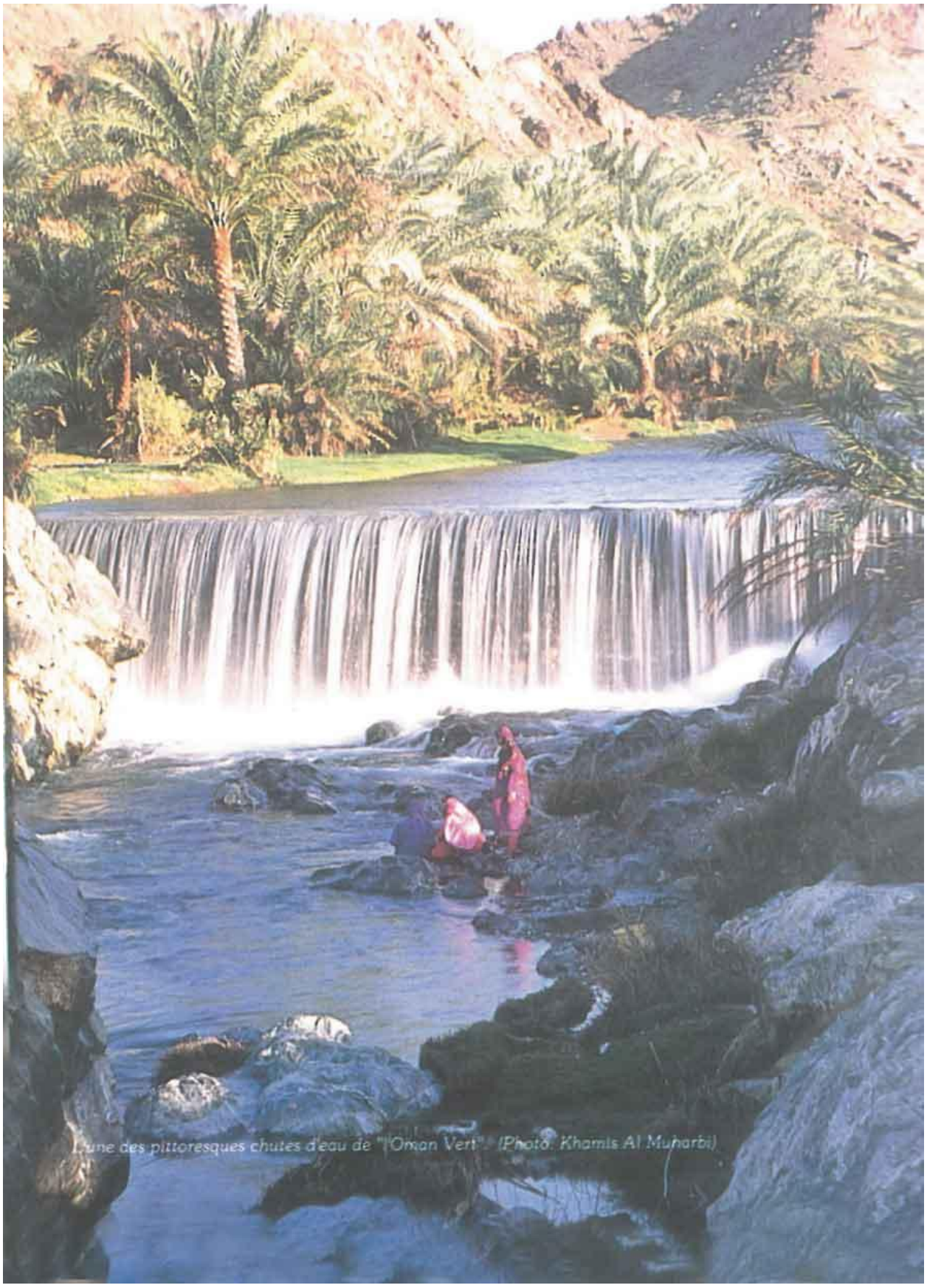
Cette chaine montagneuse parallèle à la côte s'étend des Émirats Arabes Unis au Nord jusqu'au Wadi Mu'awal au Sud. Les pics les plus élevés atteignent 3075 m et se trouvent au Sud Est à Jabal al Akhdar. Il existe de nombreux centres montagnards dans cette chaine; les plus importantes se trouvent à Rustaq, Awabi, Mu'awal et Nakhl.

L'Intérieur (Al Joof)

C'est le plateau central qui s'étend du Jabal al Akhdar au Nord jusqu'au désert du Sud. Il est limité à l'Ouest par Dhahira et à l'Est par Sharqiya. Quatre grandes vallées traversent cette zone: Anda'm, Halfein, Bahla et Samail. Les deux vallées de Samail et d'Halfein font une trouée naturelle dans la Chaine Occidentale du Hajar par où passe la route traditionnelle reliant Mascate à l'intérieur. Cette zone est une des plus peuplées d'Oman; les principales villes sont: Nizwa, Bahla, Samail, Izki, Manah, Bidbid et Adam.

La Région de Dhahira

C'est une plaine semi-désertique qui s'étend du flanc sud de l'Hajar Occidental jusqu'au Rub al Khali (Le Quartier Vide). Bordée au Nord par Yanqul, Jau et Buraimi, elle est séparée du Sud d'Oman par le Jabal al Koor (Deyar al Durooa) et de l'Est par le Deyar Bani Hinah. Les grandes zones de peuplement sont localisées sur les principaux oueds, le Wadi Dank et le Wadi al Ain avec les villes de Dank, d'Ibri et de Yanqul. La pointe septentrionale de la plaine de Dhahira est connue sous le nom de Jau. Dans cette région restreinte, située entre la frontière des Émirats Arabes Unis et l'Hajar Occidental, la population s'est réunie autour des palmeraies irriguées par de l'Oasis



L'une des pittoresques chutes d'eau de "l'Oman Vert". (Photo: Khamis Al Muharbi)

de Buraimi.

La Région de Sharqiya

Le Sharqiya est une zone de plaines sablonneuses et de vallées qui s'étendent sur le flanc intérieur de l'Hajar Oriental. Bordé au Sud Est par le district de Jaalan, il s'estompe au Sud dans les Sables de Wahiba. Le Jaalan est une plaine sablonneuse qui forme l'extrêmité mériodionale du Sharqiya et s'étale jusqu'à la Mer d'Arabie. Il est bordé au Nord par l'Hajar Oriental et au Sud, par les Sables de Wahiba. Les principales villes sont : Sur, Al Qabil, Ibra, Mudairib, Samad, Mudaibi, Sinaw, Wadi Beni Khalid, Al Kamil, Al Wafi, Bilad Bani bu Hassan, Bilad Bani bu Ali, Al Ashkara et Ras al Hadd.

Barr al Hekman

C'est une zone d'environ 650 km^2. L'Ile de Masirah se trouve à l'Est et en est séparée par un chenal marin de quatorze kms. La zone de Barr est constituée par des marais salains, recouverts sur plus de cinq kms par la mer. La plupart des habitants vivent de la pêche sur l'Ile de Mahawt.

La Région du Sud (Dhofar)

Le Sud représente un tiers de la superficie d'Oman. La plaine côtière (après Salalah) s'étend depuis Raysut à l'Ouest sur une bande qui n'atteint jamais plus de huit kms de large; son sol alluvial fertile est bien approvisionné en eau de Juin à Septembre avec la mousson. Les pluies arrosent également les collines boisées qui grimpent à 1500 m au-dessus de la plaine côtière. Au Nord Ouest, cette région frontalière de l'Arabie Saoudite traverse la zone du Quartier Vide. Les principales villes et les villages sont ici: Salalah, Taqa, Mirbat, Sudh, Thumrait, Rakhyout, Dalqut, Shaleem et Maqshim.

Le Musandam

Coupé d'Oman par une bande appartenant aux Émirats Arabes Unis, il représente la pointe extrême nord du Sultanat. Ses montagnes accidentées surplombent la mer et la côte à 1800 m d'altitude et s'avancent, tel un fjord spectaculaire, dans le Détroit d'Ormuz. Les principales agglomérations sont: Khasab, Bayah, Mudha, Bukha, Kumzar et Lima.

Provinces

Le Sultanat d'Oman est divisé en 59 régions ou wilayats; dans chacune d'entre elles, le Gouvernement est représenté par le Wali (Gouverneur). Mascate a son propre Gouverneur, qui est aidé d'adjoints installés à Muttrah, Seeb, Baushar; le Gouverneur de Musandam a également des adjoints à Khasab, Bayah et Bukha. Le Dhofar a lui aussi son propre Gouverneur avec des adjoints.

Climat

Le climat varie avec les régions; sur la côte, il est chaud et humide en été; à l'intérieur des terres, il est chaud et sec à l'exception des zones plus élevées où il est plus tempéré tout au long de l'année. Dans le Sud, le climat est plus doux. A part quelques tornades, les pluies sont faibles et irrégulières, sauf dans la région méridionale où de grosses chutes de pluie ont lieu entre Juin et Septembre à cause de la mousson.

Population

L'histoire avec ses contre-courants, migrations et invasions a balayé Oman depuis des temps immémoriaux, mais son peuple est et demeure d'origine arabe.

La société omanaise se compose de quatre groupes: les gens de la mer qui vivent de la pêche, de la navigation, du commerce; les cultivateurs de la côte de Batinah et du Sud et ceux de l'intérieur qui utilisent le système de l'aflaaj pour l'irrigation; les peuples montagnards du Dhofar et du Musandam; les bédouins du désert.

La population est estimée à 2 millions d'habitants.

GOUVERNEMENT

Sous l'autorité de Sa Majesté le Sultan Qaboos bin Said al Said l'administration de l'Etat comprend le Diwan de la Cour Royale dirigé par S. E. Sayyid Saif bin Hamad bin Saud, Ministre du Diwan de la Cour Royale, le Ministère du Bureau des Affaires du Palais dirigé par S. E. Le Lieutenant-Général Ali bin Majid Al Ma'amari, le Conseil des Ministres et le Secrétariat du Conseil, les Conseils Spécialisés, le Gouvernorat de Mascate et le Conseil Consultatif d'Etat.

Le Conseil des Ministres est la plus haute autorité en matière d'exécutif. Il tire son pouvoir de Sa Majesté le Sultan. Il est reponsable collectivement devant lui.

Les lois et décrets sont publiés par Sa Majesté. Les traités Internationaux, les Accords et les Chartes signés ou approuvés par Sa Majesté ont force de loi à la date de leur publication dans la Gazette Officielle.

Le Conseil des Ministres se compose ainsi :

S. A. Sayyid Thuwaini bin Shihab Al Said,
Représentant personnel de Sa Majesté le Sultan.

S. A. Sayyid Fahr bin Taimour Al Said,
Premier Ministre Adjoint pour la Sécurité et la Défense.

S.A. Sayyid Fahd bin Mahmood Al Said,
Premier Ministre Adjoint pour les Affaires Juridiques.

S. E. Qais bin Abdul Munim Al Zawawi,
Premier Ministre Adjoint pour les Affaires Economiques et Financières.

S.A. Sayyid Faisal bin Ali Al Said,
Ministre de l'Héritage National et de la Culture.

S. E. Said bin Ahmed Al Shanfari,
Ministre du Pétrole et des Mines.

S. E. Hamoud bin Abdullah Al Harthi,
Ministre de la Justice, des Affaires Awqaf et Islamiques.

S. E. Yahya bin Mahfudh Al Manthri,
Ministre de l'Education et Vice-Chancellier de l'Université Sultan Qaboos.

S. E. Sayyid Badr bin Sa'oud bin Hareb Al Busaidi,
Ministre de l'Intérieur.

S. E. Abdul Aziz bin Mohammed Al Rowas,
Ministre de l'Information.

S.E. Sayyid Al Mutassim bin Hamoud Al Busaidi,
Ministre de l'Etat et Gouverneur de Mascate.

S. E. Yousef bin Alawi bin Abdullah,
Ministre d'Etat pour les Affaires Etrangères.

S. E. Salim bin Abdullah Al Ghazali,
Ministre des Communications.

S. E. Ahmed bin Suwaidan Al Balushi,
Ministre des P.T.T.

S. E. Sheik Mohammed bin Ali Al Qatabi,
Ministre de l'Electricité et de l'Eau.

S. E. Sheik Mohammed bin Abdullah bin Zaher Al Hinai,
Ministre de l'Agriculture et des Pêcheries.

S. E. Sayyid Mussallam bin Ali Al Busaidi,
Ministre d'Etat et Wali du Dhofar.

S. E. Ahmed bin Abdul Nabi Macki,
Ministre de la Fonction Publique, Vice-Président du Conseil de la Fonction Publique et Vice-Président du Banque Central d'Oman.

S. E. Malik bin Suleiman Al Ma'amari,
Ministre du Logement.

S.E. Dr Ali bin Mohammed bin Moosa,
Ministre de la Santé.

S. E. Sayyid Hamomud bin Faisal bin Said,
Secrétaire du Conseil des Ministres.

S. E. Sheik Amer bin Shwain Al Hosni,
Ministre des Municipalités Régionales et de l'Environnement.

S. E. Hamad bin Said Al Aufi,
Ministre des Ressources en Eau.

S. E. Ahmed bin Mohammed bin Salim Al Isa'ee,
Ministre des Affaires Sociales et Travail.

S. E. Maqbool bin Ali bin Sultan,
Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Le Secrétariat du Conseil des Ministres est responsable du fonctionnement des instances gouvernementales. L'une de ses fonctions est de s'assurer que les décisions du Conseil soient effectuées dans le temps et dans le cadre du budget.

Le Gouvernorat de la capitale est responsable de l'Administration de la Cité.

Pour mieux administrer un Etat aussi vaste avec des populations aussi dispersées, le pays a été divisé en 59 wilayats (régions) sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur. A la tête de chaque wilayat se trouve un Gouverneur ou Wali.

Avec son bureau, le Premier Ministre Adjoint pour les Affaires Juridiques est responsable de :

a) Mettre en forme procédures et systèmes juridiques et interprétation religieuse de la loi et des contrats (futwa).

b) Préparer et publier les textes législatifs et les lois entrées en vigueur chaque année.

c) Préparer et publier la Gazette Officielle.



Le bâtiment du Majlis Ash' Shura, Mascate. (Photo: PDO)

d) Conseiller les autres ministères en matière juridique et préparer la législation nouvelle.

Majlis Ash'Shura

Son intention d'établir le Majlis Ash'Shura, un conseil consultatif de l'Etat, a été annoncé par Sa Majesté le Sultan lors de son adresse à son peuple le jour de la Fête Nationale en 1990. C'était maintenant réalisé, le Majlis prennant la place du Conseil Consultatif de l'Etat original, dans une extension importante du processus démocratique.

Le Majlis est entièrement composé par des représentants du peuple, nommés par les 59 wilayets (gouvernorats) du pays. Il n'inclut pas des membres du Gouvernement. A la suite voici la substance du Décret Royal qui établit le Majlis:

Article I

Il doit avoir un statut indépendant administratif et financier et doit être basé à Mascate.

Article II

Le Conseil doit avoir 59 membres, chacun représentant un wilayat du Sultanat. La selection des membres doit être éffectuée par la procedure suivante:

A - Chaque wilayat nomme trois citoyens, résidents dans le wilayat.

La nomination s'effectue par un comité formé par des dignitaires du wilayat et des personnages de haute expérience et opinion respectée.

B - Un des trois nominés de chaque wilayat doit être selectionné comme membre du Conseil.

C - Un Décret Royal sera publié, avec les noms des membres selectionnés.

Article III

La periode du mandat du Conseil est de trois ans, elle peut être renouvelée pour un ou plusieurs autres termes.

Article IV

Un Décret Royal sera publié nommant le Président du Conseil.

Article V

Les membres du Conseil doivent choisir deux adjoints du Président entre eux. Celà sera fait pendant la première session.

Article VI

Le Bureau du Conseil inclura le Président, ses deux adjoints et cinq membres du Conseil qui doivent être choisis pendant la

première session.

Article VII

Le Conseil doit avoir un Secrétariat Général, formé d'un Secrétaire Général et un nombre des secrétaires généraals adjoints ainsi que des employés.

Le Secrétaire Général doit être nommé par décision du Bureau du Conseil sur recommendation du Président.

Le Secrétaire Général doit recevoir le même payement qu'un sous-secrétaire.

Article VIII

Le Conseil Ash'Shura doit assister le Gouvernement dans tous les matières concernant la société omanaise et il peut suggérer des possibilités pour renforcer les strucutures de base et les valeurs de la société omanaise.

Article IX

Poue achever ces buts, le Conseil doit avoir les pouvoirs suivants:

1 - Reviser les propositions de lesgislation sur les matières économiques et sociales qui sont préparés par les ministères avant d'être publiés.

2 - Présenter ses avis sur ce qu'il pense nécessaire pour le développement des lois économiques et sociales qui sont executées au Sultanat.

3 - Préparer des propos et des opinions sur la politique générale qui lui est présentée par le Gouvernement.

4 - Participer dans la préparation des plans pour le développement du pays, la poursuite de leur réalisation dans le contexte de la stratégie générale de l'Etat et en tenant compte des possibilités.

5 - Participer dans le renforcement de l'intérêt des citoyens dans les objectifs du plan, dans les priorités et les efforts qui sont employés pour les réaliser. Celà renforcera les liens entre les citoyens et le Gouvernement.

6 - Participer dans les efforts pour conserver l'environnement et de le proteger de la pollution.

7 - Etudier les matières liés aux services publiques et présenter des suggestions sur leur développement.

8 - Etudier les obstacles qui mettent en danger le secteur économique et présenter des suggestions pour battre ces obstacles.

9 - Présenter l'opinion sur des autres sujets qui sont présentés au Conseil par Sa Majesté.

Article X

Le Conseil des Ministres doit tenir deux sessions par an en présence du Président et des membres du Bureau du Conseil. La raison est de poursuivre les méthodes de coordination entre le Gouvernement et le Conseil dans l'intérêt public.

Article XI

Les ministres pour les services publiques doivent soumettre annuellement des rapports sur les succès et les plans de leur ministères et doivent répondre aux questions des membres du Conseil sur ces plans.

Le Conseil a le droit d'appeller chaque ministre concerné avec la fonction publique pour discuter avec eux les matières de leurs ministères quand il le trouve approprié.

Article XII

Les ministres du Gouvernement et organisations et autorités publiques doivent coopérer avec le Conseil Ash'Shura pour faciliter sa mission. Ils doivent soumettre au Conseil tous rapports et informations liés avec des matières qui concernent le Conseil.

Article XIII

Le Conseil doit soumettre à ses commissions concernées tous les propositions ou applications qu'il reçoit des citoyens sur des questions d'intérêt général et apres les soumettre au Gouvernement. Le citoyen a le droit de recevoir des réponses à ses demandes.

Article XIV

Le Président du Conseil doit soumettre une fois par an les résultats des activités du Conseil à Sa Majesté.

Décret Royal publié le 12 novembre 1991.

Conseils spécialisés

Les Conseils spécialisés ont été instaurés par Décret Royal. Ils sont placés sous la Présidence de Sa Majesté le Sultan et comprennent certain membres du Conseil des Ministres et d'autres hauts fonctionnaires. A côté d'eux, certains Conseils Spécialisés accueillent des personnalités de premier plan de la vie publique.

Parmi les Conseils Spécialisés, citons:

Le Conseil du Développement qui planifie les objectifs et la politique générale du développement économique; il supervise les projets et les procédures qui dépendent du Plan d'Etat; il coordonne les activités des différents ministères et des départements gouvernementaux pour l'exécution du Plan de Développement en cours.

Le Conseil pour les Affaires Financières arrête la politique financière de l'Etat et élabore le budget national. Il étudie, entre autres, les crédits pour les projets de développement économique.

Les autres Conseils sont :

Le Conseil de l'Univeristé Sultan Qaboos se doit de maintenir le niveau de cette université et de mettre en place de nouveaux collèges, de nouvelles sections, de nouveaux centres. Il

est présidé par S. A. Sayyid Fahad bin Mahmood Al Said, Premier Ministre Adjoint pour les Affaires Juridiques.

Le Conseil de la Fonction Publique assure les grandes directives dans ce domaine, traite des problèmes et propose des solutions avec l'intérêt public pour seul critère. Il est présidé par S. E. Sayyid Saif bin Hamed Al Busaidi, Président du Diwan de la Cour Royale.

Le Conseil des Appels d'Offre

Suivant en celà les directives de Sa Majesté le Sultan, un Conseil des Appels d'Offre a été créé en 1973 par Décret Royal, suivi par promulgation de la Loi et des règlements pour les Appels d'Offre. La raison de la création de ce Conseil: des adjudications justes et équitables.

Le Conseil est composé par:

S. E. le Conseiller auprès de Sa Majesté le Sultan pour le Développement du Plan en qualité de Président,

S. E. le Ministre du Logement en qualité de Vice Président,

S. E. le Ministre de l'Electricité et de l'Eau en qualité de Vice Président,

En outre, sont Membres de ce Conseil :

S. E. le Ministre des Municipalités Régionales,

S. E. le Ministre de la Fonction Publique,

S. E. le Secrétaire d'Etat pour les Finances,

S. E. le Secrétaire d'Etat aux Communications,

S. E. le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce.

Le Conseil est secondé par un Secrétaire Exécutif qui organise les études et prépare les rapports sur tout ce qui est du ressort

du Conseil. Le Secrétariat sert de lien actif entre le Conseil et les différentes autorités gouvernementales qui publient leurs appels d'offre par l'intermédiaire du Conseil.

Pouvoirs et Prérogatives

Le Conseil est responsable pour tout appel d'offre du Gouvernement qu'il s'agisse de licence, d'achat de produits, d'implantation de projet à l'exception des contrats et des projets relatifs aux installations de Défense et à tous ceux qui sont protégés par une stipulation spéciale de la Loi et les Règlements des Appels d'Offre. En outre, le Conseil s'occupe de la réalisation de projets du début à la fin. Cette tâche est facilitée par le fait que les Ministères et les Organisations Gouvernementales tiennent régulièrement le Conseil informé de tous les problèmes qui concernent la mise en place d'un projet. Aussi bien, le Conseil agit-il en fonction des problèmes, puis trouve la solution appropriée en coordination avec les autorités au nom des quelles ils sont mis en place. Si nécessaire, le Conseil publie circulaires et directives requises pour l'ordonnancement et la progression des travaux.

En exerçant ses prérogatives, le Conseil se conforme aux procédures bien étudiées et établies. Elles lui permettent de remplir son rôle de la meilleure façon possible.

Si on peut les résumer, voici ces procédures :

Avant de présenter un projet à un appel d'offre ou à une soumission, le Conseil analyse les documents idoines et les contrats - en liaison avec le service gouvernemental concerné - pour s'assurer qu'il est acceptable. Ce faisant, il a le droit de demander l'assistance d'experts, de fonctionnaires ou du personnel technique Omanais ou non Omanais dans le Sultanat ou à l'étranger. Ce stade est d'importance. Une analyse complète des documents, avant appel d'offre, permet d'éliminer tout problème qui pourrait apparaître après l'appel d 'offre ou lorsque le projet est en cours d'exécution. Cette procédure sauve un temps considérable et assure un travail de haute qualité. Ainsi, d'importantes économies sont réalisées sur les coûts et le projet mis à exécution de la manière voulue.

Le Conseil est autorisé à mettre sur pied des Comités de Négociation toutes les fois où la nature du travail concerné est telle que les procédures nécessaires doivent être complétées par une négociation. La loi stipule que de tels comités sont présidés par l'un des Vice-Présidents et doivent inclure le Secrétaire d'Etat aux Finances et un représentant du Ministère pour lequel le projet est mis en oeuvre. Les Comités présentent leurs recommandations devant le Conseil qui prendra la décision appropriée.

AFFAIRES ETRANGERES

Oman sort de son isolement en 1970 pour faire face à un monde de plus complexe. Devoir nullement aisé: faire connaître, faire sentir la présence d'Oman dans les instances internationales. Au départ, Sa Majesté le Sultan a défini un certain nombre de principes; ils ont été constamment suivis au cours de ces 22 dernières années. Parmi ces principes, notons: bon voisinage et non intervention dans les affaires intérieures d'autrui, respect des lois internationales et de la tradition, renforcement de la coopération parmi les Etats du Golfe d'Arabie, renforcement des relations avec les Etats Arabes et soutien suivi aux pôles d'intérêt du Monde Arabe; promotion de la coopération islamique, soutien aux justes causes en Afrique, poursuite d'une politique de non-alignement et établissement de relations cordiales avec les pays amis.

Depuis la création d'un Ministère des Affaires Etrangères, des efforts considérables ont été déployés pour asseoir Oman à sa vraie place dans le concert des Nations, selon les directives de Sa Majesté. Ainsi le Sultanat a-t-il apporté sa part de contribution aux enjeux mondiaux en aidant à résoudre les problèmes internationaux et en oeuvrant pour la paix du monde et la sécurité.

Oman a rejoint la Ligue Arabe le 29 Septembre 1971 et les Nations Unies le 7 Octobre de la même année. Depuis le 29 Février 1972, le Sultanant fait partie de l'Organisation de la Conférence Islamique, et en Septembre 1973, Oman est devenu un des membres du Groupe des Non-Alignés. Le Sultanat fait également partie de nombres d'organisations internationales spécialisées.(Voir ci-dessous).

Depuis que Sa Majesté le Sultan Qaboos bin Said dirige son pays, Oman est devenu un état jouant un rôle important à la fois dans le domaine Arabe et international. En Décembre 1989, le Sultanat a donné l'hospitalité à la Communauté du Golfe pour la seconde fois, quand le 10ème Sommet du Conseil Suprême du Conseil de Coopération du Golfe s'est tenu à Mascate. Ce sommet a marqué le début d'une nouvelle phase; c'était la véritable expression de la nature des relations entre les Etats du Golfe et reflétait leurs efforts pour atteindre leurs buts, servir leurs objectifs communs et les intérêts de la Grande Famille du Golfe en assurant un avenir plus florissant à son peuple.

Dans son discours lors de l'ouverture du Sommet, Sa Majesté le Sultan a défini la voie pour les années 90 et élaboré les principes d'un plan d'action pour l'avenir dans les domaines locaux, régionaux et internationaux. Le Sommet de Mascate a fourni l'occasion d'évaluer "l'expérience de coopération" qui terminait avec succès sa 10ème année.

Le Communiqué Final et la Déclaration de Mascate reflétait les espoirs et aspirations des ressortissants du Golfe concernant la sécurité, la stabilité et le développement d'une coopération forte et incessante qui mènerait à une unité économique et un progrès constructif pour un avenir florissant et plus prospère pour la région et ses habitants.

Par exemple, un accord Saudi-Omanais concernant les frontières entre les deux pays fut conclu entre Sa Majesté le Sultant Qaboos et le Gardien des Deux Lieux Saints, le Roi Fahad bin Abdul Aziz, pendant la visite de Sa Majesté en Arabie Saoudite, fin mars 1990.

Le Monde Actuel a vu la plus dangereuse crise à laquelle les Etats du Golfe sont confrontés - l'Occupation par l'Iraq de son état frère, le Koweit. Le Sultanat a donné un soutien total à la reprobation de l'occupation et a demandé un retrait inconditionnel des forces iraquiennes du Koweit. Lors de son allocution pendant la célébration du 20ème Anniversaire national, Sa Majesté le Sultan Qaboos mit l'accent sur la nécessité d'atteindre une solution pacifique à la crise basée sur des résolutions internationales et de restaurer la souveraineté et la légitime autorité du Koweit. Mais quand ces efforts échouèrent, le Sultanat donna un rapide soutien aux forces amies et soeurs. Depuis, le Sultanat a joué un rôle éminent dans la recherche des accords de sécurité appropriés pour l'avenir de la Région.

Le Sultanat croit que de bonnes relations entre les Etats de la Région renforcent les chances de paix et de prospérité pour ces peuples. C'est pourquoi, il fit de grands efforts afin de rapprocher l'Iran de certains des Etats du Golfe. L'année passée Mascate servit de lieu de réunion entre les Ministres des Affaires Etrangers du Royaume d'Arabie Saoudite et la République Islamique d'Iran. Celà aboutit à un accord entre les deux pays pour renouveller les relations diplomatiques après un arrêt de trois ans.

La question palestinienne demeure encore le coeur du problème du



Le Ministère des Affaires Etrangères. (Photo: Oman News Agency)

conflit au Moyen Orient. Oman continue à soutenir totalement le droit des peuples palestiniens à l'auto-détermination sur leur propre terre et de décider de leur propre avenir.

Le Sultanat a constamment soutenu la légitimité au Liban et exprimé l'espoir qu'on mette un terme à la crise politique afin de rétablir la stabilité et la sécurité dans l'ensemble de ce pays. En conséquence, le Sultanat a donné sa bénédiction à l'accord de Taif et aux démarches qui en ont découlé, et a contribué aux efforts faits par le Comité Tripartite à cet effet. Sa Majesté le Sultan l'a exprimé dans son allocution lors du 20ème Anniversaire National.

Le Sultanat a servi de cadre à la conférence entre l'Europe et les Etats du Golfe. Cette conférence historique réunissait les Ministres des Affaires Etrangères des 6 Etats Arabes du Golfe et de la Communauté Européenne et représentait le premier contact ministériel. Oman a fortement soutenu cet évènement historique dans un esprit de coopération qui reflétait la profonde amitié

unissant les deux communautés dont les relations servent à augmenter le niveau du dialogue économique entre les deux communautés. La Conférence a aussi affirmé que la politique conduirait à atteindre un accord commercial satisfaisant basé sur l'application des principes du libre échange. Pendant la Présidence du Sultanat lors de la session du Conseil de la Ligue Arabe, le dialogue arabo-européen reprit après une rupture de plus de dix ans.

Après celà, une réunion eut lieu à Paris, fin 1990 à laquelle participèrent les Ministres des Affaires Etrangères de la Communauté Européenne et les 22 ministres des Etats de la Ligue Arabe.

Les discussions de Paris posèrent les fondations des relations Arabes avec la Communauté Européenne et de nouvelles structures furent établies pour une coopération arabo-européenne de politique culturelle, sociale, technique, commerciale et industrielle à long terme.

Durant l'année passée, les relations avec les Etats d'Europe de l'Ouest et de l'Est ont continué à s'étendre, dans tous les domaines, à noter particulièrement dans le domaine économique. Oman bénéficie à présent de relations diplomatiques avec la plupart des pays d'Europe de l'Ouest et de l'Est, soit au niveau d'une ambassade résidente ou d'une ambassade non résidente. Des relations diplomatiques furent établies entre le Sultanat et la République de Pologne, la République de Bulgarie, celle de Hongrie et la République Fédérale Tchécoslovaque.

Oman a aussi de bonnes relations avec de nombreux états d'Amérique du Nord et du Sud et a donné un soutien aux efforts du groupe Contadora pour atteindre un règlement satisfaisant des problèmes en Amérique Centrale.

Des relations diplomatiques ont été établies avec la plupart des états africains. Un nombre de chefs d'état africains et personnalités ont rendu visite officiellement au Sultanat dans le but de renforcer leurs relations.

Le Sultanat a constamment soutenu les justes causes des peuples africains, reconnaissant l'indépendance Namibienne et demandant le Gouvernement Sud Africain d'abandonner sa politique raciste.

Des relations entre le Sultanat et les pays du Continent Asiatique ont aussi continué à se développer par une coopération amicale et constructive. Le Sultanat a apporté son soutien total aux efforts ASEAN et UN pour rechercher une solution pacifique au problème cambodgien et a appelé à une solution juste dans un système de Gouvernement acceptable par les Cambodgiens eux-mêmes.

Le Sultanat soutient les Accords de Genève sur la Question Afghane, dans l'espoir que toutes les parties concernées réussiront à former un gouvernement regroupant toutes les sections Afghanes, ce qui leur permettra de poursuivre une politique ininterrompue de bon voisinage et de coopération avec les voisins.

De ce qui précède, il apparaitra que les lignes de conduite du Sultanat sont en harmonie avec les principes fermes établis dans la Charte des Nations Unies, dont la plus importante est le besoin de régler les querelles entre Etats d'une manière pacifique.

ETATS AVEC LESQUELS LE SULTANAT D'OMAN ENTRETIENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Algérie, République Démocratique et Populaire,
Argentine, République
Australie, Commonwealth
Autriche, République
Bangladesh, République Populaire
Bahrein, Etat
Belgique, République
Bolivie, République
Brésil, République Fédérale
Brunei, Darussalam Etat
Bulgarie, République Populaire
Burkina Faso
Burundi, République
Canada
Chad, République
Chili, République
Chine, République Populaire
Comores, République Fédérale Islamique
Colombie, République
Chypre, République
Tchécoslovaquie, République Fédérale

Danemark, Royaume
Djibouti, République
Ecuador, République
Egypte, République Arabe
Finlande, République
France, République
Gambie, République
Allemagne, République Fédérale
Ghana, République
Grèce, République Hellénique
Guinée, République
Hongrie, République
Inde, République
Indonésie, République
Iran, République Islamique
Iraq, République
Irlande, République
Italie, République
Côte d'Ivoire
Jamaïque
Japon
Jordanie, Royaume Hachemite
Kenya, République
Corée, République
Koweit, Etat
Liban, République
Luxembourg, Grand Duché
Malaisie
Maldives, République
Mali, République
Malte, République
Mauritanie, République Islamique
Ile Maurice
Mexique, République
Maroc, Royaume
Pays Bas, Royaume
Nepal, Royaume
Nouvelle Zélande
Niger, République
Norvège, Royaume
Pakistan, République Islamique
Pérou, République

Philippines, République
Pologne, République
Portugal, République
Qatar, Etat
Roumanie, République Socialiste
Ruanda, République
Russie, Féderation
Saint Lucia
Arabie Saoudite, Royaume
Sénégal, République
Seychelles, République
Sierra Leone, République
Singapore, République
Somalie, République Démocratique
Espagne, Royaume
Sri Lanka, République Démocratique Socialiste
Soudan, République
Suède, Royaume
Suisse, Confédération
Syrie, République Arabe
Tanzanie, République Unie
Thailande, Royaume
Tunisie, République
Turquie, République
Ouganda, République
Emirats Arabes Unis
Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats Unis d'Amérique
Uruguay, République Orientale
Venezuela, République
Yougoslavie, République Fédérale
Yemen, République
Zaire, République
Zambie, République
Zimbabwe

Bureaux des Nations Unies dans le Sultanat :

UNDP Programme de Développement des Nations Unies
WHO Organisation Mondiale de la Santé
UNICEF Fonds International d'Aide pour les Enfants des Nations Unies.

Organisations du Golfe :

Centre Arabe pour la Recherche Pédagogique	1.12.73
Conseil Supérieur de l'Education	1.12.73
Banque Internationale du Golfe	1. 2.76
Organisation pour l'Investissement Industriel du Golfe	20.10.76
Conseil des Ministres de la Santé des Etats du Golfe	1976
Conseil des Affaires Sociales et du Travail	
Office Permanent des Ministres	6. 2.78
Gulf Air	4. 6.78
Bureau d'Education Arabe pour les Etats du Golfe	1.12.79
Conseil de la Télévision	10. 4.80
Université Arabe du Golfe	16. 8.80
Conseil de Coopération des Etats Arabes du Golfe	25. 5.81
Comité Permanent des Communications de la Région du Golfe	30. 5.81
Organisations d'un Programme Commun de Production des Etats Arabes du Golfe	25. 3.82
Agence de Nouvelles du Golfe	13. 6.82
Conseil de Coopération des Etats sur Spécifications et Standards	9.11.82
Office Technique des Communications (Conseil de Coopération des Etats du Golfe)	1983
Organisations Educatives, Scientifiques et Culturelles	
Organisations Communes d'Information	
Organisations Communes Economiques	
Organisations de Coopérations Communes	

Organisations Arabes

Union Postale Arabe	1. 7.71
Organisation des Villes Arabes	24. 9.71
Ligue des Etats Arabes	29. 9.71
Union de Diffusion des Etats Arabes	14. 6.72
Organisation de Défense Sociale Arabe	26. 3.73

Ligue Arabe pour l'Education, la Culture et l'Organisation Scientifique	14. 6.73
Conseil d'Aviation Civile des Etats Arabes	15.10.73
Organisation Arabe pour le Développement Agricole	18. 2.74
Organisation Arabe pour les Spécificités et Standards	6. 7.74
Fonds Arabe pour la Croissance Economique en Afrique	1.2.75
Organisation Administrative pour le Développement Arabe	4.75
Centre Arabe pour l'Etude des Régions Arides et du Désert	30. 4.75
Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social	30. 4.75
Académie Arabe pour le Transport Maritime	31. 8.75
Conseil des Ministres Arabes pour la Santé	4. 9.75
Arabsat	10. 7.76
Office des Scouts Arabes	1976
Office des Guides Arabes	1976
Fonds Monétaire Arabe	5. 3.77
Conseil des Ministres Arabes de la Jeunesse et des Sports	1. 4.78
Organisation Arabe pour le Développement Industriel	12. 1.80
Conseil des Ministres Arabes des Affaires Sociales	26. 3.80
Institut Arabe du Planning	7.12.80
Conseil des Ministres Arabes de l'Intérieur	23. 9.82
Conseil des Ministres Arabes de la Justice	23. 9.82
Conseil des Ministres Arabes du Logement	23. 9.82
Organisation Arabe du Travail	9. 2.83
Union Arabe des Télécommunications	30.11.83
Union Arabe du Tourisme	27. 8.84
Conseil des Ministres Arabes des Transports	27. 8.84
Institut du Monde Arabe à Paris	30.11.87

Organisations Islamiques

Agence Islamique de Nouvelles Internationales	1970

Organisation Islamique de Conférence	29. 2.72
Banque Islamique de Développement	12. 8.74
Fonds Islamique de Solidarité	1974
Organisation de Radiodiffusion des Etats Islamiques	1975
Fonds Al Quds	1976
Centre de Recherches Culturelles et Historiques Islamiques	1976
Centre de Formation Economique,Statistique et Sociale des Etats Islamiques	1977
Centre de Recherches et de Formation Professionnelle Islamique	4.78
Comité International pour la Préservation de l'Héritage Culturel Islamique	1978
Centre de Développement Commercial Islamique	1979
Organisation Islamique pour l'Education, la Culture et la Science (ISESCO)	1980
Conseil Islamique Fiqh	1982
Organisation Islamique des Capitaux	1982

Organisations Internationales

Organisations des Nations Unies	7.10.71
Organisation Mondiale de la Santé	27. 5.71
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	11.71
Union Universelle des Postes	17. 8.71
Fonds Monétaire International	23.12.71
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement	23.12.71
Organisation Culturelle, Scientifique et Educative des Nations Unies	10. 2.72
Union Internationale des Télécommunications	28. 4.72
Organisation Policière Internationale (INTERPOL)	26. 9.72
Organisatin Internationale de l'Aviation Civile	23. 2.73

Mouvement des Non Alignés	5. 9.73
Organisation Internationale Maritime	30. 1.74
Organisation Satellite Internationale	3. 1.75
Organisation Mondiale Météorologique	2. 2.75
Union de Conservation Mondiale (IUCN)	4. 6.75
Organisation Afro-Asiatique pour les Consultations Légales	1.76
Bureau du Scoutisme Mondial	
Organisation Afro-Asiatique pour la Reconstruction Rurale	1.79
Conseil Mondial pour le Bien Etre des Aveugles	1979
Organisation Régionale pour la Protection de l'Environnement Marin (ROPME)	20. 3.79
Fonds International d'Urgence des Nations Unies pour l'Enfance	1980
Commission Internationale pour la Pêche à la Baleine	1980
Union Internationale de Lutte contre la Tuberculose	1980
Organisation Internationale Maritime satellite	30.12.80
Union d'Assurance Afro-Asiatique	1981
Fonds International pour le Développement Agricole	1983
Organisation de Développement Industriel des Nations Unies	6.85
Organisation Internationale de Protection Civile	1985
Bureau International des Epizootiques	1985
Institut International des Sciences Administratives	6. 9.86
Organisation Internationale de Standardisation	1986
Association Internationale des Autorités des Phares	1986
Association internationale des Ecoles et Instituts de l'Administration	1986
Organisation Hydrographique Internationale	25. 6.87
Association Mondiale des Guides et Scouts (WAGGGS)	1987
Organisation Internationale pour la Formation et le Bien Etre des Handicapés	

Comité Asiatique pour les Consultations Légales

Association Internationale de Développement

Association Internationale Fiscale

Office International Gouvernemental pour les Systèmes d'Information.

INFORMATION

Lors d'une allocution récente adressée à son peuple, Sa Majesté le Sultan Qaboos attira une toute particulière attention sur l'importance des services d'Information du Sultanat concernant les nouvelles du pays et informant les omanais et le monde en toute objectivité et exactitude.

Il faut savoir qu'Oman n'avait aucun moyen d'information, c'est-à-dire radio, télévision et journaux avant 1970.

Une semaine après l'accession de Sa Majesté, une petite station de radio d'une puissance émettrice d'un seul KW était installée à Bait Al Falaj. Elle avait le mérite de permettre aux habitants de Mascate et de son environnement immédiat d'écouter pour la première fois une radio nationale. Par elle et avec elle, Sa Majesté fit sa première déclaration radiophonique à la Nation soulignant ses intentions de développer ce pays. Deux ans plus tard, en 1972, une nouvelle station radio d'une puissance de 10 KW était inaugurée. Ses programmes étaient diffusés 14 heures par jour et 18 heures les jours de vacances. En 1975, la radio commanmça à diffuser à partir d'un émetteur de 100 KW en ondes moyennes et d'un autre émetteur de 50 KW en ondes courtes. A Salalah, on a commencé à émettre en 1971 et en 1975 une nouvelle station radio fut ouverte, diffusant sur les mêmes longueurs d'ondes. Des relais de transmission furent par la suite installés en de nombreux emplacements du pays pour' renforcer et relayer les émissions nationales sur l'ensemble du Sultanat. En 1979, les deux stations émettrices de Mascate et de Salalah ont été reliées par un satellite spatial afin d'améliorer pour tout le pays la qualité des transmissions. Les programmes sont diffusés à partir de Mascate pendant une partie de la journée et de Salalah aux autres moments permettant ainsi une utilisation optimale de la radio. On a ainsi pu augmenter la durée quotidienne des émissions diffusées à partir de Mascate et de Salalah vers tout le Sultanat mais aussi vers le Golfe, l'Afrique de l'Est et les Etats Unis.

Actuellement, les émissions sont diffusées quotidiennement pendant 19 heures 30 en langue arabe et 15 heures en langue anglaise. Les principaux bulletins d'information en Anglais sont diffusés à 7 heures 30, 14 heures 30 et 18 heures 30 chaque jour avec les analyses de



Un film est produit dans les studios de la TV Omanaise. (Photo: Oman News Agency)

l'actualité à 11 heures, 13 heures et 22 heures. On diffuse la musique classique de 7 heures à 12 heures, les programmes en anglais de 12 heures à 15 heures et la musique légère et traditionnelle de 15 heures à 22 heures chaque jour.

La télévision couleur a débuté en Novembre 1974 avec des émissions transmises de Mascate couvrant une grande zone autour de Mascate sa capitale. Des améliorations ont ensuite permis d'atteindre une plus vaste audience. Des transmissions d'émission de TV en couleur démaraient une année plus tard à Salalah pour couvrir la zone méridionale du Dhofar dans son ensemble. La publicité commerciale vient de faire ses débuts à la fois à la radio et à la télévision en langue arabe. Les émissions de télévision ont largement contribué à apporter l'information, la distraction et les programmes éducatifs à la population; c'est pourquoi il était nécessaire de prévoir de nouveaux studios de diffusion, d'enregistrement et de tournage pour les pièces de théâtre et les séries. On mobilise également de gros moyens pour la télévision en



Un commentateur de la Radio d'Oman vérifie son audio diffuseur avant de continuer. (Photo: Oman News Agency)

extérieur de même que pour les retransmissions en direct de la radio. Pour développer et améliorer la réception, on a mis en place douze stations relais, cinq dans la région de Mascate, trois à Salalah et 1 à Nizwa, Sur, Saham et Buraimi. Elles complètent les stations-relais solaires répartis dans tout le Sultanat. En octobre de 1990, le Ministre de l'Inofrmation, Son Excellence Abdul Aziz bin Mohammed Al Rowas, a signé un accord avec un groupe français pour développer les installations de radio et de télévision. Le projet prévoit la création de 16 stations principales pour la TV et la radio et de 75 stations relais de renfort qui seront reliées aux 16 stations principales. Ce projet d'un coût de 25.645.641 rials sera achevé en 32 mois.

En 1979, la liaison satellite de Mascate et de Salalah a permis la diffusion quotidienne des émissions transmises par les deux stations afin de servir le plus grand nombre de téléspectateurs. Les services de la télévision ont été d'une efficacité particulière en ce qui concerne l'apport d'informations et de directives touchant la santé,



Le Complexe de la Radio du Ministère à Qurm. (Photo: Oman News Agency)

l'éducation, l'agriculture, l'industrie, les problèmes familiaux et les soins aux enfants; tous ces programmes ont été préparés en étroite collaboration avec les Ministères concernés.

Les émissions de TV sont diffusées dix heures par jour en semaine, de 15 heures à 1 heures et de 10 heures à 23 heures, le jeudi et le vendredi. Il existe un bulletin quotidien d'information en Anglais à 20 heures.

Le personnel de la télévisioin reçoit une formation similaire à celle de ses collègues de la radio; mais à cause des obligations plus complexes de la télévision, le personnel plus expérimenté ou mieux qualifié est envoyé à l'étranger pour suivre des cours pouvant durer jusqu'à cinq années afin d'acquérir les qualifications indispensables dans toutes les branches de la profession. Depuis l'apparition de la TV en 1974, l'accent a été mis sur l'omanisation. Aujourd'hui, 90% des 450 membres du personnel des stations TV à Mascate et Salalah sont omanais. Ce haut pourcentage est des plus remarquables si l'on



L'Ambassadeur de Sa Majesté en France pendant son allocution aux membres du Parlement Européen lors de l'ouverture de l'exhibition organisée par le Ministère dans le Bâtiment du Parlement à Strasbourg en Septembre 1990.

considère le travail hautement spécialisé et technique réalisé dans les stations TV. Il y a là-bàs des ingénieurs, des techniciens, des producteurs et des speakers à la fois pour les nouvelles arabes et anglaises. Il y a actuellement 13 producteurs omanais. Dans le service des nouvelles anglaises travaillent 5 Omanais dans le cadre du personnel éditorial.

On a inauguré fin 1989 le tout nouveau Q.G. du Ministère de l'Information à Al Qurm. Il abrite la station de radio et les studios en plus du personnel administratif. Ce large complexe offre également des possibilités de logements et des facilités récréatives et culturelles comme piscine, courts de tennis et de squash et cafeteria.

Le Centre Omanais pour la Musique Traditionelle, fondé en 1985, a pour mission de collecter et de réunir la documentation qui concerne les musiques populaires traditionnelles d'Oman. Il réunit des cassettes vidéo, des radio cassettes, des photographies, des plaques de couleur avec les enregistrements réalisés sur place des chants et

danses traditionnels que l'on se transmet de génération en génération.

D'un seul journal dans les années 70, la presse a essaimé en un large éventail de journaux politiques, sociaux, spécialisés et indépendants des publications gouvernementales. Il existe maintenant deux quotidiens en arabe ainsi que deux quotidiens en anglais. Il faut y ajouter quatre hebdomadaires traitant de politique et de sociologie en langue arabe et un mensuel arabe qui est aussi un magazine social pour les femmes. L'Agence Omanaise d'Information, créée en 1986, transmet des nouvelles d'Oman et sa région à travers de nombreux pays dans le monde.

Le Ministère a préparé les plans, les décors et la réalisation d'une exposition illustrant la culture, l'histoire, et la beauté du paysage omanais qui eut lieu à Strasbourg, au Parlement Européen, en Septembre dernier. C'était la première fois qu'un Etat n'appartenant pas à la Communauté Européenne prenait une telle initiative. De même, l'exposition se déplaça au Caire, pendant la Semaine d'Information. Des reportages en direct et des retransmissions sur Oman continuaient à passer à la radio et à la TV égpytiennes pendant cette semaine.

A l'étranger, le Ministère maintient les représentants et bureaux responsables pour les pays suivants : Egypte, Royaume Uni, France, Belgique, Pays Bas, Allemagne, Suisse, Autriche, Espagne, Portugal, Europe de l'Est, Scandinavie, Singapore, Hong Kong, Malaysie, Thaîlande, Indonésie, les Philippines et les Etats Unis.

DEFENSE

Pour mesurer avec exactitude le progrès réalisé par les Forces Armées du Sultan, plus particulièrement au cours de ces 21 dernières années, depuis l'accession de Sa Majesté le Sultan Qaboos, il est nécessaire de remonter à leur point de départ, en 1921, lorsqu'on décida de constituer la première formation militaire en recrutant la Force Armée de Mascate au niveau d'une compagnie. En 1955, vu les faibles ressources disponibles, cette Force avait atteint l'échelon d'un régiment et pris pour nom Régiment de Mascate; et vers 1970, à la suite de la rébellion de l'Intérieur et des troubles grandissants dans le Sud, les SAF (Forces Armées du Sultan) se trouvèrent grossies du Régiment de la Frontière du nord, de la Gendarmerie d'Oman (une unité paramilitaire destinée à la protection des frontières et des côtes), du Régiment de Montagne et du Régiment du Désert. Il faut malgré tout noter qu'en 1970 les SAF étaient encore équipés d'armes et de matériel anciens. C'est seulement à partir de ce moment, que les SAF sont devenues une Force Armée digne de ce nom, bien entrainée et bien équipée et pouvant faire face aux exigences du maintien de la sécurité du Sultanat, indiscutablement, la seconde Force Armée de la Péninsule Arabique. Sa Majesté le Sultan Qaboos, en tant qu'officier de profession et d'expérience, prend un intérêt tout particulier au maintien de l'efficacité de ses Forces Armées, à leur bien être et participe régulièrement aux manoeuvres militaires terrestres, navales et aériennes.

Les réalisations des Forces Armées du Sultan, c'est-à-dire l'Armée Royale d'Oman (RAO), l'Armée de l'Air Royale (RAFO), la Marine Royale d'Oman (RNO), la Garde Royale d'Oman (RGO), illustrent clairement l'attention qu'elles ont reçu de Sa Majesté, le Commandant Suprême des Forces Armées, avec pour résultat qu'aujourd'hui, ces forces sont capables d'accomplir leurs devoirs avec une extrême efficacité. L'entrainement des hommes se concentre sur le développement de la compétence de l'Omanais en service et de son potentiel si bien qu'il est capable de remplir ses responsabilités avec adresse et compétence. Le niveau requis des compétences peut aussi être atteint si l'homme est éduqué, formé et fournit au maximum sa propre expérience. Les Forces Armées du Sultan jouent un rôle important - en réalité de pionniers - dans la formation des jeunes omanais à jouer leur rôle en servant leur pays

avec compétence et responsabilité dans leurs domaines respectifs de spécialisation.

Les Forces Armées du Sultan ont maintenant de nombreux instituts militaires, dont les plus connus sont le Collège du Personnel de Commandement, le Collège Militaire du Sultan Qaboos, l'Académie de l'Air du Sultan Qaboos, l'Ecole de Formation des Officiers, le Centre de Formation de la Marine, l'Ecole des Forces Armées du Sultan, et de nombreux centres de formation spécialisée technique et militaire dans les différentes armes des Forces Armées du Sultan.

ARMÉE ROYALE D'OMAN (RAO)

L'Armée Royale d'Oman a fait de grands progrès depuis l'accession de Sa Majesté qui se sont concrétisés par de nombreuses réalisations planifiées sur la base d'un emploi du temps minutieusement préparé.

Le Corps Blindé du Sultan d'Oman

Dès la période depuis 1985, une attention particulière fut apportée pour développer la structure administrative et le soutien, dans le but de réaliser une efficacité maximum de combat. Pendant la même période, l'Armée Royale d'Oman fut aussi approvisionnée en armes de pointe. Depuis 1971, les corps d'armée progressait en efficacité dans tous les domaines et dans la modernisation de leur équipement et de leur formation.

L'Artillerie du Sultan d'Oman

L'Artillerie du Sultan d'Oman a aussi progressé de façon identique, introduisant du matériel d'armement de pointe afin de lui permettre d'exercer son rôle de défense avec compétence et assurance.

Le Régiment de Parachutistes du Sultan d'Oman

Des armes de pointe ont été introduites dans le Régiment et sa structure d'organisation a été développée pour lui permettre de réaliser d'importantes missions qui lui avaient été confiées. L'Armée Royale d'Oman, avec des représentants spécialistes en chute libre, représente le Sultanat lors de manifestations sportives internationales , où son haut niveau de professionnalisme lui a valu de nombreuses éloges.

Les services d'approvisionnement et de soutien de l'Armée Royale d'Oman

Les services d'approvisionnement des Forces jouent un rôle déterminant et vital dans le cadre du développement et de modernisation qui a eu lieu dans les Services Armés. Les Forces Armées du Sultan, du Signal et Transport, Engineering Méchanique et Electrique et les forces Firqah ont un rôle indispensable à jouer dans les capacités opérationnelles des Forces Armées du Sultan.

Formation

Les niveaux de performance des troupes de combat se sont améliorés suite à la formation pratique et théorique qu'ils ont reçus par l'Armée Royale d'Oman, des instituts spécialisés qui leurs transmettent adresse et compétence. Elles comprennent le Régiment d'Entrainement des Forces Armées du Sultan, le Collège Militaire du Sultan Qaboos, l'Ecole de Formation des Officiers, sans oublier le Collège du Personnel de Commandement, qui est la plus haute institution de formation militaire au Sultanat. En plus de ceux-ci, il faut noter d'autres écoles et instituts de formation technique et militaire.

Exercices et manoeuvres

Ces dernières années, des unités de l'Armée Royale d'Oman ont été remarquablement actives en exercices militaires et manoeuvres, à la fois dans le Sultanat et à l'étranger. Il en a résulté un très haut niveau d'efficacité lors de combats ce qui a amené l'armée à faire face à toutes les éventualités.

L'Armée Royale d'Oman et sa participation aux développements civils

L'Armée Royale d'Oman remplit un rôle important et prépondérant dans le domaine des services publics généraux - construction de routes, forage de puits et construction de pistes d'atterrissage d'avions dans les régions isolées et les terrains accidentés. Elle fournit aussi de l'aide aux civils tels que dans le transport de passagers par voie de terre et le transport de matériaux de construction et de nourriture vers/ et à partir de régions difficiles d'accès. Elle fournit aussi au public quelques services médicaux.



Un Hercules C130 de la RAFO (Armée de l'Air Royale d'Oman) survolant Musandam pendant un exercice d'entraînement. (Photo: RAFO)

ARMÉE DE L'AIR ROYALE D'OMAN (RAFO)

Suite des réalisations pendant les années 70, chez les Forces Armées du Sultan, un progrès notoire est cause justifiée de fierté. En une période limitée, elle a créé une force formidable équipée d'escadrons d'aviation de haute performance et de batteries aériennes anti-rockets.

A l'origine, le développement de l'Armée de l'Air Royale prévoyait l'acquisition d'un nombre d'escadrons de différents types d'avions. Ils devinrent progressivement le soutien principal de la défense aérienne du pays.

En 1974, la Force entreprit une transformation radicale de ses fonctions quand ses quartiers généraux furent transférés de Bait al Falaj à leur emplacement actuel. C'était pendant cette période que les contrats furent signés pour l'achat d'un nombre d'avions pour faire face aux demandes opérationnelles.



La Marine Royale d'Oman effectuant un travail de réparation sous marine. (Photo: RNO)

force navale pourvue d'une capacité impressionnante de combat et d'une extension de son rôle dans la protection des eaux territoriales du pays. Pour renforcer sa capacité de combat, la flotte fut pourvue de nombreux navires d'attaque rapide équipés de missiles, d'un navire de débarquement chargé de la logistique, de navires de patrouille rapide, de navires garde côte de patrouille, de navires de patrouille de haute mer, de navires de transport et de sauvetage maritime et d'un bateau de patrouille à voile. Des progrès constants furent réalisés pour faciliter le commandement, le contrôle des quartiers généraux et leur faire suivre les améliorations dans la Marine.

Nouvelles installations

La Marine Royale d'Oman a créé la base navale Said bin Sultan pour renforcer son organisation et ses opérations. Elle a aussi installé un centre de formation navale sophistiqué à Wudam et des sections pour la plongée sous marine, la médecine en eau profonde, et les

sauvetages en mer. Elles joueront un rôle primordial dans les services spécialisés de l'avenir. La base navale de Ras Musandam a aussi été améliorée.

Musique de la Marine Royale d'Oman

La Marine Royale d'Oman a formé un orchestre en Février 1983 qui se produit lors des manifestations de l'Etat ou lors d'autres occasions publiques. L'orchestre a été amélioré et agrandi et possède maintenant une section de cornemuse.

Entraînement

L'entrainement naval pour les matelots et gradés a lieu à bord du SNV "Nasr Al Bahr" tandis que les officiers se rendent à bord du SNV "Al Mabrukah" pour améliorer leurs connaissances, mettre en pratique ce qu'ils ont acquis en théorie et s'habituer à la vie en mer. L'entrainement à la voile se déroule à bord du SNV "Shabab Oman". Depuis son acquisition, le SNV "Shabab Oman" a effectué 3 longs voyages en mer. Le premier eut lieu aux Etats Unis d'Amérique en 1986 pour participer au 200ème anniversaire de la Statue de la Liberté. Le seconde fut vers l'Australie en 1987/88 pour participer au 200ème anniversaire du pays. Le troisième fut en France en 1989, pour marquer le 200ème anniversaire de la Révolution Française et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Le Rôle National de la RNO et sa Contribution au Développement

La Marine Royale a le devoir d'assurer le libre passage des navires sur les routes maritimes qui traversent les eaux territoriales du Sultanat, de protéger les pêcheries et l'environnement, de prévenir la contrebande, les pêches interdites et les interférences avec la navigation internationale. La Marine fournit aussi les bases d'expédition des Forces Armées du Sultan, transporte ses unités et soutient ses opérations par deux autres services. Elle s'occupe en plus de la surveillance marine des côtes du Sultanat et opère avec des équipes de plongeurs sous marins. Elle a aussi le rôle d'assurer le transport maritime: transport de matériaux de construction et approvisionnement du public à cause des difficultés rencontrées pour les acheminer par terre ou par air dans quelques régions du Sultanat. Elle joue aussi un rôle actif dans la protection de l'environnement,



Membres de la Garde Royale d'Oman en parade. (Photo: RGO)

dans la prévention contre la pollution le long de l'interminable ligne côtière du Sultanat.

LA GARDE ROYALE D'OMAN (RGO)

Le Régiment de la Garde Royale d'Oman fut formé en 1973 et est responsable de la securité de Sa Majesté le Sultan, des hôtes de Sa Majesté et de la protection des biens royaux. C'est un corps d'élite composé des meilleurs hommes les plus entraînés de l'Armée qui représentent une formidable force de combat, de même lors des cérémonies et autres tâches. En 1981, son nombre fut augmenté et il fut réorganisé en une brigade complète. En 1985, lors du 15ème Anniversaire de l'Accession de Sa Majesté, Sa Majesté le Sultan accorde à la RGO l'insigne honneur de fêter le 1er Novembre chaque année comme "Journée RGB". Ce fut à cette date la même année que la Brigade reçut de Sa Majesté son Statut Royal.

En Novembre 1976, Sa Majesté donna à la Garde Royale la tâche

de créer une école de formation technique de pointe pour garçons afin de former les membres de la Garde Royale. L'ecole compte à présent 200 étudiants dont l'ensemble des études est surtout basé sur l'engineering et la technologie.

Bien que l'enseignement technique soit assuré en Anglais, l'entrée à l'école se fait par concours en langue arabe, ce qui permet aux Omanais d'y accéder, sans tenir compte de leur précédente expérience en langue anglaise. Chaque année, la compétition est féroce pour les 30 places allouées sur plus de 300 demandes d'étudiants reçues en 1991.

Le succès de l'école peut être mieux jugé par la qualité de son enseignement et le fait que les places libres peuvent maintenant être pris par des membres du public. Les diplômés sont bien formés, disciplinés, les techniciens d'engineering possèdent une maîtrise courante de l'anglais technique. Beaucoup de ces anciens étudiants se trouvent maintenant dans d'importantes organisations gouvernementales, utilisant leur compétence technique acquise à l'école.

De nombreux étudiants continuent leurs études, si bien que l'école a beaucoup de diplômés avec des diplômes UK dans les disciplines d'engineering qui les prépareront à remplir les postes occupés actuellement par des expatriés.

Tous les étudiants suivent le même cycle d'études qui comprend une étude rigoureuse de la langue Arabe et de la culture ajoutée à un programme technologique en langue Anglaise. L'école a maintenant acquis le niveau permettant que ses diplômés soient officiellement reconnus dans le monde entier. Les étudiants ont maintenant la possibilité d'obtenir une grande variété de qualifications, comme le Diplôme Final du Ministère de l'Education d'Oman, le 1er Diplôme BTEC d'Engineering et le Diplôme National de Fin d'Etudes d'Engineering.

Sa Majesté a aussi confié une autre responsabilité importante à la RGO. En 1985, Sa Majesté décida que soit formé un Orchestre Symphonique, et une école fut crée dans ce but près de Mascate. L'Ecole est un établissement unique avec internat, qui pourvoit en tous points au bien-être et à l'éducation des jeunes gens. Elle est fréquenté par de jeunes Omanais des deux sexes. L'orchestre jouit



Le défilé de l'Armée Omanaise à son retour de la libération du Koweit. (Photo: MOD)

maintenant d'un niveau de compétence remarquable, chaleureusement applaudi par des visiteurs mélomanes de tous les coins du monde.

La RGO possède aussi trois formations militaires très entraînées, l'une à cheval, qui se produit lors des manifestations officielles ainsi qu'une chorale militaire. Ces formations ont acquis une grande réputation lors de leurs prestations à l'étranger, notammernt à la "Edinburgh Military Tattoo" en Ecosse et à la "Sidney International Military Tattoo" en Australie.

Dès le début, une priorité adéquate a été octroyée aux mess et locaux de détente pour les soldats, et en 1990, un nouveau Mess d'Officiers fut inauguré par Sa Majesté le Sultan; c'est l'un des plus impressionnants édifices de la RGO. Il a été visité par Sa Majesté le Roi Hussein de Jordanie et Son Altesse Royale le Prince Philippe, Duc d'Edinburgh, est venu s'y détendre.

Le Musée des Forces Armées du Sultan

Suite aux directives de Sa Majesté le Sultan, le Musée des Forces Armées établi en 1988 au Fort de Bait Al Falaj, fut inauguré en décembre 1988. Bait Al Falaj fut choisi à cause de son importance historique. Le Fort fut construit sous le règne du Sultan Said bin Sultan et acquit une importance considérable au cours de son histoire à cause de sa fonction et de son emplacement comme centre de pouvoir sous le règne de la famille Sayyid al Busaidy. Le fort a deux étages où se trouvent les contenus du Musée. Le Musée expose des modèles ainsi que des documents historiques et militaires sur Oman avant et après l'Islam qui indiquent la nature profondément enracinée de la civilisation omanaise. Dans la cour, on peut voir de nombreux exemples d'armes anciennes qui furent utilisées dans le passé par les Forces Armées du Sultan et la Garde Royale d'Oman.

Les Forces Armées du Sultan et la libération du Koweit

La participation des Forces Armées du Sultan une fois de plus dans la libération du Koweit ont confirmé le professionnalisme du combattant omanais et sa capacité à remplir les devoirs qui lui sont confiés. Celà résulte de son haut niveau d'entrainement et de sa fierté militaire héréditaire. La libération du Koweit fut le miroir qui refléta la véritable capacité des Forces Armées du Sultan d'opérer n'importe où et n'importe quand et démontra leur empressement à répondre aux convocations urgentes.

POLICE ROYALE D'OMAN

De nos jours, la Police Royale d'Oman présente une image différente de la Force de Police, d'il y a 20 ans, qui était constituée d'un officier et de 73 policiers ayant leur quartier général à Bab al Kabir, à Mascate. Leurs responsabilités se trouvaient concentrées à Mascate et sa proche banlieue et aucune police n'opérait ailleurs dans le Sultanat. Depuis sa création en 1970, la Police Royale d'Oman (ROP) est devenue une force moderne hautement efficace qui opère maintenant dans tout le pays. La politique de la ROP a été de gagner et maintenir la confiance du public grâce à une coopération et assistance, ainsi que grâce à l'éducation de la jeunesse.

La ROP est devenue une organisation de pointe hautement comptétente, de même niveau que les forces de police les plus performantes dans le monde. Ses services et unités ont été pourvus des équipements les plus modernes afin de permettre au policier d'aujourd'hui de remplir son devoir au niveau le plus élevé possible. En plus, la ROP a vu s'accroître ses fonctions et domaines de responsabilités qui sont plus importants que ceux des forces de police de beaucoup d'autres pays. Mises à part les fonctions conventionnelles de la police, la ROP est responsable de l'immigration, des passeports, des douanes, de la défense civile, de la lutte contre l'incendie, des opérations de garde côtes et des services pénitentiers. Les Omanaises jouent un rôle important dans la ROP de même que dans d'autres organisations gouvernementales, ce qui est très apprécié à la fois par la Police et le Public.

Des liens familiaux très étroits, ajoutés à une stricte adhésion aux enseignements de l'Islam et des traditions omanaises sont la base des facteurs principaux du taux remarquablement bas de criminalité dans le Sultanat. Le fait est que le Sultanat ne souffre pas de problèmes de drogues, peut-être grâce à ses traditions, du rôle de la famille dans l'éducation retransmise aux enfants et du rôle joué par la Police en protégeant le pays des menaces de drogue en renforçant le contrôle strict des douanes par air, mer et sur terre.

L'Académie Royale de la Police d'Oman fut ouverte en Janvier 1980 pour procurer une formation dans une gamme variée du travail spécialisé de la Police comme l'anthropométrie, l'enquête policière,



La division des Gardes Côtes de la ROP effectuant une évacuation médicale d'urgence. (Photo: ROP)

le droit, les règlements de conduite et de circulation et de cours de langues étrangères. Il y a également des cours de bon niveau de secrétariat. L'Académie recrute de jeunes universitaires omanais qui la rejoignent pour une formation millitaire et policière. A la fin de leurs cours, ils sont nommés officiers dans les services et unités qui ont besoin de leurs qualifications scientifiques.

La ROP s'est engagée à omaniser tous ses postes particulièrement les postes techniques, tels que l'aviation, l'informatique, les services médicaux, l'ingénierie civile, l'architecture et les autres domaines d'ingénierie. La ROP fournit des emplois aux jeunes omanais qui ont étudié ces disciplines dans le cadre d'un projet bien préparé. Quelques diplômés des arts sont aussi acceptés. Un nombre de diplômés de la Faculté d'Education et des Sciences Islamiques du Sultant Qaboos a été recruté. Des officiers sont également envoyés à l'étranger dans des instituts de sécurité spécialisés dans les états arabes et dans quelques pays étrangers amis.

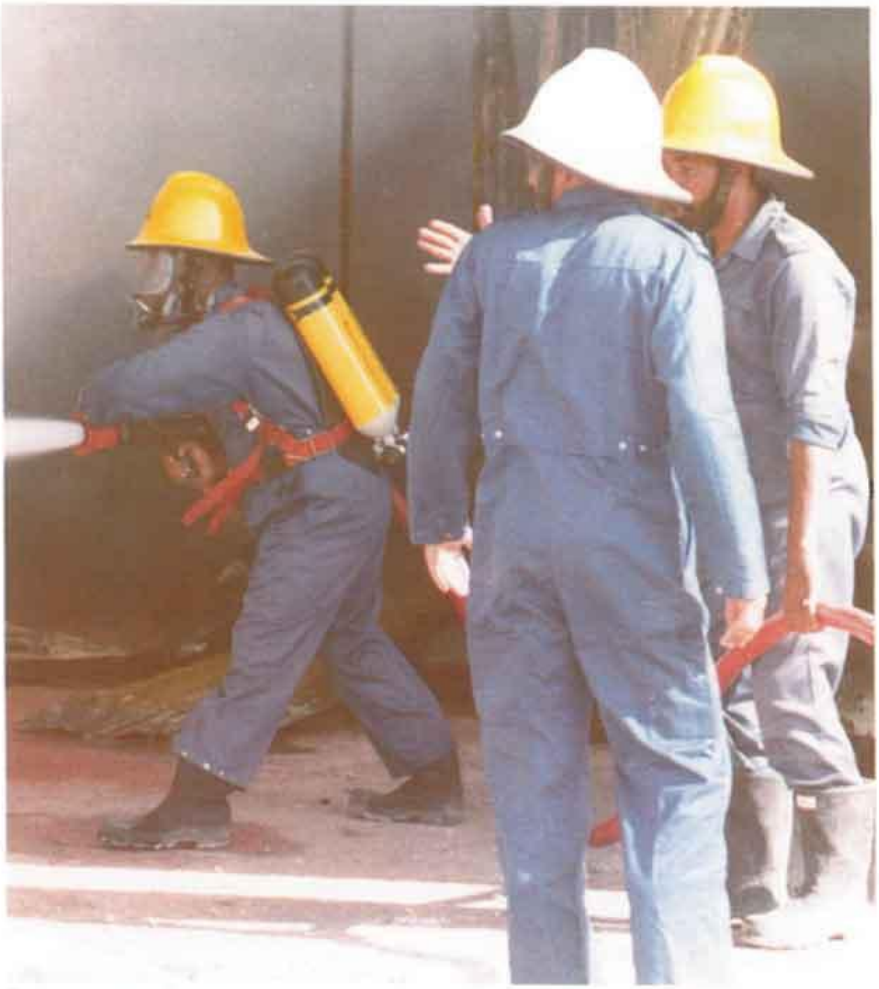


Une équipe de patrouille frontalière au travail. (Photo: ROP)

La division des gardes côtes -une unité importante de l'Organisation de Police- maintient l'ordre et la loi et surveille les 1700 kms des côtes omanaises. Elle est équipée de bateaux de patrouille rapides pour prévenir toute immigration illégale et contrebande ainsi que pour combattre tout traffic de drogue. Les fonctions de la Division incluent également la visite des villages côtiers isolés, la livraison de nourriture et de médicaments, la recherche des pêcheurs et des bâteaux de plaisir en perdition et l'évacuation des habitants des villages côtiers en cas d'urgence.

Parmi les unités se trouve celui de l'Aviation de Police, qui est équipé d'hélicoptères. Ceux-ci répondent aux appels de détresse, aux nécessités d'évacuation, aux cas médicaux d'urgence et aux apprivisionnements rendus difficiles à cause du relief des régions isolées lors de catastrophes naturelles.

Un certain nombre d'hélicoptères sont équipés d'ambulances volantes, qui sont prêtes à intervenir n'importe où, procurant aux



La protection des vies et des biens contre le danger du feu est l'une des tâches les plus importantes de la ROP. (Photo: ROP)

malades un traitement alors qu'ils font route vers leur destinée.

Une division de la Police est chargée des installations pétrolières; son Q.G. est basé à Mina al Fahal sur la côte, avec des sous divisions à Fahud et Marmul dans l'Intérieur. Elle a pour tâche de veiller à la sécurité de l'ensemble de l'industrie pétrolière et est responsable de patrouilles le long des oléoducs et des autres installations depuis les puits dans le désert jusqu'au terminal pour l'exportation de Mina al Fahal. Le personnel policier de la Direction Générale de l'Immigration et des Passeports comme celui des Douanes ont la



Une femme policier répond u une demande de renseignements d'un civil. (Photo: ROP)

responsabilité du contrôle des aéroports, des ports, des passages frontaliers. La Direction Générale s'occupe également des passeports, des cartes d'identité, des permis de résidence, des visas de travail et de visite et des permis de séjour. Elle a également la charge des modalités de naturalisation et d'autres questions concernant l'immigration et les passeports. Comme les autres services, la Direction Générale a créé des sous divisions dans plusieurs wilayats et régions du Sultanat afin d'éviter aux habitants un voyage à Mascate et obtenir directement sur place les services qu'ils attendent de la Police. Elle assure également la délivrance et le contrôle des documents de douane et exécute à cet effet les procédures découlant des lois et règlements du Sultanat. Elle surveille et suit l'application des décisions et des instructions concernant les affaires d'exportation et d'importation. Les droits de douane représentent une source appréciable de revenu national. La Direction de la Protection Civile et de la lutte contre le Feu combat les incendies et protège les vies et biens contre ces dangers. Avec une formation tout terrain et un équipement moderne, elle a su

développer et améliorer la qualité de ses services en atteignant un niveau d'efficacité internationale.

Résultat normal d'une croissance économique soutenue et d'une amélioration remarquable du réseau routier, le nombre de véhicules s'est accru. En retour, le traffic en augmentation a créé de nouveaux problèmes et des tâches nouvelles pour la Direction Générale du Traffic; elle est en effet responsable des questions relatives aux véhicules, à leur utilisation, aux règlements routiers (inspection des véhicules, permis, enquêtes pour les accidents, dommages; de l'installation des panneaux de signalisation, des panneaux lumineux, et celà en coordination avec les autres autorités responsables.

A côté des moyens de transports les plus modernes et les plus variés qu'elle utilise, la Direction de la Police Montée continue à jouer un rôle significatif en organisant des patrouilles à cheval et à dos de chameaux dans les villes, les villages comme dans les zones frontalières du Sultanat inaccessibles à tout moyen de transport moderne. L'unité des chiens policiers emploie, elle, des équipes de chiens entrainés à la garde et au pistage criminel. Le Service des Relations Publiques de la Police Royale d'Oman joue un rôle important en consolidant les liens de coopération entre police et public. Tous les services, toutes les unités de Police coordonnent leurs efforts dans l'unité pour offrir le meilleur service policier aux citoyens en application des directives de Sa Majesté le Sultan Qaboos, Commandeur Suprême de la Police.

La participation active du Sultanat aux nombreuses réunions de l'AGCC consacrées à la Sécurité a donné des résultats positifs et a permis de consolider la coopération entre membres du Conseil de Coopération dans le cadre d'une stratégie d'ensemble pour les Etats membres. Depuis qu'elle a rejoint Interpol, la Police Royale d'Oman y a joué un rôle remarqué lors des conférences internationales et des autres réunions; on a beaucoup apprécié les succès en matière de prévention criminelle de la Police Royale comme le bilan positif de sa coopération avec l'organisation dans tous les domaines qu'implique la sécurité.

ECONOMIE

Le Sultanat d'Oman a une économie basée sur le pétrole, sujette aux vicissitudes des marchés pétroliers mondiaux; mais avec une politique économique prudente, il a réussi à se protéger de quelques-uns des chocs auxquels le marché a dû faire face. Le plus sérieux fut l'effondrement des cours mondiaux du pétrole au début de 1986 quand les taux qui avaient auparavant augmenté à plus de 30 US$ le baril marquèrent une baisse jusqu'à 10 US$ le baril.

Le Gouvernement agit rapidement en dévaluant le rial de 14% et en adoptant quelques mesures de restriction dans ses plans de développement, mais sans affecter les services de santé et d'éducation. Oman a eu la chance que pendant la période de construction de son infrastructure domestique, le prix mondial a été élevé.

Une autre crise potentielle surgit tout à coup en Août 1990 avec l'invasion et l'occupation du Koweit quand les exportations de pétrole en provenance d'Irak et du Koweit furent brutalement stoppées. Celà eut pour effet une montée considérable des prix pétroliers mondiaux qui ne fut que temporaire car l'Arabie Saoudite et les pays producteurs de pétrole intensifièrent le rendement pour compenser la perte de production de l'Irak et du Koweit. L'augmentation temporaire des prix pétroliers a naturellement fait bénéficier l'économie d'Oman en 1990 mais le Gouvernement croit en la stabilité des prix pétroliers et Sa Majesté le Sultan Qaboos a demandé la stabilité des prix à un niveau équitable entre producteur et consommateur résultant d'un point de référence entre 15 US$ et 18 US$.

A l'échelle du Moyen Orient, les réserves pétrolières d'Oman sont modestes. En tenant compte des plus récentes estimations, elles atteignent quatre billions de barils, ce qui semblerait indiquer qu'on pourrait maintenir le niveau actuel de production jusqu'au prochain siècle. Les prospections en vue de découvrir de nouveaux gisements de pétrole et de gaz sont poursuivies et les perspectives sont prometteuses. Depuis le début de l'ère de renaissance qu'il connaît, le Gouvernement a été parfaitement conscient de la nécessité de diversifier son économie. Dans ce domaine, des progrès considérables ont été réalisés. De grandes usines de ciment ont été



L'imposante entrée du Ministère de l'Economie et des Finances. (Photo: Oman News Agency)

construites, ainsi qu'une fonderie pour le cuivre, une usine de raffinage pour les besoins domestiques du Sultanat, quatre moulins et une gamme variée d'industries légères. Deux autres zones industrielles sont actuellement en construction. A l'origine, l'industrie était axée sur la fabrication à partir des ressources indigènes, mais avec un marché intérieur limité, la politique industrielle a été orientée vers les exportations. En agriculture, la croissance a été particulièrement significative, au même titre que l'industrie et la pêche. Il en résulte que l'Agriculture et la Pêche comptent actuellement un pourcentage accru du PIB comparé à celui des années précédentes de développement.

Le développement du secteur des biens de consommation a entrainé une expansion correspondante du commerce, des finances et des services concernés.

L'augmentation et l'efficacité de ces services sont vitales à l'expansion des activités du secteur privé tant productives que

commerciales; ces services jouent actuellement un rôle significatif comme support du progrès économique dans le Sultanat.

LE QUATRIEME PLAN QUINQUENNAL

L'introduction du Quatrième Plan Quinquennal (1991-1996) le 1er Janvier 1991 a été une étape importante dans le cadre du développement futur de l'économie nationale. Ce plan a pour but de consolider les réalisations de ces 22 dernières années sous la Directive de Sa Majesté le Sultan Qaboos. Il met l'accent sur un équilibre macro-économique et une saine gestion monétaire et fiscale, en atteignant une croissance annuelle de 6% du PIB, un taux élevé par rapport à la croissance du peuple omanais estiméé à 3,5% par an.

Un certain nombre de nouvelles mesures a été prévu pour atteindre l'objectif du plan. L'une des plus innovatrices est l'organisation d'une réserve de contingentement. Comme les prix du pétrole sont chronologiquement instables, la création de cette nouvelle réserve permettra de mettre de côté des ressources supplémentaires quand les prix pétroliers sont élevés qui pourront être utilisées pour stabiliser le budget quand les prix sont bas. L'accès à ces réserves de contingentement relativement liquides peut fournir la flexibilité à court terme pour la gestion fiscale et ainsi permettre un rôle plus stable du Gouvernement, traversant à la fois les bonnes et les mauvaises périodes autrement que dans tout autre cas.

Les transferts au Fonds de Réserve Générale de l'Etat seront aussi augmentés alors que les retraits n'auront lieu qu'en cas d'urgences. Ce Fonds deviendra une ressource pour assurer le bien être futur du pays.

Les buts primaires du Quatrième Plan Quinquennal comprennent :

a) la diversification des sources de revenu national afin de réduire la dépendance du pétrole en tant que source dominante de revenu. Cela va se faire par la restructuration de l'économie d'Oman et en dirigeant les taux appropriés d'investissement vers les secteurs non concernés par les revenus du pétrole, comme en particulier l'agriculture, les pêcheries, l'industrie minière et les services. Les taux annuels moyens de croissance du PIB sont estimés à environ 11% pour les secteurs non pétroliers et à



Les textiles colorés de fabrication omanaise en vente au Souk de Muttrah. (Photo: Saif Al Hinai)

environ 6% pour les secteurs des services;

b) accentuer et augmenter le développement des ressources humaines afin d'accroître la participation des Omanais dans les activités économiques et sociales et établir un équilibre entre les demandes de main d'oeuvre des différents secteurs de l'économie et le rendement des différents établissements d'enseignement et de formation.

c) le renforcement du développement régional et de l'allocation



Des bateaux sont déchargés à Mina Qaboos, l'un des ports prospères du Sultanat. (Photo: APEX Publishing)

d'investissements aux différentes régions d'Oman, particulièrement celles situées hors de la région de Mascate.

L'objectif consiste à accomplir un développement équilibré et de réduire les disparités régionales en versant 60% de l'investissement gouvernemental pendant le Quatrième Plan Quinquennal aux régions autres que celles de Mascate.

Pour accomplir les objectifs du Plan, les dépenses totales publiques et privées s'éleveront à 39% du Quatrième Plan Quinquennal, soit 4.097 millions de rials. Son taux atteint 2.943 millions de rials dans le cadre du Troisième Plan Quinquennal. L'investissement du secteur privé atteindra 1.319 millions de rials représentant ainsi une augmentation de 47% du coût du Triosième Plan Quinquennal.

A la fin de l'année dernière, l'économie était en général en bonne condition. La crise du Golfe a temporairement augmenté les prix pétroliers et la croissance des revenus qui en résulte a fourni

l'occasion d'augmenter les réserves financières du pays et d'affronter l'avenir dans une position financière plus forte que les précédentes années. Le secteur privé a fait preuve d'une confiance renouvelée l'année dernière en dépit de la crise du Golfe. Les revenus et l'emploi ont augmenté et les exportations non pétrolières ont continué de progresser. Ainsi 1990 fut une bonne année pour l'économie et Oman regarde l'avenir avec confiance et un optimisme justifié.

Afin de créer de nouvelles sources de revenus pour financer le développement, le Sultanat a commencé à mettre sur le marché public des bons du Trésor et les émissions de ces bons ont reçu un bon accueil. Cette innovation permet l'obtention de liquidités à court terme pour le Gouvernement et de faciliter la gestion de la dette pour honorer les échéances.

COMMERCE ET INDUSTRIE

Le développement de l'industrie, particulièrement de l'industrie légère, a connu un grand succès depuis 1970 car il n'existait aucune activité industrielle au Sultanat d'Oman auparavant. Aussi le progrès fut-il lent tant il était nécessaire de maitriser et d'intégrer les problèmes du développement et de la formation. Dans ce domaine, la politique gouvernementale consiste à créer une économie nationale basée sur l'entreprise privée et dégagée des pratiques monopolistiques. Dans la logique d'une telle politique, l'objectif revient à assurer une croissance rapide à des industries viables sachant utiliser le plus possible les matières premières indigènes. A cette fin, le secteur privé a un rôle de premier plan à jouer sur la base de la compétitivité dans une économie de marché. Dans le Sultanat, le premier stade de développement industriel fut principalement axé sur le soutien à la construction. C'est donc vers 1986 lorsque les principaux projets nécessités par l'infrastructure nationale furent achevés que les priorités changèrent pour passer aux produits de consommation et aux industries capables de substituer les marchandises d'importation. Oman a une petite population et c'est pourquoi le marché intérieur est limité. Il faut ainsi donner la priorité aux industries légères moyennes en accroissant leurs exportations. La plupart des usines de la zone industrielle de Rusayl sont désormais tournées vers l'exportation et en 1989, 64 industries omanaises ont exporté pour 90,1 millions de rials de marchandises contre 39 industries en 1987 pour 71,4 millions de rials.

Comme Sa Majesté le Sultan Qaboos l'annonçait dans son allocution à la Nation à l'occasion de la Fête Nationale, en Novembre 1990, l'année 1991 était particulièrement importante et devait être l'Année de l'Industrie. Celà était maintenant étendu pour une autre année. A cette fin, un plan pour le Sultanat est actuellement étudié par le Ministère du Commerce et de l'Industrie et toutes ses recommandations pratiques sont mises en oeuvre pour accélérer le développement industriel. Le bureau exécutif pour le plan sur quinze ans, couvrant la période 1991 à 2005 était l'Organisation du Développement Industriel des Nations Unies. Bien que représentant une action moindre dans le produit national brut (PNB) -4,5%- le secteur industriel d'Oman a déjà prospéré d'une base restreinte à raison de 23,3% par an pendant la décade 1978-1988. De

nouveaux projets ont été proposés par le rapport de l'UNIDO. Ils nécessitent des études ultérieures afin d'être mis en oeuvre. Des prévisions budgétaires ont été faites concernant les fonds spéciaux nécessaires pour la promotion des industries rurales moyennes incluant le développement des services de l'industrie régionale et de centres favorisant l'entreprise. Concernant l'investissement étranger, le rapport suggère des tactiques pour les favoriser sous la forme de "joint ventures". D'autres mèthodes politiques sont l'omanisation avec une référence spéciale pour financer l'apprentissage et le paiement de primes salariales, la création de nouveaux instituts et de centres d'apprentissage pour stimuler la croissance industrielle et un fonds spécial pour le développement industriel qui facilitera la promotion de l'exportation.

Suivant l'achèvement du Troisième Plan Quinquennal en Décembre 1990, le Quatrième Plan Quinquennal débuterait en Janvier 1991. L'action principale du nouveau plan est fixée sur le secteur industriel et est l'application de l'allocution à la Nation lors de la Fête Nationale adressée par Sa Majesté le Sultan Qaboos indiquant que le développement industriel du Sultanat doit donner la priorité aux industries qui dépendent des produits de l'agriculture et de la pêche de même que des industries petites et moyennes, qui dépendent des matières locales, et font face aux besoins de base en fournissant du travail aux Omanais. Il a demandé au Gouvernement en plus de pourvoir tout ce qui est nécessaire pour favoriser les programmes de formation professionnelle pour la main d'oeuvre nationale. En plus, un soutien effectif doit être apporté aux jeunes qui travaillent à leur propre compte ainsi qu'à ceux qui donnent un emploi aux Omanais. Conformément aux instructions de Sa Majesté stipulant que 1991 devait être l'Année de l'Industrie, un Comité a été constitue sous la Présidence du Ministre du Commerce et de l'Industrie, pour faire les recommandations adéquates.

Le Gouvernement apporte toute aide possible au développement du secteur industriel privé en fournissant des stimulants tels que:

1) Etudes gratuites concernant les possibilités d'investissement industriels et préparation des études de faisabilité.

2) Apport de prêts gouvernementaux sans d'intérêts à l'industrie en application d'un Décret Royal, en plus de prêts accordés par la Banque de Développement d'Oman.

3) Exemption de droits de douane pour les importations de biens d'équipement et de matières premières nécessaires à de telles productions.

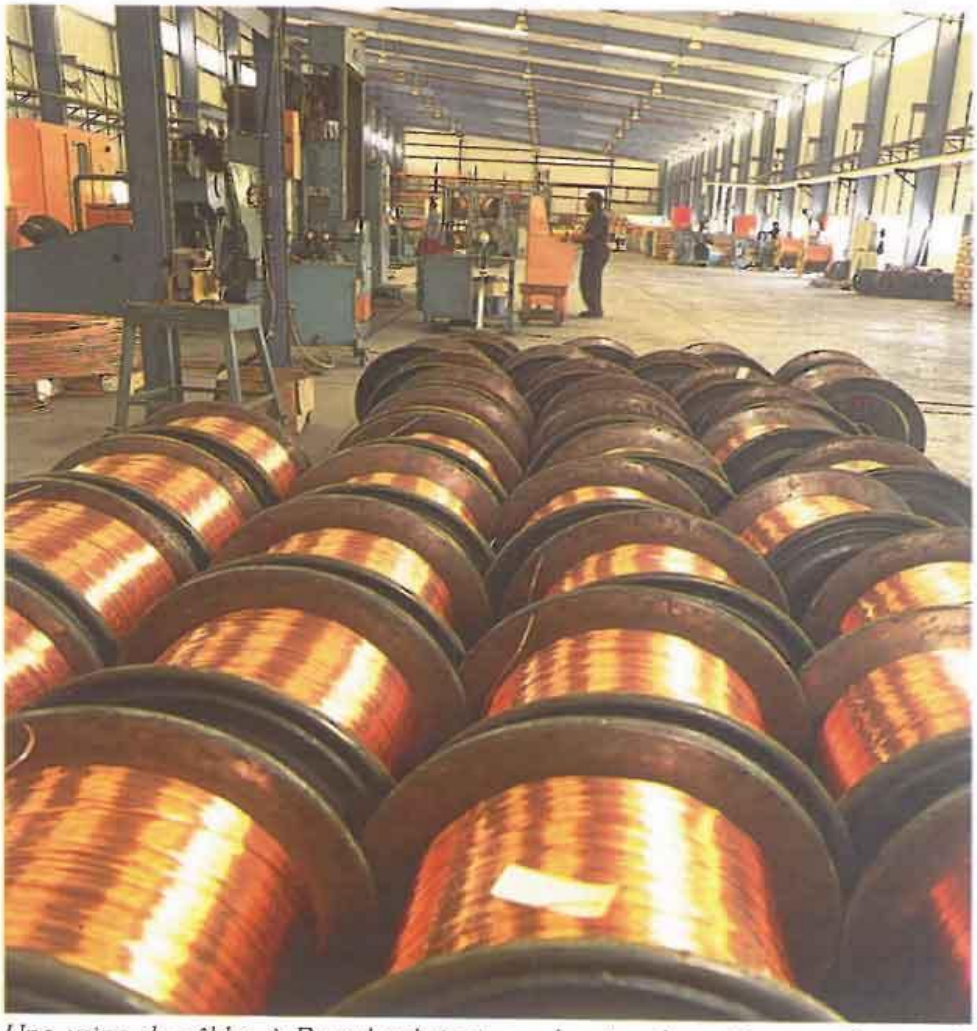
4) Protection tarifaire grâce à une politique de droits de douane sur les importations qui entrent en compétition avec les produits locaux, voire prohibition ou restriction de ces importations prenant en compte les aspects qualitatifs ou quantitatifs de la production locale et les intérêts des consommateurs.

5) Exemption d'impôt sur les revenus pour une période de cinq ans, concession susceptible d'être renouvelée pour une période de cinq ans.

6) Attribution de terrains industriels aménagés et planifiés pour l'installation d'usines.

La première phase de la zone industrielle de l'Etat d'Oman, d'une superficie de 100 ha et comprenant 125 parcelles à 45 kms de Mascate fut achevée en 1982. Fin 1990, l'Etat disposait de 41 unités de production commerciale. L'accord a maintenant été obtenu pour l'extension de l'Etat d'une superficie de 600,000 m^2. Une large gamme de produits manufacturés est maintenant fabriquée dans l'Etat depuis l'alimentation, les boissons jusqu'aux meubles, textiles, produits de papeterie, chimiques, produits métalliques, fabrications minérales non métalliques et de produits électriques. La Zone dispose de quatre unités industrielles, de 41 unités de fabrication dans sa production commerciale, de onze unités de fabrication en construction et de onze unités de fabrication au stade de la demande ou en projet. Deux nouvelles zones industrielles vont être construites a Sohar, dans le Nord d'Oman et près de Raysut en Dhofar, dans le Sud d'Oman. La construction d'une zone industrielle à Sur dans le sud-est d'Oman fait aussi partie du Plan Quinquennal en cours au taux provisoire de 3065 millions de rials. Le nombre total d'unités dans le Sultanat à la fin de 1990 était d'un peu plus de 4540. Ce chiffre comprend celles qui avaient été mises en place, mais qui n'avaient pas achevé les formalités procédurales pour obtenir les certificats d'enregistrement final du Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Les filatures de textile d'Oman, les premières de cette catégorie dans l'ensemble des Etats Arabes du Conseil de Coopération du Golfe,



Une usine de câbles à Rusayl subvient aux besoins domestiques et à ceux de l'exportation. (Photo: PDO)

sont entrées récemment au stade de la production. Disposant d'un investissement de huit millions de rials, ces filatures sont à la pointe du progrès. Elles possèdent leurs propres centres de formation pour les jeunes Omanais. Leur existence ce justifie par le fait que l'industrie textile stimule la création des filiales connexes. La croissance de l'industrie vestimentaire a été remarquable: il y a environ 16 entreprises exportant des types variés de vêtements dans de nombreuses parties du monde; 56 autres projets ont été récemment brevetés. La capacité totale de production approuvée est d'environ 105 millions d'articles par an. Les minoteries de Muttrah

sont entrées en fonction au cours des années 1970 et leur capacité de production a été en augmentation constante d'année en année; elles produisent aussi de la nourriture pour animaux.

Pour faire face aux demandes croissantes du marché omanais pour de telles spécialisations, Sa Majesté le Sultan Qaboos a ordonné l'établissement d'un nouvel Institut pour le Commerce et l'Industrie qui s'ouvrira en 1993.

La Banque de Développement d'Oman (ODB) joue un rôle de premier plan en mettant en oeuvre les mesures gouvernementales visant à encourager une plus grande participation du secteur privé au développement du pays. Ses prêts peuvent atteindre dix ans avec, en général, une période de crédit gratuit qui couvre la mise en projet et la première année de production. Les taux d'intérêt payés pour les projets financés par la Banque sont subventionnés par le gouvernement. Le taux d'intérêt officiel imposé par la Banque est de 9%; cependant les projets mis en oeuvre dans la région de Mascate ou sur la zone industrielle de Rusayl ne paient que 6% d'intérêt annuel, un taux spécial de 4% est accordé aux projets implantés dans les autres zones. Les prêts financiers de la banque pour tout projet ne doivent pas excéder 10% de ses ressources totales.

La Banque a également mis en place deux autres plans de financement: le prêt pour les petites entreprises et le prêt pour les Diplomés Professionnels. Pour le plan de financement aux petites entreprises, les investisseurs peuvent obtenir jusqu'à 80% du coût du projet, sans excéder 100.000 rials. La condition essentielle d'obtention du prêt est que l'emprunteur soit employé à plein temps par l'entreprise et qu'il gère lui-même son projet. Dans le plan de financement pour les Diplomés Professionnels, les Diplomés de Centre de Formation qui souhaitent ouvrir un petit atelier pourront voir leur projet financé sur la base du leasing à un taux exceptionnel de 3% par an. Dans le budget 1991, le financement direct au secteur industriel était d'environ six millions de rials, tandis que, indirectement par l'intermédiaire de la Banque de Développement d'Oman, son montant était de deux millions de rials.

Une nouvelle loi commerciale est entrée en vigueur le 15 janvier 1991 pour remplacer la précédente loi qui datait de 1974. Ce texte législatif d'une grande étendue affectera toute personne ou société travaillant dans le commerce ou les affaires au Sultanat. Les termes

de la Convention définissent largement les activités individuelles et commerciales auxquelles elle s'appliquera. Ils concernent aussi les sociétés étrangères ayant des activités commerciales en Oman. L'investissement étranger est bien entendu ouvert à l'industrialisation de l'Oman. Il est régi par la loi sur les financements et investissements étrangers. Pour toute société mixte, l'investissement minimal Omanais ne peut descendre au dessous de 35%. En fait, on estime préférable de voir la participation étrangère ne pas dépasser 49%. Les sociétés industrielles avec des investissements étrangers sont exemptées d'impôts pour 5 ans. Si le projet contribue directement au développement économique, l'exemption peut être prolongée d'autant.

Le Ministère se montre très actif dans la recherche des moyens permettant d'améliorer et la gestion et le fonctionnement du secteur industriel. Au début de l'année 1989, on a mis sur pied une unité du Développement Industriel sous l'autorité de la Direction Générale de l'Industrie. Le rôle essentiel de cette Unité a été centré sur la possibilité d'offrir l'orientation nécessaire aux nouveaux investisseurs et de mener à bien des diagnostiques pour les industries posant des problèmes. En tant que service conseil, les investisseurs potentiels ont intérêt á consulter cette unité durant les stades de développement de leurs activités. Ce service indique également aux investisseurs potentiels les différentes procédures requises pour monter une exploitation industrielle et notamment des études de faisabilité. Il fait tous ses efforts pour fournir aux investisseurs l'information indispensable pour le projet étudié. Ses collaborateurs analysent les questions liées au financement, à la production, à la gestion du marketing et aux autres problemes d'entreprise. L'unité détermine alors les facteurs essentiels qui entrent en compte et propose les moyens de les régler.

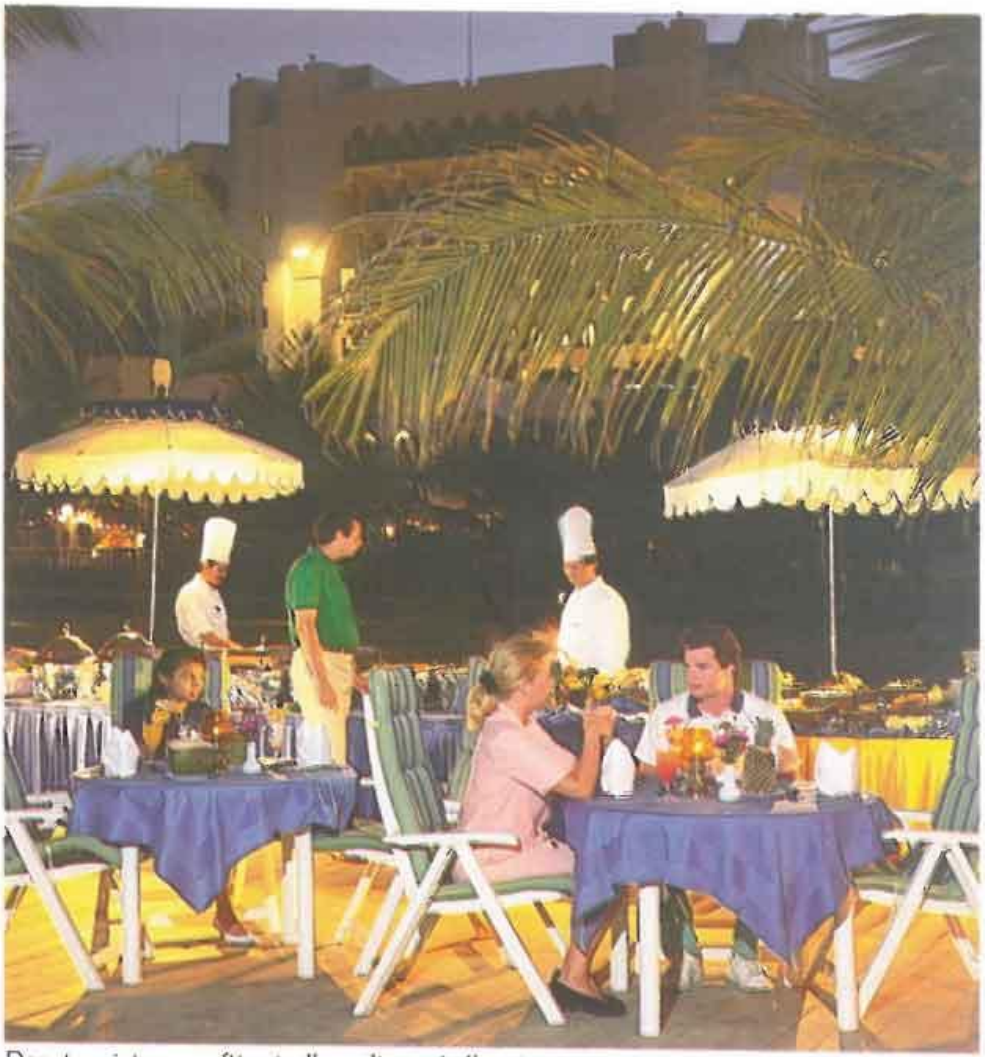
Sa Majestè le Sultan a ordonné de remettre une récompense annuelle aux cinq meilleures usines du Sultanat dans le but d'encourager les efforts réalisés dans le développement du secteur industriel. Les décisions seront prises par un Directoire représenté par des membres du Ministère du Commerce et de l'Industrie, de la Zone Industrielle de Rusayl, de la CCI d'Oman, de la Banque du Développement, du Ministère des Affaires Sociales et du Travail, de la Municipalité de Mascate et d'un représentant d'une banque du Sultanat.

TOURISME

Le tourisme est particulièrement récent en Oman car le pays n'était auparavant pas aménagé pour recevoir des touristes. Le Gouvernement a procédé avec prudence en adoptant une politique d'encouragement du tourisme de qualité et aussi en assistant le secteur privé en jouant son rôle dans le développement du tourisme par la mise en oeuvre de projets réalisables. Les faits présents montrent que cette politique est couronnée de succès depuis que le Sultanat s'est montré hautement attractif aux visiteurs qui apprécient son climat exceptionnellement agréable suivant les saisons, en hiver dans le Nord et en été dans le Sud, de même que la beauté de ses paysage pitoresques. La guerre dans le Nord du Golfe a seulement eu un effet temporaire sur l'industrie et de nombreux signes indiquent, qu'il va reprendre rapidement.

Le Ministère coopère avec divers membres du Gouvernement pour faciliter l'entrée des touristes, pour promouvoir le tourisme interne et externe avec les agences de voyage, les offices de tourisme et les hôtels, pour les informer des nouvelles réglementations pour l'entrée des groupes de touristes et préparer les programmes des itinéraires internationaux. Actuellement, la concentration des projets touristiques se situe dans trois régions qui sont Mascate, Nizwa et Salalah. Ces régions représentent d'excellents attraits touristiques avec leur beauté naturelle, leur magnifique héritage cuturel et des endroits uniques d'intérêt. Une permission préalable est demandée pour visiter quelques sites naturels ou historiques soigneusement préservés tels que Ras al Hadd où les tortues de mer se reproduisent, la région de Jidat al Harasis où il y a un centre d'élevage d'oryx et quelques villages de l'intérieur. Pendant la saison touristique 1988/89, 170 groupes touristiques comprenant 5933 touristes ont visité le Sultanat. Pendant la saison 1989/90, ce chiffre a augmenté jusqu'à 215 groupes comptant 8000 touristes dont 35% étaient avant tout européens.

Dans le Quatrième Plan Quinquennal, 5,87 millions de rials ont été alloués au tourisme. La plupart de ce budget doit être utilisé pour 33 projets d'infrastructure dont le plus prestigieux est une marina à Sidab, près de Mascate, qui possèdera des postes de mouillage pour 250 bateaux de plaisance de types différents et des possibilités pour réparation de bateaux et autres services annexes. 17 lieux de pique nique, 8 sites de camping et centres d'hébergement à Rostaq,



Des touristes profitent d'un diner à l'extérieur sous les étoiles au luxueux Al Bustan Palace Hotel. (Photo: Al Bustan Palace Hotel)

Jabrin, Hazm et Khor Rori dans le sud font partie du plan. Environ 100.000 touristes sont attendus pour visiter Oman annuellement jusqu'en 2005 et le Ministère en accord avec l'industrie a récemment préparé un plan général pour faciliter le déplacement des touristes dans le pays. Le plan propose en premier lieu le développement des marchés européens et du Royaume Uni, suivi par les USA et enfin le Japon. La commercialisation se fera par la télévision, les films, les tracts etc.

OMANISATION

Le Ministère a encouragé pendant quelques temps une politique d'omanisation dans le secteur privé de l'industrie. Le but à réaliser est de permettre aux omanais possédant les qualifications nécessaires, d'occuper de nouveaux postes et/ou de remplacer les expatriés. Progressivement, les omanais vont acquérir une expérience professionnelle et peu à peu améliorer leur productivité. L'omanisation ne peut être accomplie du jour au lendemain tant que l'ultime objectif combinant efficacité et productivité n'a pas été rempli. C'est pourquoi, un équilibre particulier doit être maintenu entre cet objectif et la politique de recherche d'emplois pour le maximum possible de ressortissants omanais. Un tel équilibre a été réalisé et un nombre croissant d'omanais sont employés dans le secteur privé. Le Ministère favorise cet objectif par l'autorisation d'industries en administrant les plans appropriés, à l'omanisation étant un important critère pour l'emploi.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'OMAN (OCCI)

La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Oman fut créée en 1973 pour favoriser le développement commercial et industriel du Sultanat. Tous les organismes d'affaires sont tenus d'en être membres. L'Office National Central de l'OCCI est installé à Mascate, avec des succursales à Ibra, Ibri, Nizwa, Sur, Salalah et Sohar. La Chambre est le trait d'union entre les Omanais, les hommes d'affaires et les investisseurs étrangers pour promouvoir, organiser et protéger les intérêts économiques du pays. Au titre des services qu'elle rend, signalons des renseignements sur les champs d'activité possibles, la liste des différentes catégories de ses membres, des éclaircissements concernant pratiques et procédures régissant le commerce et l'industrie d'Oman. La chambre fournit également aux hommes d'affaires et aux investisseurs étrangers des données statistiques et d'autres informations concernant les marchés locaux et/ou les régions d'investissement potentiel. Ses membres sont tenus en contact avec les marchés étrangers par ses revues spécialisées.

La chambre légalise les documents, les factures, les contrats d'agence ou de travail et fournit les certificats nécessaires pour le commerce et l'industrie. Elle agit également comme arbitre en cas de litiges commerciaux entre hommes d'affaires omanais et hommes

d'affaires ou investisseurs étrangers et prend part aux discussions concernant le commerce avec les organismes gouvernementaux concernés. Elle facilite aussi l'obtention de visas pour l'étranger qui souhaitent établir des relations commerciales avec Oman, sans y avoir obtenu de contact préalable. Le nombre des embauches a continué de progresser l'an dernier, et l'OCCI a étendu ses activités, spécialemènt dans les domaines de la formation, de la diversification de l'économie et de l'omanisation. Des cours techniques de gestion ont commencé fin 1989 et ont été couronnés de succès. La mise sur ordinateur des opérations de la Chambre et l'établissement d'un centre d'Information ont maintenant été achevés.

La Bourse des valeurs du Sultanat a ouvert ses portes en mai 1989 et a pris un bon départ. Il y a aussi un développement d'importance avec l'ouverture d'une Chambre de Régulation de Tractations sur un second marché appelé marché parallèle, où se négocient les actes des sociétés nouvellement créées, ou de celles qui ne possèdent pas les caractéristiques requises pour leur permettre des liquidités suffisantes; toutes ces sécurités sont indispendables pour opérer en bourse sur le marché principal. La Bourse ne fonctionne que le matin mais opère en sessions le soir des lundis et mardis. Il n'existe pas de transactions à terme ou par acompte, les actions doivent être intégralement fournies après transactions et les règlements doivent etre faits en argent liquide. Les chèques postdatés sont refusés.

PETROLE ET GAZ NATUREL

Le Sultanat d'Oman a une économie basée sur la production de pétrole et celà continuera dans le futur. Le développement rapide du pays au cours de ces 22 dernières années a été réalisable grâce à la production et l'exportation de pétrole. Cependant, la diversification de l'économie a été pendant des années la politique du Gouvernement et le demeure. La raison de cette politique à long terme est évidente car le pétrole est une ressource limitée et sera épuisée en temps échu. Cependant, les réserves de pétrole constatées dans le pays sont considérables et de nouveaux gisements sont découverts. En 1980, les réserves constatées étaient de 2,5 billions de barils et en 1990, il atteignirent le chiffre de 4,3 billions de barils. A cause de la crise du Golfe et la cessation des exports de pétrole en provenance d'Iraq et du Koweit, Oman a accru son rendement de pétrole en accord avec les autres producteurs de pétrole. Au début de cette année, la production journalière a atteint les 700.000 barils. Selon le Ministre du Pétrole et des Minerais, la production normale de 650.000 à 700.000 barils par jour pourrait se maintenir pendant 20 ans, suivie d'un taux plus bas pour les 20 années à venir et cet exemple pourrait continuer pendant de nombreuses années après celà.

A court terme, c'est la fluctuation dans le monde du prix du pétrole, illustrée par la flambée des prix en 1986, qui augmente les problèmes pour développer des pays tels qu'Oman. De telles fluctuations imprévisibles peuvent désorganiser les budgets et plans d'expédition. La crise soudaine et inattendue dans le Nord du Golfe en Août 1990 a provoqué une situation avec une brève hausse des prix pétroliers suivie par une baisse également forte. A moyen terme, il est probable que les prix peuvent se stabiliser à environ 20 dollars le baril; mais quand la production et les exportations d'Iraq et de Koweit seront reprises, il y aura un danger de surabondance mondiale qui provoquera une baisse des prix. Voilà les bonnes raisons pour lesquelles il faut poursuivre la politique de diversification de l'économie.

Après de nombreuses années d'exploration infructueuse, du pétrole fut finalement découvert en quantités commercialisables à Oman en 1964 et fut exploité en 1967. En 1962, la première découverte de nappe pétrolifère fut localisée à Yibal, suivie en 1964 du gisement



La raffinerie de Mina Al Fahal avec un pétrolier chargeant à l'arrière plan.(Photo: Christian Vioujard)

de Fahud qui reste la plus grande découverte du pays. Un autre gisement plus petit fut découvert près de Natih. Tous ces gisements pétrolifères se trouvent dans un groupe à l'intérieur du centre d'Oman. Donc il était possible de collecter leur rendement dans un pipeline souterrain principal, qui traverse souterrainement le col de Sumail, une passe naturelle à travers les montagnes du Hajar, pour rejoindre le terminal côtier de Mina al Fahal près de Mascate.

Dans les années qui suivirent, d'autres découvertes de gisements eurent lieu dans le centre d'Oman et plus tard dans le sud, de même

qu'à Lekhwair dans le Nord. Le projet de construction d'un port artificiel pour l'exportation de pétrole dans le sud dut être abandonné tout d'abord parce que la côte est balayée par les vents de mousson qui soufflent en tempête pendant l'été, puis parce qu'il est meilleur marché de construire un oléoduc reliant les gisements du sud à l'oléoduc principal de Fahud.

Après plusieurs années d'exploration infructueuse, l'Iraq Petroleum Company (IPC) consortium de sociétés pétrolières, fut retirée d'Oman et la concession fut accordée au Petroleum Development (Oman) Ltd (PDO) dont la Shell était actionnaire majoritaire, les autres actionnaires étant la Compagnie Française des Pétroles et Partex. En 1974, l'état passe un accord avec PDO et s'assure la propriété de 60% des actions de la société.

Pendant de nombreuses années, la production de pétrole a été influencée par le taux de découverte de nouveaux gisements pétrolifères et ces dernières années par le prix mondial du pétrole. La production pétrolière a considérablement augmenté à partir de 1967, puis a décliné au début de la décennie 1970 jusqu'au moment où la mise en exploitation de gisements nouvellement découverts se produisit. Une autre période de baisse de la production succéda pendant quelques années jusqu'à ce que les gisements découverts dans le sud venaient à nouveau pousser l'exploitation du pétrole. En 1986, la chute marquée des cours mondiaux du pétrole imposait l'augmentation de la production pour maintenir à niveau les revenus pétroliers, mais les cours baissèrent à tel point que les revenus provenant de l'exploitation du pétrole connurent une chute caractérisée avant de reprendre. Oman n'est membre ni de l'OPEP ni de l'OAPEP mais a toujours suivi les cours proposés par l'OPEP; bien qu'entièrement libre quant aux quotas de production prônés par cette organisation, Oman a volontairement coopéré avec elle pour stabiliser la production. Dans les questions pétrolières, le Sultanat se veut actif au plan régional; en tant que membre du Conseil Arabe de Coopération du Golfe, dont plusieurs membres apartiennent à l'OPEP, il coopère avec l'OPEP à ce niveau. Par ailleurs, le Sultanat joue un rôle de premier plan parmi les états qui ne sont pas membres de l'OPEP pour assurer la coopération avec cet organisme en vue de maintenir la stabilité des marchés et des cours du pétrole. Durant les dernières années, Oman a deux fois réduit volontairement sa production afin d'aider l'OPEP à stabiliser les prix; une fois encore, au cours du second trimestre 1989, le Sultanat a réduit sa



Forage pétrolier à Fahud - les récentes découvertes ont augmenté les réserves de pétrole verifiées en Oman. (Photo: Christian Vioujard)

production de 5% en conformité avec la décision prise par le groupe non-OPEP pour contribuer eux mêmes à aider l'OPEP à restaurer les conditions normales du marché. Durant le premier trimestre 1990, la production moyenne d'Oman s'établit à 650.000 barils par jour. A la fin de l'année, il est prévu d'atteindre 700.000 barils par jour. Pour l'ensemble, 60 gisements sont en exploitation avec plus de 1000 puits tandis que les forages s'intensifient afin de maintenir le niveau d'exploitation des gisements existants et en exploiter de nouveaux. La consommation moyenne interne d'Oman en pétrole se situe autour de 27.000 barils par jour.

Des compagnies pétrolières étrangères opèrent dans 11 concessions dont PDO demeure le plus important producteur avec une production de 650.000 barils par jour pour une production courante de pétrole de 700.000 barils par jour. L'Occidental des Etats Unis et Elf Aquitaine de France sont engagés dans le même processus et Japex de Japon a commencé le stade de production en 1990. L'an dernier, PDO a pu annoncer de nouvelles découvertes de gisements.

Ce sont Wadi Haka, Al Burj South, Al Nur 1 et Rahab 23 dans le sud d'Oman, Nimir G, Mazeed, Lekhwair, Mussalem, Aqee Q, Burhan et Hanuq. La plus grande découverte a été celle de Lekhwair, l'un des plus anciens gisements du pays, qui a été intensifié. Vers 1992/93, Lekhwair devrait produire 15% de la production pétrolière totale d'Oman. En Novembre 1989, Oman a produit son 3 billionième baril de pétrole depuis le début de son exploitation en 1967.

Il y a de nombreuses années que commença une campagne de prospection offshore dans le Golfe d'Oman mais qui n'aboutit pas. L'International Petroleum Company connue également sous le nom du Groupe Lundin a découvert du pétrole sur sa concession offshore située au large de la côte d'Ouest de la péninsule de Musandam. En 1988, PDO commença l'exploration dans 3 concessions sur la côte de Dhofar au sud. Elle a également entrepris des tests sismiques dans la couche dure des montagnes du Dhofar.

En 1982, une raffinerie de pétrole fut construite sur le terminal pétrolier de Mina al Fahal près de Mascate et est entrée dans sa phase d'exploitation en 1982, pour répondre aux besoins du marché intérieur. Sa capacité de raffinage augmentait en 1987 à 80.000 barils par jour pour faire face à la demande croissante des produits pétroliers raffinés dans le Sultanat.

C'est accidentellement qu'on a découvert, au cours d'une prospection pétrolière qu'Oman détenait du gaz naturel; aujourd'hui, on sait que le Sultanat possède dans ce domaine des réserves d'importance suffisantes au développement de ses industries. La demande a grimpé très vite et la mise en exploitation a augmenté parallèlement. En 1984, le gouvernement a lancé un programme de prospection financé par l'Etat étalé sur une période de 10 ans, c'est-à-dire jusqu'en 1994. C'est PDO qui au nom de l'Etat a la haute main sur ce programme. Jusqu'ici, il a répondu aux attentes. Résultat chiffré, début 1990, les réserves totales de gaz représentent 9,8 trillions de m3 dont 2,7 trillions de gaz associé au brut et 7,8 trillions de gaz non associé jusqu'à la fin de cette décade.

Au cours de 1989, une très grosse poche de gaz a été localisée à Saih Nihayda dans les terrains granitiques d'Andam, la plus importante découverte depuis 22 ans. Les estimations provisoires indiquent que 10 milliards de m3 de gaz sont exploitables. Ce gaz



Un champ de tournesols dans une ferme expérimentale de PDO où le potentiel agricole du désert. (Photo: PDO)

est caractérisé par son haut degré de condensation. En octobre 1989, les forages de prospection ont débuté sur le Jebel Medhmar à l'Est d'Adam. L'exploration pour le gaz continue dans différentes régions du Sultanat.

L'industrie du gaz est propriété d'Etat à Oman et elle est concédée par l'Etat à PDO. En 1978, la phase industrielle de l'exploitation du gaz a démarré avec la construction du gazéoduc reliant Yibal à la centrale électrique d'Al Ghubrah et à l'usine de déssalement installée sur la côte, près de Mascate. Le gaz approvisionne également les centrales électriques de la zone industrielle de Rusayl et du Wadi Jizzi, pour le traîtement du cuivre, ainsi que la région du Sohar et l'Université Sultan Qaboos. PDO est le plus gros consommateur de gaz associé, nécessaire pour ses centrales, ses équipements mais également pour la réinjection dans les nappes pétrolifères afin d'y maintenir la pression et la production. En 1988, et pour la première fois à Oman, on a utilisé directement le gaz naturel, à d'autres fins que celles des centrales électriques. Les adductions de gaz ont été inaugurées dans la

zone industrielle de Rusayl à l'usage d'une raffinerie d'huile végétale, d'une usine de textile et pour diverses entreprises.

Le Ministère du Pétrole et des Mines coopère avec PDO pour la gestion de l'industrie gazeifère: production mais également distribution du gaz sans oublier les opérations de maintenance depuis 1978. Comme le gaz est essentiel à la fabrication de l'électricité pour Mascate et pour les autres régions, il est essentiel aussi au développement de l'industrie, le gouvernement a mis sur pied une planification par paliers pour son exploitation. L'usine de traîtement de gaz à Yibal est agrandi et va presque doubler son actuelle capacité de 8,5 millions de m3 par jour pour un coût de 74 millions de dollars. Le projet d'une durée de 22 mois visant à augmenter son rendement à 16,5 millions de m3 a pour but d'approvisionner en gaz les centrales électriques et usines de déssalement et sera géré pour le secteur industriel pendant la prochaine décade des compagnies d'engineering hollandaises et japonaises supervisées par PDO. En Novembre 1990, le Ministre du Pétrole et des Minerais S. E. Said bin Ahmed al Shanfari a signé un accord pour un projet d'alimentation de gaz dans la partie centrale du gisement pétrolier de Barba. Après la réalisation de ce projet de modernisation et de programmes de développement, on attend une production de 20.000 barils par jour, contribuant ainsi à l'ensemble de la production pétrolière et à la protection des réserves dans le Sultanat.

Durant les cinq prochaines années, des efforts doivent être faits pour:

a) continuer à développer l'exploitation des réserves de gaz de Yibal/Natih.

b) agrandir l'usine de traitement du gaz à Yibal.

c) installer des équipements supplémentaires de compression pour un coût de 80 millions de dollars.

d) augmenter la capacité en volume du gazéoduc de la côte de Batinah soit en installant des équipements de compression supplémentaires soit par voie de dérivation soit en utilisant les deux systèmes.

e) approvisionner en gaz les nouvelles centrales électriques de Manah et de Birka.

f) approvisionner en gaz la région de Sharqiya.

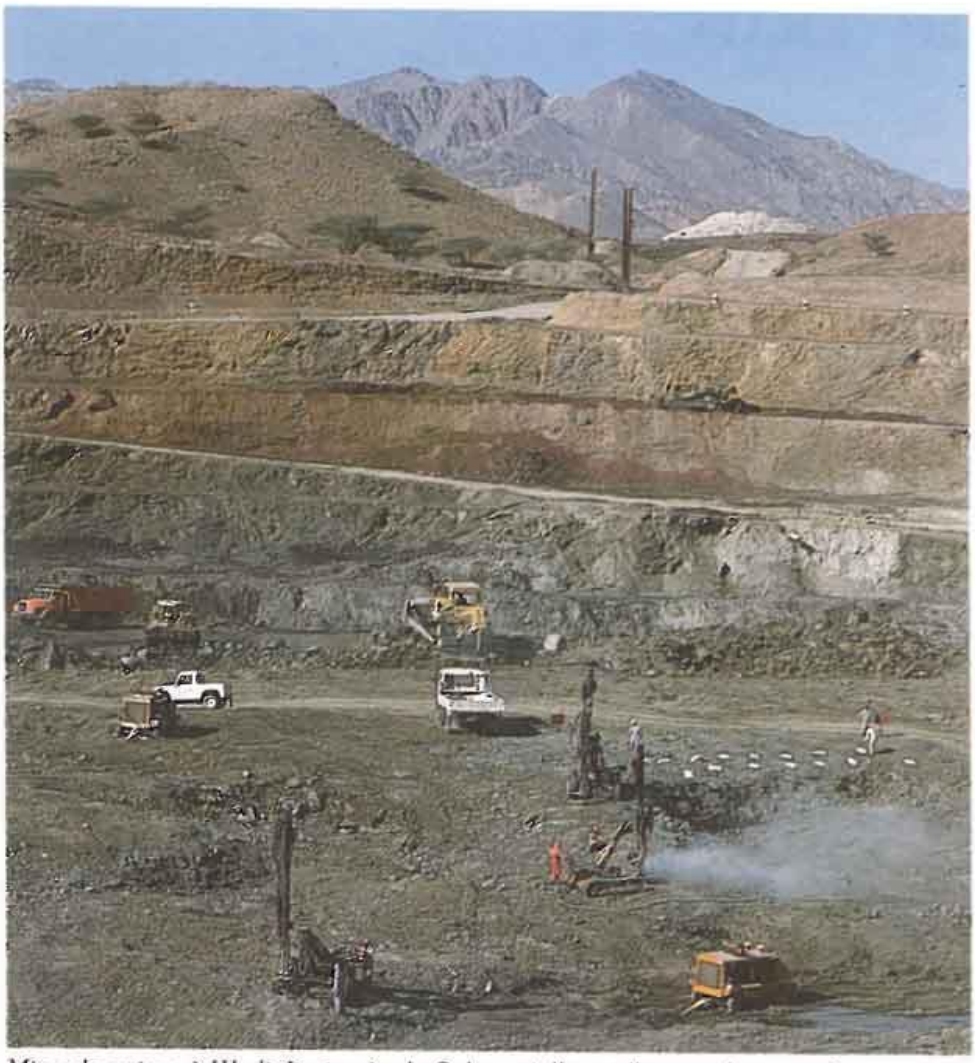
MINERAIS

La diversification de l'économie a joué un rôle vital dans la politique gouvernementale à long terme. Après le développement de l'Agriculture et des Pêcheries, l'exploitation des ressources minières a les plus grandes potentialités. On sait depuis longtemps que les montagnes du Nord d'Oman sont riches en dépôts minéraux. Il est important de savoir si leur extraction est une activité dont on peut vivre. Pour répondre à cette question, des études géologiques ont été faites sur des cartes à grande échelle, ainsi que des études géochimiques et géophysiques en plus des forages. Accéder à ces dépôts minéraux dans une région rude présente aussi des problèmes, mais des progrès ont été accomplis dans ce domaine.

Il y a 3000 ans, les gisements de cuivre étaient exploités dans le Nord d'Oman, plus exactement de Magan puisque c'était alors son nom, et exportés vers l'empire de Sumer à l'extrêmité septentrionale du Golfe. On peut encore voir de nos jours les restes de cette antique activité. Actuellement, les mêmes gisements sont exploités dans le Wadi Jizzi près de Sohar. Le minerai, destiné à l'exportation, est traité par raffinage électrolytique en cathodes de cuivre dans une usine proche, ouverte en 1983 lorsqu'on a commencé à exporter le premier cuivre raffiné. En 1989 15,1 mille tonnes de cuivre électrolytique furent produites pour une valeur de plus de 17 millions de rials omanais. En 1990, 12 mille tonnes furent produites. Des études de pré-faisabilité indiquent que ce niveau de production peut être maintenu pendant six années supplémentaires. L'or et l'argent sont produits annexes de ces opérations. En 1989, 28 kgs d'or et 2.670 kgs d'argent ont été extraits.

Le gouvernement détenait à l'origine 75% des actions du complexe cuprifère, mais plus tard il en a acquis la totalité, ce qui fait que l'ensemble de l'industrie du cuivre est aujourd'hui propriété de l'Etat. La Société de Gestion se nomme Oman Mining Company (OMCO).

Des explorations supplémentaires de minerais ont révélé 8.4 millions de tonnes de minerais de cuivre exploitables à Rakah et à Hayl al Safil, à environ 215 kms de la raffinerie près de Sohar. On prévoit pouvoir commencer des opérations d'extraction de minerais dans ces deux lieux en 1993. Les minerais de ces deux gisements seront transportés à l'unité centrale de concassage à Hayl al Safil. Ce



Mine de cuivre à Wadi Jizzi près de Sohar où l'or et l'argent forment des produits dérivés. (Photo: PDO)

concentré sera alors emmené à la raffinerie de Sohar, où il sera raffiné en cuivre électrolytique. En moyenne, 60.000 tonnes de concentré sont transportées chaque année à la raffinerie. A un taux de production d'environ un million de tonnes de minerais cuprifères par an, l'approvisionnement pour 8 ans et demi supplémentaires est assuré pour la raffinerie de Sohar. Celà augmentera la vie de la raffinerie à 13 ans et demi. Le total de cuivre et or raffinés des deux gisements pour une période de 8 ans atteindra environ 110.000 tonnes et 2400 kgs respectivement. Ce seront des gisements d'exploitation à ciel ouvert.

Vers la fin de 1990, l'exploration pour des gisements de minerais cuprifères a commencé le long de la côte de Batinah. Des roches ophiolites mélangées au cuivre se trouvent sous le sol et les graviers des oueds dans cette région. A cause de cette couche supérieure, on planifia des potentialités dans cette région dès les premières phases d'exploration de minerais. En novembre 1990, on commençait l'exploration dans des gisements de plomb et de zinc à Saug Hattat et sur le plateau du Jebel Akhdar. Comme celà a été dit, l'or est déjà produit comme produit dérivé du cuivre raffiné et existe en petites quantités au sultanat mais les endroits connus sont petits et pas commercialisables. Des recherches ultérieures pour trouver de l'or et du platine ont commencé fin 1990.

La chromite fut découverte par hasard en 1971 alors qu'avait lieu l'exploration d'autres minerais. La production a considérablement varié ces dernières années. En 1989, et pendant la première moitié de 1990, aucune chromite ne fut exploitée mais les ventes se firent à partir des stocks existants. D'ici peu, on s'attend à une grande augmentation de l'exportation de chromité. Des études de prospection intensive à Rajmi au Nord d'Oman ont démontré que les réserves évaluées avaient augmenté de 600.000 tonnes à 1,2 millions de tonnes. A Samad, on sait qu'il existe une réserve de 900.000 tonnes. Une partie de la chromite extraite est vendue à l'étranger comme minerai réfractaire tandis que le reste sera converti en ferrochrome dans une usine qu'il est prévu de construire à Sohar. Le ferrochrome, utilisé dans la production d'acier inoxydable, atteint un bon prix sur le marché. Les opérations d'exploitation minière fournissent de nombreuses opportunités d'emploi local. En même temps, l'exploration a eu pour résultat la découverte de 67 prospections supplémentaires de chromite.

On connaît également l'existence de gisements de charbon près de Sur dans le Sud Est du Sultanat. Les réserves de charbon dans cette région devraient vraisemblablement atteindre 36 millions de tonnes. Le programme de prospection qui a commencé fin 1990, devrait durer 36 mois. A la fin de ce programme, une étude préalable de faisabilité sera réalisée pour évaluer la commercialisation de cette découverte.

D'autres minerais non métalliques comme le marbre, le gypse, la latérite de fer, le sel et le sable siliceux ont été découverts en Oman. Des industries locales les exploitent déjà pour la fabrication de



Les gisements montagneux de chromite, le minerai à partir duquel le chromium est raffiné, sont exploités près de Nahkl. (Photo: PDO)

ciment, de poteries, tuiles et pour la construction locale.

En décembre 1990, un accord fut signé par S.E. Said bin Ahmed Al Shanfari, le Ministre du Pétrole et des Minerais avec Aero Data en Australie afin qu'une étude géophysique lui permette de localiser les zones où les gisements de minerais peuvent exister. Les recherches doivent avoir lieu dans la plaine de Batinah, à Hail al Safil et à Al Raki dans la région de Dhahira. Le projet devra être terminé dans 22 mois.

AGRICULTURE

L'un des buts à long terme du Gouvernement est de réaliser l'autosuffisance dans la production de l'alimentation. C'est pourquoi l'agriculture est un facteur important dans cette politique et dans la conduite de diversification de l'économie. Des progrès considérables ont déjà été accomplis pendant ces vingt dernières années dans la production et la commercialisation des produits fermiers grâce à la modernisation des méthodes agricoles et l'aide aux paysans. Cependant, l'expansion agricole doit être attentivement équilibrée à cause d'une augmentation de la consommation en eau. La consommation alimentaire augmente aussi avec l'accroissement de la population.

Une population croissante et l'amélioration du niveau de vie ont signifié de plus grandes demandes en quantités et variétés de produits alimentaires. Dans le Sud, dans le Dhofar, le cheptel possédé par les tribus Jabali a considérablement augmenté, exigeant ainsi la bonne gestion des pâturages et des ressources en eau. Une action énergique est menée par le Gouvernement pour exercer un contrôle serré sur tous ces facteurs.

Le Sultanat d'Oman s'étend sur une des régions arides du monde. Mais à la différence des autres états arabes de la Péninsule, mise à part la République de Yemen, Oman dispose d'un potentiel agricole considérable grâce à la superficie et la géographie du Sultanat et les variations climatiques qui en découlent. La chaîne des montagnes du Hajar, qui s'étire en longueur dans la partie septentrionale d'Oman et forme l'épine dorsale de ce pays, attire vers elle une pluviométrie beaucoup plus forte - même si elle est sporadique - que celle des régions voisines, tandis que dans le Dhofar, au Sud du pays, les pluies annuelles viennent arroser la chaine côtière des montagnes, au rythme des moussons. Jusqu'à la découverte du pétrole et gaz, dans les années 60, le Sultanat disposait d'une économie de subsistance basée essentiellement sur l'agriculture et la pêche. A présent, l'économie est basée à 90% sur la production de pétrole et de gaz. Dans les années 70, tandis que le développement prenait son essor, il y eut un exode des campagnes vers les zones urbaines, où les salaires élevés étaient attractifs. Cependant, malgré cela, plus de la moitié de la population travaillait encore dans l'agriculture et la pêche, et pendant les années 80, le Gouvernement prit des mesures



Les systèmes d'irrigation les plus modernes garantissent une utilisation économique des réserves d'eau. (Photo: PDO)

pour calmer cet exode rural en fournissant aux agriculteurs et aux fermiers des avantages propres à les encourager à poursuivre leurs activités rurales. Cette action a été bien menée et presque tous les grands projets de construction nécessaires au développement de l'infrastructure du pays sont achevés et les avantages accordés à ceux qui ont quitté leur terre pour participer à cet essor ont été beaucoup réduits.

Sa Majesté le Sultan Qaboos décréta l'année 1988 comme l'Année de l'Agriculture: cette démarche fut un si grand succès qu'il fut

reconduit en 1989. A ce moment-là, Sa Majesté souligna la nécessité de préserver et de protéger les pâturages, de conserver et de développer avec le plus grand soin les ressources en eau et d'améliorer la qualité des produits agricoles.

Le nord d'Oman a un climat semblable à celui des états du Golfe avec des étés longs, chauds et généralement secs et une courte période hivernale douce avec des pluies réduites et sporadiques bien approprié à la culture des dattes et des citrons verts. Les dattes d'Oman sont renommées pour leur qualité et la production annuelle est estimée à 154.000 tonnes. Environ 50% des 50.000 ha de terres cultivées à Oman sont occupés par la culture de palmiers dattiers, dont il existe 200 variétés parmi lesquelles 20 sont commercialisables. On estime actuellement qu'il y a 7 millions de palmiers dattiers dans tout le Sultanat et on attend leur augmentation à 10 millions d'ici la fin de 1995. Les citrons verts poussent en quantité le long de la côte de Batinah et particulièrement à la pointe Nord.

Avec les dattes, les citrons verts fournissent les principales exportations agricoles du Sultanat. Le long de la Batinah, on cultive aussi des mangues, du tabac, des tomates, des oignons, du poivre et beaucoup d'autres fruits et légumes, presque entièrement destinés à la consommation interne d'Oman.

Dhofar, dans le Sud, a un climat totalement différent de celui du Nord d'Oman, avec sa chaine côtière qui reçoit les pluies régulières de la mousson d'été entre Juin et Septembre. On ne trouve pas de palmiers dattiers tant que le climat ne leur convient pas. A leur place, on trouve des cocotiers sur la plaine côtière aux alentours de Salalah, où les bananes, les papayes et les autres fruits tropicaux sont produits en abondance de façon intensive. Les pentes montagneuses face à la mer derrière la plaine côtière sont les zones traditionnelles d'élevage des tribus Jabali, les seules dans tout le Sultanat. Encore, il y a peu de temps, les Jabali élevaient des animaux uniquement pour leur lait. A présent, avec les bonnes voies de communication pour aller dans le Nord d'Oman, où le boeuf est en demande croissante, on encourage les Jabalis à y exporter leur bétail. Celà ne profitera pas seulement à la population locale mais allègera la pression sur les pâturages.

Sur le haut plateau montagneux de Jebel Akhdar dans le Nord du



Le rûcher du Centre Agricole de Nizwa. (Photo: Christian Vioujard)

Sultanat, à une altitude de 2000 mètres, le climat est plus frais et propice à la culture de fruits et de légumes tempérés, comme les pêches, les abricots et les noix.

Comme déjà mentionnée, la principale limitation de l'agriculture est la disponibilité de l'eau, une denrée précieuse dans ce pays. La culture dépend entièrement de l'irrigation qui provient des nappes aquifères. Dans les zones montagneuses intérieures du Nord d'Oman, l'agriculture est largement tributaire du système du falaj, dont l'origine se perd dans la nuit des temps, bien qu'il ait vraisemblablement été introduit à Oman par la Perse. Beaucoup des Aflaj (pluriel de falaj), en usage aujourd'hui, sont des systèmes de canalisation datant de 800 ans et plus. Ce système ingénieux consiste à capter la nappe d'eau des montagnes et à la diriger vers la plaine à l'aide de conduites souterraines construits par l'homme (souvent sur plus de 10 kms de longueur, jusqu'au lit des oueds) par un système de siphons et une fois dans la plaine, à utiliser cette eau pour l'irrigation et l'usage domestique. L'eau est très pure et tiède,

son débit est stable et constant, même lors des périodes de sécheresse où son volume est alors légèrement réduit. L'utilisation d'eau d'irrigation est strictement contrôlée dans les villages, où l'on trouve encore d'anciens cadrans solaires pour le temps accordé à l'irrigation égalitaire des terres de chacun. Le long de la côte de Batinah, l'eau à l'origine provient de puits maintenant équipés de pompes diesel.

Cette eau, à l'origine, provient de pluies qui tombent sur les montagnes du Hajar et se répand vers la côte en nappes souterraines forées à une profondeur de huit mètres, lorsqu'elle atteint le bord de mer. A cause de l'augmentation de la salinité de l'eau provoquée par des pompages excessifs dans la nappe aquifère ces dernières années, le Gouvernement a imposé des contrôles stricts sur le forage de nouveaux puits et des digues ont été construites pour aider à la recomposition des nappes aquifères. Ce sujet est traité de façon plus détaillée dans le chapitre sur l'eau.

Pendant ce même temps, la politique d'amélioration des méthodes de culture s'est intensifiée de façon à accroître la qualité et la quantité des produits des terres déjà cultivées et d'utiliser l'eau d'irrigation par les méthodes les plus modernes pour supprimer tout gaspillage. L'ensemble des terres propices à l'agriculture représente 100.000 ha dont 55.000 ha sont actuellement cultivés. D'après les études réalisées, la superficie des terres cultivées a progressé au rythme de 7,2% par an pendant la période 1984/89. Cependant, la seule augmentation des surfaces cultivables n'est pas l'objectif fondamental du Plan de Développememnt en cours, c'est plutôt l'amélioration de la productivité par un programme d'aide et de conseils techniques.

Le Ministère de l'Agriculture et des Pêcheries possède un grand Centre de Recherches Agricoles à Seeb sur la côte Batinbah et il y a aussi deux autres centres à Nizwa dans l'Intérieur et à Salalah dans le Sud. Afin de fournir un meilleur champ d'action et d'étendre les moyens de recherche, le Ministère a mis en place de nouveaux centres de recherches agricoles. Le Centre de Rumais se consacre à la recherche agricole sous toutes ses formes, à la mise en application des connaissances scientifiques afin d'aider les agriculteurs à résoudre leurs problèmes et à leur apporter une assistance dans la gestion agricole. A ce sujet, il faut mentionner qu'il existe désormais une faculté de l'Agriculture à l'Université Sultan Qaboos.



Des barrages de retenue d'eau conservent les eaux des torrents pour usage agricole. (Photo: Khamis Al Muharbi)

Ces dernières années, le Ministère a projeté l'implantation d'un programme pour assurer l'autosuffisance en viande blanche et rouge, en produits laitiers, poulets et oeufs. Celà a permis la mise en place de nombreux projets locaux pour l'élevage et la propagation des chèvres et des moutons. Ces projets concernent les petits fermiers dans le cadre d'un programme de stimulation selon lequel le Ministère leur fourni les moyens financiers nécessaires, sans frais.

Pour développer la production de la volaille, on a mis au point une politique d'encouragement en créant dans l'ensemble du pays des unités à grande et petite échelle. Le plan doit équilibrer la production entre petits et grands fermiers en retenant une production courante de 25% de poulets et de 30% d'oeufs, 8500 tonnes de poulets seront fournies localement sur le marché. D'ici l'an 2000, on estime que la demande en oeufs sera d'environ 280 millions par an et sera fournie localement.

La production de poulets est d'environ 32.000 tonnes et devrait être

fournie par les producteurs locaux. Le Ministère subventionnera les fermiers avec les capitaux d'investissement reçus pour les constructions et fournitures d'eau et répartira ainsi les coûts de production pendant la première année d'opération. L'aide du Gouvernement comprend aussi l'aménagement nécessaire pour poussins nés en trois lots avec aliments pour ce type d'élevage et un projet similaire pour la production d'oeufs.

La production locale de boeuf provient exclusivement du bétail des tribus Jabali dans le Sud où les problèmes de répartition et les taux bas d'enlèvement sont connus. On vient d'apporter une solution en apportant des systèmes de gestion qui permettent une réduction du bétail en nombre à un niveau économique en relation avec un système de commercialisation organisé, basé sur des prix réels qui incorpore l'utilisation accrue des jeunes animaux élevés et engraissés en dehors du Jebel. Les applications sociologiques de l'introduction de cette gestion contrôlée, l'établissement d'une extension améliorée et les méthodes de commercialisation doivent être mis en place. La récente étude de planification pour le développement de la province du Dhofar contient des propositions pour l'application du 4ème Plan Quinquennal.

Afin d'augmenter la production de viande de mouton et de chèvre, l'accent est mis sur l'intensification du système de production du petit fermier afin d'encourager l'accroissement des taux de reproduction, de réduire l'âge d'abattage et de réaliser de faibles taux de mortalité. Un projet de développement rassemblant 300 fermiers éleveurs de chèvres dans le Nord d'Oman représente un premier mouvement de la part du Ministère de l'Agriculture et des Pêcheries afin d'introduire la production intensive des chèvrers. Le nombre de fermiers participant à ce projet s'est accru en 1991. Pour faire face à la demande croissante, 55 fermes en plus sont en construction.

Les moutons originaires d'Oman sont de taille relativement petite mais avec une nourriture appropriée, ils peuvent produire des gains de poids vif égaux ou même supérieurs à ceux obtenus par les chèvres du pays avec la même nourriture. Il est nécessaire d'exploiter ce potentiel à la fois pour la production et l'amélioration de la race.

Traditionnellement, le pacage a été accepté comme méthode de fourrage des cheptels. Récemment, le nombre croissant des moutons et chèvres a causé la déterioration de ces vastes étendues à



Cultivation agricole intensive à Salaloh - le but final est de rendre notre pays indépendant dans la production alimentaire. (Photo: PDO).

cause du pâturages excessif. A fin de réduire ce phénomène, le Ministère, comme partie de l'accord passé avec les fermiers dans les projets de développement, fournit aux fermiers un hangar équipé d'un système d'irrigation et d'arrosage (grâce à un prêt de la Banque d'Oman de l'Agriculture et des Pêcheries), suffisant pour irriguer 1 ha de terre, de la semance d'herbes de Rhodes, nécessaire à planter 0,4 ha avec l'engrès utilisé pour la récolte, du fourrage concentré pour servir de matière initiale au nouveau système, un support véterinaire (sous forme de vaccins et de traitement et de conseils sur la gestion et la nourriture).

En novembre de 1990, un Centre de Recherches d'un coût de 1,5 millions de rials, dont le but est d'améliorer la production de viande et de volaille et de réduire la dépendance des importations a été inaugurer à Salalah. Ce centre est considéré comme l'un des projets les plus importants entrepris au Dhofar. Le nouveau projet comprend les services véterinaires, l'hébergement, un centre modèle de ferme pour la recherche du fourrage, l'utilisation de techniques modernes d'irrigation, des quartiers pour le bétail producteur de lait et un abbatoir.

Avec l'idée de faire d'Oman, à long terme, un état qui atteint son autosuffisance alimentaire, une Banque de l'Agriculture et des Pêcheries a été créée en 1981 avec un capital de 19 millions de rials. Les prêts sont consentis à des taux d'intérêts très bas aux entreprises comme aux particuliers. La Banque accorde également une assistence technique, élabore les dossiers et en étudie la faisabilité. Elle étend ses prêts à la création de nouveaux établissements agricoles comme à la modernisation de ceux qui existent, sans oublier les equipements agricoles tels que les les tracteurs et les pompes à eau. Le siège social est installé à Ruwi; la banque possède 15 succursales reparties sur l'ensemble du Sultanat.

PAMAP

Le Service Public pour le Marketing de la Production Agricole (PAMAP) joue un rôle de premier plan pour les opérations de commercialisation des produits agricoles.

Créé en 1981, il a 3 objectifs essentiels:

a) Fournir le lien indispensable entre agriculteur et détaillant par la

création d'un résau commercial bien organisé.

b) Fournir aux agriculteurs un débouché commercial assuré et les encourager à une production de haute qualité.

c) Améliorer la situation actuelle du marché pour les produits omanais en terme de qualité, quantité et disponibilité.

L'organisme central du PAMAP comme le Centre National de Distribution sont installés à Ghala, près de Mascate. Les centres régionaux de distribution sont situés à Salalah, Sohar, Nizwa, Ibra et Suwaiq. Distributeurs, ces centres sont aussi collecteurs et sont au nombre de 17, spécialisés dans la collecte, sur l'ensemble du Sultanat. Le mûrissement des bananes et l'empaquettage des régimes ont lieu à Salalah et au Centre National de Distribution de Ghala.

L'année dernière, une étude gouvernementale a été faite pour savoir si les producteurs des deux produits traditionels omanais - le citron seché et l'oliban - avaient besion de nouvelles subventions pour développer leur marché potentiel. Une récente innovation commerciale très fructueuse est la production de thé au citron, obtenu à partir du citron seché et pulverisé, car les citronniers poussent en grande quantité sur la côte de Batinah. Auparavant, les citrons sechés étaient exportés pour être traités à l'étranger.

Il y a plusieurs années le PAMAP a décidé de faire renaître et revivre un marché dont les origines omanaises sont aussi anciennes qu'historiques: la commercialisation de l'essence d'oliban, qui est récolté au Dhofar. L'oliban omanais connaît des usages multiples, car on l'utilise avec ses huiles de base dans un grand nombre d'industries chimiques, pharmaceutiques et pour les parfums. PAMAP achète donc l'oliban à la production, le traite, prépare les emballages pour la vente sur le marché interne comme pour l'exportation.

Un parfum de renommée internationale "Amouage" est fabriqué en Oman à partir d'essence d'oliban et commercialisé à l'étranger.

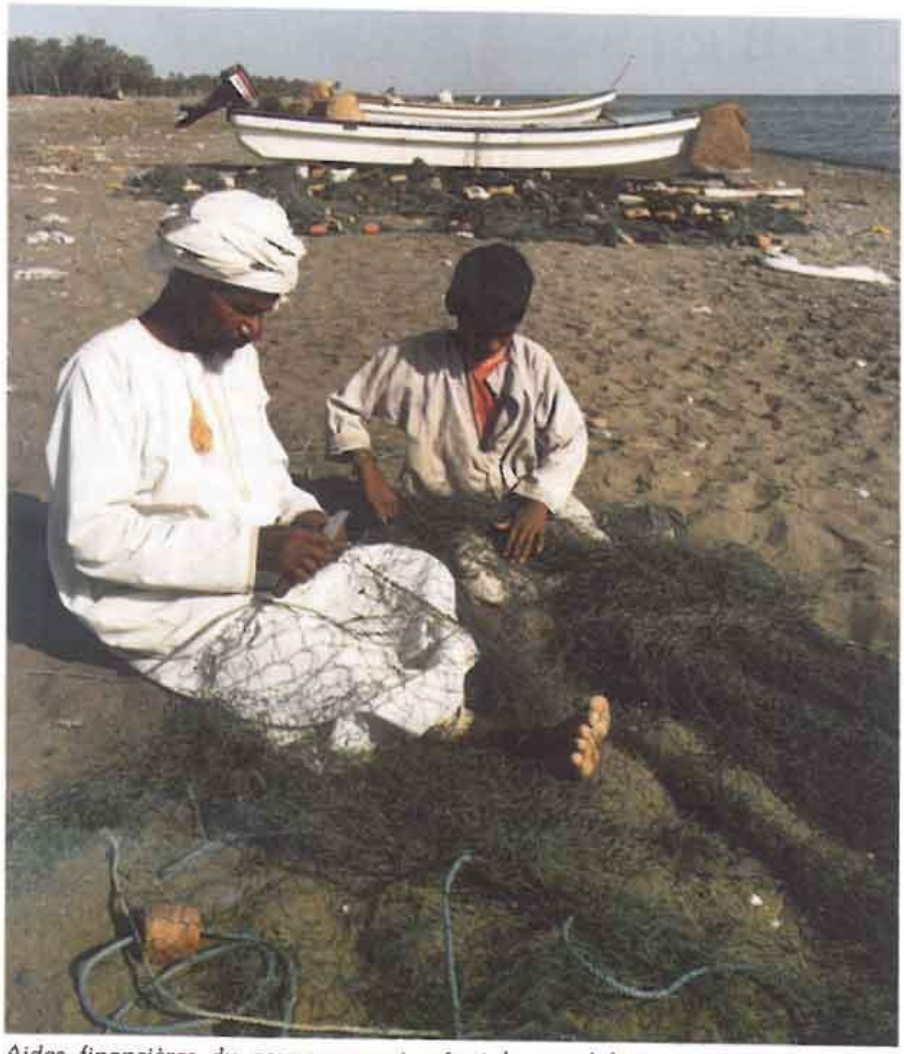
PECHERIES

La Pêche comme l'Agriculture a été et demeure encore une occupation omanaise traditionnelle et une source principale d'emplois. Cependant, jusq'à ces dernières années, elle couvrait seulement les besoins des communautés cotières locales. Antérieurement, il était impossible aux habitants de l'intérieur d'obtenir du poisson frais. Les tribus de Jenaba commerçaient avec les poissons séchés transportés à dos de chameaux en provenance des côtes de Masirah qu'ils échangeaient contre les dattes de l'Intérieur. Le Sultanat d'Oman possède 1700 kms de côtes; elles s'étendent de la Péninsule de Musandam au Nord, c'est-à-dire à l'entrée du Golfe Arabique jusqu'à la frontière du Yemen au Sud, tout au long de laquelle les eaux sont extrêmement poissonneuses. Leur potentiel productif n'est pas encore évalué. Les eaux territoriales s'étendent sur 200 miles marins et représentent les zones de pêche d'Oman.

On a identifié plus de 150 espèces de poissons dans les eaux omanaises allant de la sardine au thon. Plus de 35 sortes d'épinephèles - connus à Oman sous le nom de hamour - se regroupent dans les eaux du Sultanat. Les bancs de sardines, prises au large de la côte de Batinah, ont longtemps servi de nourriture pour les animaux et de fertilisant. Dans le Dhofar, les sardines séchées sont achetées par les tribus Jabali pour nourrir leur bétail pendant la saison sèche, quand il n'y a plus d'herbe; mais cette pratique tend à disparaître, depuis qu'il est possible et de plus en plus de se fournir en fourrage dans les exploitations de la plaine de Salalah.

On pratique aujourd'hui de très grosses prises de homard au large de l'Ile de Masirah et le long de la côte du Dhofar qui sont exportées vers le Nord.

Pendant les premières étapes du développement au début des années 70, beaucoup de pêcheurs abandonnèrent leurs villages pour partir vers les villes et y gagner des salaires plus élevés. Conscient du dépeuplement de ces villages et de la menace qu'elle présentait pour l'industrie de la pêche, le Gouvernement prit des mesures immédiates pour y remédier. Un Département des Pêcheries créé en 1972 devint un Directorat Général et fut plus tard absorbé par le



Aides financières du gouvernement créent la possibilité pour les pêcheurs de s'acheter des bateaux à moteur. (Photo: PDO)

Ministère de l'Agriculture et des Pêcheries. En 1980, la Compagnie Nationale des Pêcheries d'Oman (ONFC) fut mise sur pied avec le concours de l'Etat pour acheter, distribuer et exporter les prises des pêcheurs locaux. Elle prit également en main les prises provenant de concessionnaires. En 1987, un Décret Royal créait la Compagnie des Pêcheries d'Oman (OFC) dans laquelle l'ONFC devait fusionner. 30 millions de rials étaient réunis au titre de souscriptions par les actionnaires. Le Gouvernement, qui détient 24% des actions, a assuré que la Nouvelle Compagnie devrait opérer de manière à ne pas étrangler les autres Sociétés de pêcherie. OFC a six membres à

son Conseil d'Administration qui viennent du secteur privé et de l'Administration. La quantité totale des poissons et des crustacés pêchés a rapidement augmenté au cours des toutes dernières années. En 1985, 95.000 tonnes métriques furent pêchées et le volume de pêche fut de 166.100 tonnes en 1988. Cependant en 1989, le volume total des prises baissa et atteint seulement 117.536 tonnes. Ce fut en partie dû au nombre réduit des chalutiers opérant le long des côtes et aux variations migratoires des petits et grands poissons pélagiques qui constituent les prises des pêcheurs locaux qui représentèrent 90% du volume des prises en 1988. 33.854 tonnes de poisson furent exportées en 1990.

Le Gouvernement a réussi à enrayer l'exode vers les villes des pêcheurs en accordant d'importantes subventions pour l'achat de bateaux de pêche en fibre de verre et de moteurs hors bord pour remplacer les traditionnels bateaux de pêche en bois, en accroissant ainsi le marché intérieur de la pêche. L'amélioration des communications routières à travers le pays a rendu possible le transport du poisson frais en camions réfrigérés vers les villes et villages de l'Intérieur.

L'accroissement du pouvoir d'achat de la population en général pendant ces dernières années a aussi contribué à élargir le marché.

Des sociétés de pêcheries à grande échelle ont elles aussi joué leur rôle dans le développement de cette activité dès le début de 1976 après un accord entre le Gouvernement et une Compagnie de Pêche Japonaise l'autorisant à pêcher avec des chalutiers en eau profonde. L'année suivante, cet accord fut remplacé par l'octroi d'une concession à une société coréenne qui forme les pêcheurs omanais sur ses chalutiers et rétrocède sous forme de droits 38% de ses prises à l'Etat. La flotte industrielle composée de la Compagnie des Pêcheries d'Oman et de la Société de Pêche Coréenne a réalisé 13.000 tonnes de prises en 1989. Le poisson est maintenant exporté aux USA, au Japon, en Australie, en Europe et vers les pays membres du Conseil Arabe de Coopération du Golfe.

En plus d'investissements financiers sous la forme de compagnies de pêcheries et de subventions aux pêcheurs locaux, beaucoup de progrès ont été réalisés ces dernières années dans les améliorations structurelles des ports de pêche et la construmction de chambres froides permettant ainsi des installations de stockage à travers le

Sultanat. A Musandam, où la région vit presque totalement de l'industrie de la pêche, l'aide de l'Etat est perçue par les pêcheurs locaux. Beaucoup de prises de cette région sont maintenant exportées vers les Émirats Arabes Unis et d'autres états membres du Conseil Arabe de Coopération du Golfe.

En 1986, le Gouvernement a mis sur pied un Centre des Sciences Maritimes et des Pêcheries à Sidab près de Mascate. Au prix de 1,5 millions de rials, ce centre, avec le support consultatif de l'UNESCO et de la FAO, est devenu opérationnel en 1987. Son rôle, en collaboration avec l'Université Sultan Qaboos, consiste, entre autres, à évaluer quantitativement la faune marine, son développement futur, la gestion du large éventail d'espèces qu'on peut trouver dans les eaux omanaises; l'autre fonction de cet organisme est plus académique et s'insère dans l'écologie d'ensemble de l'environnement marin, tout en mettant l'accent sur la conservation des écosystèmes des espèces en danger, parmi lesquelles les tortues. Il a également la charge des groupes d'étudiants et de particuliers qui visitent ce centre. Le Centre dispose également d'un aquarium public et d'une librairie moderne. L'aquarium est devenu une grande attraction et une grande possibilité de connaissances pour le public. Environ 30.000 visiteurs voient cet aquarium chaque année. Un programme de données informatiques rassemblant toute information sur les collections a été constitué sur les pêcheries commerciales. Bien que non achevée, l'analyse de base de données collectées prouve que la pêche au chalut doit être maintenue à un quota courant de 18.000 tonnes de prises annuelles. L'étude révèle aussi que presque 40% de la prise totale est maintenant mise de côté. Une combinaison des différentes réglementations incluant le renforcement des pêches au filet et des fermetures choisies de certaines régions suivant les saisons, peut substantiellement diminuer le nombre de poissons mis à l'écart dans les prises et accroitre le niveau limite à long terme.

Le Sultanat d'Oman est maintenant autosuffisant dans la production de poisson frais pour sa population et projette que les pêcheries deviennent l'un des facteurs principaux de son exportation dans le cadre de son économie nationale dans les années à venir.

EAU

Alors que le pétrole et le gaz naturel sont des ressources essentielles au développement du Sultanat, l'eau est vitale pour le bien être du pays. C'est une ressource très limitée, qui dans cette région aride a besoin d'être utilisée avec précaution et sauvegardée à long terme pour l'avenir du pays. Il faut souligner que l'art d'exploiter l'eau disponible n'est pas quelque chose de nouveau à Oman comme l'illustra le système du falaj de l'Intérieur. Cependant la facilité des méthodes modernes de forage de puits et d'extraction d'eau ont eu des inconvénients comme on peut le voir dans la plaine de Batinah où l'extraction massive eut des résultats nuisibles.

Depuis longtemps déjà le Gouvernement était parfaitement conscient de l'urgence à conserver et augmenter l'approvisionnement en eau douce, dans le cas où Oman s'engagerait, ce qu'il a fait, à développer une industrie inexistante auparavant, et pour répondre aux besoins d'une population en expansion avec un niveau de vie plus élevé. La politique gouvernementale est également d'accroître la production agricole afin qu'Oman puisse satisfaire à ses besoins alimentaires. Celà peut être réalisé par des améliorations des niveaux d'exploitation; il faudra augmenter les surfaces cultivables qui auront besoin d'être irriguées. C'est ainsi qu'en 1986, deux conseil concernés par l'environnement furent réunis en un seul, le Conseil pour la Conservation de l'Environnement et des Ressources en Eau, dont Sa Majesté le Sultan était le Président. Le problème des ressources en eau devenant primordial, on décida en 1989 de mettre en place, par Décret Royal, un nouvel organisme, le Service Public des Ressources en Eau (PAWR) réunissant les attributions de la Direction Générale des Ressources en Eau du Ministère de l'Environnement et des Ressources en Eau. La dernière étape vient d'être franchie avec la création d'un nouveau Ministère des Ressources en Eau qui englobe le Service Public du même nom (PAWR) et qui fut créé par Décret Royal en 1989.

Hormis l'eau douce pour les besoins domestiques obtenue à partir de l'eau de mer dans les usines de déssalement, toutes les ressources en eau viennent de la chute des pluies dans tout le Sultanat. Cependant, on trouve ici que l'on appelle de l'eau fossile, dont l'origine remonte à une période où le climat d'Oman était beaucoup plus humide qu'aujourd'hui; cette eau fossile n'a aucune possibilité de

renouvellement avec le climat aride actuel. Il est bien entendu que ces réserves doivent être exploitées avec le plus grand soin. Le système du falaj avec ses canaux construits à l'Intérieur est utilisé ici depuis près de 1000 ans. Il représente l'un des moyens les plus efficaces pour tirer au mieux profit de l'eau disponible (une description détaillée du système du falaj est donnée dans le chapitre consacré à l'agriculture.) Sur la côte de Batinah dans le Nord d'Oman comme dans la plaine de Salalah au Sud, l'eau d'irrigation provient des puits.

La pluviométrie varie considérablement suivant les régions et la géographie. D'une manière générale, les pluies sont sporadiques et imprévisibles à l'exception d'une zone limitée du sud à Dhofar, qui reçoit régulièrement les pluies d'été de la mousson. Ailleurs la pluie tombe essentiellement sur les montagnes septentrionales d'Oman, souvent sous forme de violentes tempêtes, et va se perdre soit dans la mer, soit dans les déserts de l'Intérieur.

Au cours des dernières années, un sérieux problème s'est posé sur la côte de Batinah, la région la plus peuplée et la plus cultivée du pays. Toute l'irrigation des palmiers-dattiers et d'autres produits agricoles provient ici entièrement des puits. Dès qu'on a pu disposer de pompes puissantes, l'extraction de l'eau en a été grandement facilitée; si l'on ajoute les techniques du forage, c'est la construction des puits qui à son tour est devenue plus rapide et plus aisée. En conséquence, le nombre des puits a augmenté considérablement au rythme de l'extension des terres cultivées. Malheureusement, celà a provoqué un phénomène de renversement de l'équilibre entre la quantité d'eau extraite et celle nécessaire au réapprovisionnement des nappes aquifères. Et l'infiltration d'eau de mer dans les nappes aquifères a pris une telle importance que dans certaines zones, la salinité au sol a atteint un degré qui dépasse le seuil de tolérance pour les palmiers-dattiers et les autres cultures. En bref, les arbres étaient en train de mourir. Des mesures drastiques ont dû être prises pour contrôler la situation. En Mars 1989, un comité national pour le contrôle de l'utilisation de l'eau sur la côte de Batinah a été mis sur pied par Décret Royal. Ce comité de 15 membres est présidé par S. E. Mohamed bin Zubair, Conseiller de Sa Majesté pour la Planification des Affaires Economiques. En Août 1989, il a alloué 7 millions de rials pour la mise en place d'un plan d'urgence destiné à résoudre ce problème; l'essentiel doit être consacré à fournir des subsides aux cultivateurs optant pour des systèmes d'irrigation modernes.



Une jauge dans l'Oued Al Batha près de Al Kamil - la jauge enregistre le flux d'eau traversant un oued. (Photo: Ministère des Ressources en Eau)

Le Ministère des Ressources en Eau (MWR) a pris l'énergique initiative de faire contrôler le forage des puits à travers tout le Sultanat. Des mesures tendant à limiter le forage ont été prises, comme par le passé, et vont être renforcées. On a enregistré le nombre de puits et pendant la seconde moitié de l'an passé, le total s'élevait à 167.000. La seconde mesure consistera à obtenir des informations techniques, ainsi que leur profondeur et le volume d'eau qu'ils auront fourni. Pendant 1991, un projet pilote d'inventaire a été effectué à Salalah, Buraimi et sur une partie de la côte Batinah; cette année, ce projet est étendu sur tout le Sultanat et son achèvement devrait avoir lieu d'ici trois ans.

Le Ministère a aussi la responsabilité d'un vaste programme d'études et d'estimation afin de délimiter les zones urbaines susceptibles de risque d'inondation. En plus, le Ministère a déclaré zone protégée un nombre de puits fournissant de l'eau potable à d'importants centres de population. On étudie actuellement d'autres méthodes pour contrôler et prévoir des conditions de sécheresse et développer les

plans de contingentement de la distribution de l'eau afin de les appliquer en période critique de manque d'eau.

L'estimation des ressources en eau est réalisée par une analyse détaillée des informations collectées par des réseaux de contrôle et aussi par des enquêtes spéciales sur le terrain. L'estimation se fait principalement sur une moyenne d'un oued à l'autre car les ressources d'eau les plus accessibles se trouvent dans les graviers des eaux peu profondes et sont principalement rechargées par l'absorption du courant de l'oued. La recharge des nappes aquifères se fait par des barrages dans les oueds, retenant ainsi les eaux d'inondation qui s'écouleraient à perte dans la mer ou le désert. On espère que l'eau ainsi retenue s'infiltrera dans les zones aquifères et les remplira ainsi.

Le premier barrage de ce type a été achevé à Al Khodh près de Mascate en 1985. Les premiers renseignements fournis indiquent que cette méthode réussira; mais de nombreuses autres informations doivent encore être réunies à cet effet. Tout dépend du volume d'eau de pluie tombée pendant la saison hivernale. Deux barrages de retenue furent achevés à Wadi Jizzi et à Tanuf et dans un cas récent, l'inondation du Falaj Daris, le plus grand Falaj du pays fut considéré comme un bien. Les travaux de construction de quatre autres barrages de retenue supplémentaires devraient s'achever fin 1990. Le plus grand d'entre eux est le barrage de Ma'awil, avec 7500 m de long qui fait partie du projet d'eau Birka /Rumais. Les autres barrages de retenue se trouvent à Ibra, dans la région de Dhahira, Sahalnawt, à Salalah et à Sur dans le Sharqiya. Jusqu'à présent 6 barrages de retenue ont été construits dans le Sultanat dans le cadre d'un plan conçu par le Ministère de l'Agriculture et des Pêcheries. Celui-ci envisage la construction de 58 barrages de retenue d'eau à travers tout le Sultanat.

Un autre aspect du contrôle d'eau interviendra au niveau de la prévention contre l'inondation. Celà se fait maintenant avec la construction des barrages de retenue. Un tel barrage a déjà été achevé à Khasab dans le Nord de la Péninsule de Musandam. Deux autres sont en construction dans la région de Mascate et devront être achevés pendant cette année. Un autre devra traverser l'oued Kabir dans le vieux Mascate qui devrait protéger d'inondations rapides qui s'étendirent sur une grande zone du vieux Mascate en 1987; enfin un dernier sera construit dans l'oued Al Ansab.

L'eau potable nécessaire à la consommation courante et aux autres besoins domestiques provient à Mascate des usines de déssalement et des puits. Deux nouvelles unités de déssalement sont entrées en fonctionnement en 1986 ce qui représente un total de 4 unités avec une capacité de 103 millions de litres d'eau par jour. En outre, deux sources dans les régions de l'oued Adai et de Seeb améliorent leur production de 12,5 millions de litres par jour. D'autres petites usines de déssalement fonctionnent en d'autres points du Sultanat parmi lesquels le Dhofar, le Musandam et les Iles Halaniyat (Kuria Muria).

Selon les grandes lignes de la politique telles qu'elles ont été dictées par le Ministère des Ressources en Eau, la priorité pour l'utilisation de l'eau va tout d'abord aux besoins domestiques nécessaires, puis à l'élevage des animaux et finalement à l'agriculture et à l'industrie. Le forage et l'approfondissement des puits existants sera sévèrement contrôlé et sera interdit à l'exception des endroits où les études géologiques confirmeront que les sols sont propres à la culture et que l'eau est disponible en quantité supérieure à ce que l'on utilise aujourd'hui.

La gestion de l'eau va s'opérer en deux phases sur l'ensemble du Sultanat. La première consistera en l'utilisation de compteurs d'eau dans tous les puits.

La seconde phase sera :

a) la coordination avec le Ministère de l'Agriculture et des Pêcheries pour déterminer les cultures adéquates à chaque région, les besoins en eau pour chaque ferme et les moyens de les contrôler.

b) le forage par l'Etat de puits centraux pour la distribution par aqueduc de l'eau aux fermes.

c) le contrôle du creusement et de l'approfondissememnt des puits dans les zones de protection des canaux aflaj.

d) la maintenance et la réparation des aflaj.

e) l'encouragement de récurage des aflaj.

Les bureaux régionaux du Ministère des Ressources en Eau

fournissent le lien entre le Ministère et la population générale. Les bureaux régionaux ont la responsabilité de recevoir et rechercher les demandes pour les nouveaux puits ou les modifications pour les puits existants, de détecter et rechercher les activités illégales et de collecter les plaintes. On assiste à une grande extension des bureaux régionaux. De nouveaux bureaux sont prévus dans les lieux stratégiques ainsi que du personnel supplémentaire avec plus d'équipement, c'est-à-dire des véhicules, des ordinateurs et des instruments de contrôle. Début 1991, il y avait 7 bureaux régionaux à Sohar, Seeb, Nizwa, Salalah, Buraimi, Ibri et Mudairib. Des nouveaux bureaux ont été ouvert à Al Wafi, Rostaq et Khasab.

Le Ministère des Ressources en Eau s'est associé à la Commission Américano-Omanaise pour la coopération technique et économique afin de réaliser ensemble la gestion de l'Eau au Sultanat et de trouver des solutions pratiques aux nombreux problèmes d'eau auxquels Oman doit faire face.

EAU DOMESTIQUE

Les Omanais sont conscients du fait que l'eau naturelle est une ressource limitée à cause des limitations climatiques.

Cependant, en raison de l'accroissement rapide de la population du Sultanat, de l'augmentation du niveau de vie et de l'extension des approvisionnements par tuyaux de l'eau domestique à travers le pays, la demande pour cette eau s'accroît rapidement et continuera à le faire.

Il y a 22 ans, Oman dépendait totalement des puits et des canaux aflaj pour s'approvisionner en eau domestique et ceux-ci en retour dépendaient des caprices ou du peu de densité des pluies. En temps de sécheresse prolongée, - ce qui n'était pas rare -, on éprouvait de grandes difficultés et l'eau lorsqu'elle était disponible, était sujette à pollution porteuse de maladies.

Le premier dispositif d'approvisionnement en eau fut aménagé en 1970; à cette date, trois puits appartenant à l'Etat furent forés dans la région de Al Khoodh et une canalisation fut mise bout à bout de Muttrah à Mascate. L'eau pour les besoins domestiques pour les particuliers était fournie à partir de points de distribution. Les ressources en eau naturelle étant limitées, il fallait pourvoir aux demandes de plus en plus fortes pour les besoins domestiques. A cet effet, une usine de désalement fut construite à Al Ghubrah, à côté de Mascate. Elle avait à charge en 1976 de fournir une capacité de production quotidienne de 27 millions de litres. En 1982, on construisit une nouvelle unité de désalement qui doubla la capacité de production avec 54 millions de litres par jour. En 1986, deux nouvelles usines de désalement doublèrent la capacité de production avec 54 millions de litres par jour. En 1986, deux nouvelles usines de désalement étaient achevées à Al Ghubrah, amenant ainsi la capacité de production quotidienne à 105,6 millions de litres.

Pendant la même période, on forait des puits dans les grandes nappes aquifères de la région de Mascate et leur nombre atteignait 92 fin 1986. Ces puits sont situés dans le Wadi Adai, à Al Khoodh et à Seeb. En période normale, leur production quotidienne est de 27 millions de litres; mais en cas d'urgence, et pour de courtes périodes, la période journalière peut être portée à plus de 95



L'usine de déssalement de Al Ghubra fait face aux demandes toujours croissantes des besoins domestiques en eau. (Photo: Christian Vioujard)

millions de litres. Actuellement, l'usine de désalement fournit 80% des besoins en eau naturelle de la région de Mascate et les puits assurent les 20% restant. La station de pompage d'eau de Mawaleh représente l'un des grands projets qui doit être réalisé par le Ministère de l'Electricité et de l'Eau. Il consiste à pomper l'eau provenant des nappes de l'Ouest et de la convoyer par canalisations jusqu'à la station d'Al Ghubrah. Là, l'eau sera mélangée avec celle provenant des nappes de l'Est et avec l'eau désalée pour distribution dans la région de Mascate.

Jusqu'à la fin de 1989, 296 puits ont été forés dans les wilayats. On a construit des réservoirs en béton et en fer de capacités variables suivant les besoins sur place; des canalisations et des points de distribution ont été installés; des murs érigés autour des réservoirs et un certain nombre de canalisations anciennes ont été remplacés.

De nouveaux aménagements d'adduction d'eau à Nizwa et à Sur ont été achevés. Il y a des puits forés fournissant l'eau à Khasab, Bukha

et Dibba et l'eau dessalée est aussi fournie par les bateaux et les pétroliers aux villages côtiers et à une partie de la population à l'Intérieur du Musandam. Dans les régions les plus isolées du Sultanat, de petites unités de déssalement sont entrées en fonction. Elles alimentent en eau les habitants des îles Al Halaniyat (Kuria Maria), au sud est d'Oman avec l'usine de déssalement construite en 1987, qui produit chaque jour 113.259 litres d'eau.

Au cours des cinq prochaines années, on attend un accroissement de 6% de la demande en eau naturelle.

Les nouveaux projets prévoient aussi l'extension du réseau d'adduction d'eau aux régions non reliées par raccordements jusqu'ici. Il y a aussi un projet de pompage d'eau dans la région de Mascate concernant 4,5 litres d'eau à Bausher et à Al Ansab à mélanger avec de l'eau dessalée à l'usine de Al Ghubrah. Avec le Quatrième Plan Quinquennal, un plan de 14 millions de rials pour renforcer les moyens existants a été mis en oeuvre. Ce projet renforcera l'actuel système d'adduction d'eau pour les réservoirs de distribution et accroitra le stockage de l'eau à l'usine de déssalement d'Al Ghubrah. Ce projet, concernant la construction d'un nouveau réservoir d'un coût de 12 millions à la station de pompage d'Al Ghubrah et la mise en place de 40 kms de tuyaux adducteurs en fer ductile véhiculant l'eau, alimentera les réservoirs de distribution de Seeb à l'Ouest et Ruwi à l'Est et sera relié aux réseaux adducteurs déjà en place. Le Ministère étudie la mise en place d'une unité de fluoration sur conseil de WHO et du Ministère de la Santé.

Une nouvelle station de pompage qui est prévue pour recevoir toutes les futures extensions de l'usine de dessalement d'Al Ghubrah possèdera 4 pompes, chacune ayant une capacité de pompage de 1200 m3 par jour. Ce projet, devant être terminé cette année, sera prêt en temps pour recevoir l'eau de la nouvelle unité construite à Al Ghubrah. Cette unité, d'une capacité de 22.710.470 litres par jour réduira le pompage des puits qui doivent surproduire.

ELECTRICITE

La capacité totale d'énergie électrique installée à Mascate est passée de 4,5 MW en 1970 à 787 MW en 1990. Pendant cette même période, le nombre de consommateurs a augmenté de 2500 à 82.375. Celà donne un aperçu de la demande en électricité et du taux d'augmentation de la production pendant ce même temps. A présent, le Ministère de l'Electricité a préparé un projet pour intensifier les services électriques dans différentes parties d'Oman avec une concentration spéciale sur les zones rurales par l'intermédiaire des plans quinquenaux.

Avant 1969, la seule source d'énergie électrique à Mascate consistait en une dynamo installée dans les murs de la cité. C'est alors qu'une centrale électrique entra en fonction à Riyam entre Mascate et Muttrah; elle possédait une capacité de production de 4,5 MW. Avec ses petits moteurs diesel, elle distribuait l'électricité à une partie limitée de Mascate et de Muttrah. Le chiffre total de raccordements ne dépassait pas 2500.

En 1970, on confia la responsabilité de la centrale électrique de Riyam au Ministère des Communications et des Services Publics. Face à la vague de développement qui avait lieu en Oman à l'époque, il décida d'augmenter la capacité de la centrale en achetant des diesels plus importants. Mais il ne s'agissait là que d'une opération bouche-trou jusqu'à l'installation de la nouvelle usine de déssalement d'Al Ghubrah proche de Mascate, en 1976. Elle possédait une capacité initiale de 25,5 mégawatts et pour l'eau, une capacité de déssalement de 27 millions de litres. Le système fut alors étendu afin de marcher de pair avec l'augmentation des demandes en électricité et en eau pour atteindre le niveau actuel de 285 mégawatts et 105,6 millions de litres.

La croissance des besoins nationaux en électricité entrainait cependant un approvisionnement accru en terme de puissance; c'est pourquoi, on créait, en 1978, un Ministère de l'Electricité. On décidait peu après la construction d'une autre centrale électrique à Rusayl, où se trouvait située la première zone industrielle. Les travaux se divisèrent en deux phases: la première achevée en 1984, d'une capacité de production de 250 MW et la seconde entrainant le doublement de cette capacité avec 500 MW, ce qui fait, qu'en



La centrale électrique de Rusayl fournit l'électricité nécessaire au progrès industriel du pays. (Photo: Christian Vioujard)

dixhuit ans, la capacité de production électrique d'ensemble était passée de 4,5 MW à 765 MW. Parallèlement, le nombre de raccordements passait de 2.500 à 81.316.

Dans la partie méridonale, les travaux ont commencé avec l'installation de la centrale électrique de Salalah en 1971: il s'agissait de trois diesels avec une capacité maximale de 1365 MW. Plus tard, on y ajouta de nouveaux diesels et on construisit de nouvelles centrales, comme à Salalah et deux à Raysut, si bien que, fin 1989, la capacité de production atteignait 99 MW, c'est-à-dire un niveau constant qui tient en compte les impératifs de la croissance et du développement dans cette région méridionale.

Les travaux d'amélioration des services électriques ne se sont pas limités à Salalah mais concernent également les villes côtières de Tanah, Mirbat et Sadah. En 1987, la centrale de Tanah fut déchargée de sa tâche quand la ville fut raccordée au réseau de Salalah. L'électricité et le service des eaux ont été aménagés à

Halaniyat (Iles Kuria Maria) au large des côtes Sud d'Oman.

En 1987, une usine électrique et une unité de déssalement ont été construites pouvant offrir une capacité quotidienne de 640 KW d'électricité et 113.259 litres d'eau.

Avant 1978, il n'existait aucune centrale dans les Wilayats hors de Mascate. L'année suivante, 22 centrales entraient en fonction dans différentes régions avec une capacité totale de 27 MW. Leur capacité a depuis atteint 360 MW. Au départ, toutes ces centrales fonctionnaient avec des moteurs diesel. Aujourd'hui, c'est une centrale avec des turbines à gaz installée dans le Wadi Al Jizzi qui fournit l'électricité à Shinas, Sohar, Majis, Ibri, Dank et Buraimi. Les générateurs à diesel précédemment utilisés ailleurs pour alimenter stations et installations des villages trop éloignés servent maintenant comme reserve en cas d'urgence.

La région de Mascate reçoit maintenant son électricité fournie par les centrales de Al Ghubrah et Rusail qui sont raccordées. Ce réseau alimente non seulement confortablement la région de Mascate mais apprivisionne également Quriyat, Fanja, Sumail, Rostaq, Mussanna, Suwaiq et Khaboura. En 1990, une nouvelle unité N°8 gas turbine fut installée dans la centrale du Wadi Al Jizzi et était en fonction à la fin de l'année. Cette unité augmentera la capacité de production de 166 MW à 194 MW. Un contrat a été conclu avec une firme japonaise ce qui permettra d'accroitre la production électrique de la centrale d'Al Ghubrah à 317 MW d'ici la fin de 1993. La fourniture d'électricité aux communes rurales se réalise à une vitesse toujours croissante: l'an passé, l'électricité fut fournie à 1750 maisons, de plus à l'Intérieur. Pendant la période 90/91, 49 villages de plus étaient reliés à ce secteur.

Les projets en cours consistent à accroître la capacité de transformation de la station Sultan Qaboos, à Al Seeb, et des stations nouvelles à Al Ma'abelah South, Balah, Bidayah, Quriyat et Al Khaburah.

AFFAIRES SOCIALES ET TRAVAIL

Depuis des siècles, un système de bien être social a traditionnellement existé avec le paiement du Zakaat qui est l'un des piliers de l'Islam (le Zakaat est décrit de façon détaillée dans le chapitre consacré à la Justice, Awqaf et aux Affaires Islamiques). Il est cependant certain qu'au début de l'ère nouvelle, lors de l'accession au trône de Sa Majesté le Sultan Qaboos bin Said, il manquait un système de sécurité sociale dans une société moderne en développement. Ainsi un Ministère des Affaires Sociales et du Travail fut créé début 1970.

Aux premiers stades du développement, il était seulement possible de proposer des objectifs modestes car les activités du Ministère avaient été circonscrites par le manque de communication. Cependant, alors que de bonnes communications routières et téléphoniques étendirent leurs réseaux à travers du Sultanat, les services sociaux se développèrent à un rythme toujours croissant ce qui fait que des résultats vraiment remarquables aient été atteints dans ce domaine.

La législation en cours précise les catégories sociales ayant droit aux paiements de sécurité sociale. La compétence de la Sécurité Sociale a été élargie afin de pouvoir offrir un toit aux pauvres et nécessiteux et à leur garantir une vie tranquille en sécurité. Jusqu'à fin 1990, des allocations mensuelles ont été versées à 39.135 familles d'après la loi de la Sécurité Sociale, qui garantit la prestation d'assistance sociale pour les familles qui se trouvent dans les catégories suivantes: veuves, orphelins, inaptes au travail, femmes divorcées ou abandonnées, familles de prisonniers, filles célibataires et personnes agées. Les sommes versées à ces familles s'élèvent à un total de plus de 14 millions de rials omanais pour l'année 1990. En 1990, Sa Majesté a personnellement augmenté les allocations de la sécurité sociale fixant la limite du bénéfice minimum de 25 rials à 30 rials par mois et le maximum de 60 à 80 rials par mois. Celà fut ajouté au paiement d'une subvention de Ei Al Fitr et Eid Al Adha égal à 50% du bénéfice.

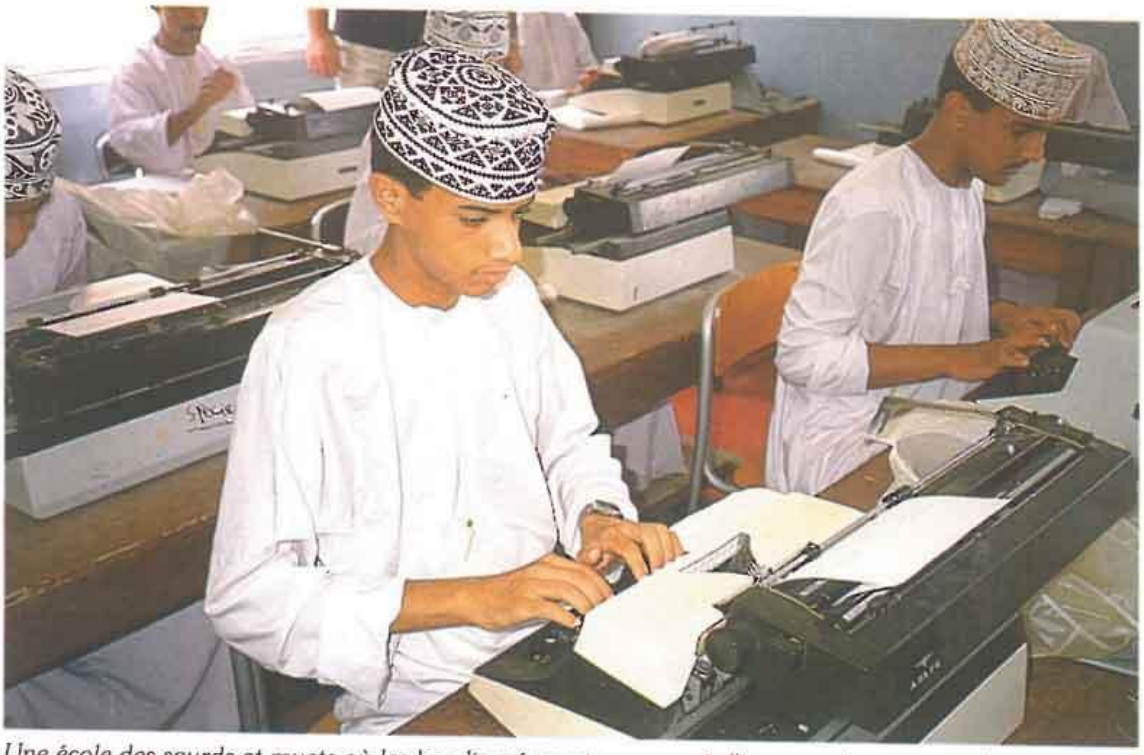
En 1980, un Département de Protection Spécialisée fut mis sur pied pour les handicapés physiques et mentaux afin de créer les conditions propres à les rendre capables "d'apprendre à gagner leur

vie" à l'intérieur de leurs communautés. La station des lépreux d'Al Rostaq réunit toutes les conditions pour subvenir aux besoins de ses occupants. De plus, si les soutiens de famille souffrent de la lèpre et y vivent, leurs familles reçoivent tous les soins et toute l'attention nécessaires. Des soins sont aussi apportés aux malades à domicile; l'amélioration de leur état de santé connait un suivi et ils reçoivent des conseils pour éviter une ré-infection et suivre un traitement régulier.

En 1987, un Centre de Protection et de Formation pour Handicapés a été ouvert à Al Khood. Servi par des équipements techniques et scientifiques les plus modernes pour mieux remplir ses fonctions, ce centre a été fondé pour permettre aux handicapés de retrouver leur capacité à assumer leur emploi d'origine et /ou à exercer tout autre travail que leur état leur permet d'assumer. La première promotion de 51 éducateurs a reçu son diplôme au cours de l'année académique 1988/89. En 1990, 62 éducateurs ont été diplômés. En plus de cette formation, les handicapés travaillant au centre, bénéficient de la pension, de l'hébergement, de soins médicaux, de protection sociale, de loisirs et de sport.

En cas de désastre avec de grosses pertes en vies humaines, le Ministère fait tout en son pouvoir pour procurer des secours. Jusqu'en Septembre 1990, des compensations ont été versées pour 630 cas de désastre individuel avec un montant de 96.884 rials et pour 560 cas de désastre collectif dont le montant s'élevait à 41.370 rials.

Le développement social d'une société dépend de sa capacité à assumer plutôt que de dépendre des autres. Le Ministère est particulièrement impliqué dans les projets de développement des communautés locales. Le premier d'entre eux fut lancé en 1976 à titre de projet pilote expérimental. Son succès ayant dépassé toute attente, le Gouvernement décida de le considérer comme un Programme National, capable d'apporter des services de base aux communautés les plus dispersées du pays. Les efforts et la coopération de tous les citoyens, l'augmentation du travail social volontaire et la prestation de services aux communautés éloignées, sont des facteurs qui accélèrent le processus de développement social, particulièrement dans les zones éloignées et en même temps encouragent les habitants à rester dans leurs communautés. En 1990, les services assurés dans le cadre du programme national ont



Une école des sourds et muets où les handicapés sont encouragés "à apprendre et gagner". (Photo: Apex Publishing)

atteint 612 villages et communautés dans le Dakhiliya, le Sharqiya et les régions d'Al Rostaq, Sohar, Musandam et la région septentrionale. Le programme de développement de la Communauté implique de participer en tant que participants à part entière. En même temps, le projet met l'accent sur la participation des individus personnellement. Les membres de la communauté collaborent par l'intermédiaire des comités locaux de développement en identifiant leurs besoins et participent avec leurs efforts individuels et leurs possibilités à y faire face. Celà permet aux autorités locales de décider la mise en oeuvre des projets au sein de leur propre communauté. On accorde une attention particulière à la formation du personnel aux différents niveaux, y compris à celui des cadres et des leaders locaux, afin de rehausser leurs capacités et de leur permettre de prendre place dans le processus national de développement. Un certain nombre d'organisations internationales a apporté une aide considérable à ce programme de développement. A ce stade, on a pris soin de s'assurer que les valeurs et les coutumes omanaises ont été fidèlement respectées.

Le Programme National du Développement des Communautés coopère et coordonne ses activités avec les institutions gouvernementales comme le Directorat Général de la Santé, celui de l'Agriculture et des Pêcheries, celui de l'Education afin d'avoir une action positive, de satisfaire aux besoins du Public et d'aider à résoudre leurs problèmes. Dans les domaines de la Santé et de l'Education Agricole, le Ministère de la Santé prête des employés de la Santé pour travailler dans les services de développement des communautés locales et le Ministère de l'Agriculture et des Pêcheries fournit des chirurgiens vétérinaires pour assister les services vétérinaires. Des séminaires sont organisés pour accroître l'attention sur les questions santé et fournir les conseils nécessaires pour la Santé. Des campagnes intensives sont mises sur pied pour fournir les services de médecine préventive et les soins par des visites à domicile et des visites dans les locaux de formation des femmes. Dans le domaine agricole, des fermes modèle sont créées pour encourager les fermiers à réaliser eux mêmes des projets similaires en plantant des arbres fruitiers et des légumes autour de leurs maisons. Dans la région septentrionale, la population locale participe à la création d'une forêt modèle à Madinat-Al-Haqq. Il y a aussi une campagne intensive afin d'apporter éducation et conseils concernant les pâturages, l'immunisation du bétail et la prévention contre les maladies en indiquant les soins. On distribue les graines et les semis à la population. Le projet a également bien réussi en mettant sur pied des classes d'alphabétisation pour les hommes et femmes adultes en collaboration avec le Ministère de l'Education dans ces villages où il n'existent pas encore d'écoles.

L'objectif final du programme consiste à créer une structure de cadres locaux capables d'identifier les problèmes et les besoins des communautés, de trouver des moyens et des voies d'y faire face avec leurs propres efforts et avec les ressources locales disponibles. Grâce à ces efforts combinés plus de 500 projets ont été menés à bien au niveau des villages, en prenant compte des dons en argent et en nature offerts par les habitants de la Communauté pour un total de plus d'un million de rials omanais. 60% ont été fournis par des contributions individuelles pour payer les routes des villages, forer et approfondir les puits, rêparer et maintenir en état les aflajs, construire les écoles coraniques, améliorer les sources d'eau potable, construire des bains et des toilettes publiques et des salles de réunion.



Les conseils sur les soins relatifs à la Santé donnés à une jeune mère par une responsable de l'Association des Femmes Omanaises. (Photo: Apex Publishing)

FEMMES ET ENFANTS

La Direction Générale pour les problèmes relatifs aux femmes et aux enfants procure assistance aux Femmes Omanaises pour améliorer leur situation économique et sociale. Elle opère généralement par le canal de l'Association des Femmes Omanaises et de ses filiales qui sont au nombre de 13 et réparties sur l'ensemble du Sultanat. Elles regroupent plus de 2500 membres. Le feu vert a été donné pour créer d'autres associations du même type à Bahla, Sumail, Al Suwaiq, Ja'alan Bani Bu Hasan, Al-Kamil et Al-Wafi. On accorde une attention toute particulière à leur emploi. Citons les heures de tétée, les congés de maternité, la possibilité d'un congé de un à deux ans pour élever l'enfant, l'ouverture de nurseries et de jardins d'enfants. Dans l'intérêt des parents et des enfants, le gouvernement a banni le baby-sitting et seules des nurses diplômées ont la possibilité de travailler sous le contrôle de la Direction Générale.

Avant d'accorder une licence à une nurserie, le Ministère enquête sur

ses avantages, ses installations, le niveau éducatif de qui en a la charge, les standards de sécurité, les prix etc. Des visites régulières ont lieu aussi dans les jardins d'enfants, dont 17 supplémentaires furent créés pendant 1989/90, afin de répondre aux besoins impliquant leur organisation.

Afin d'augmenter le niveau socio-économique et culturel des femmes, des centres sociaux ont été établis pour permettre aux femmes d'améliorer leur niveau de vie. Ils sont actuellement au nombre de 6, où les femmes sont formées en couture, broderie, enseignement ménager, et aux activités traditionnelles pour préserver l'héritage national. Ces centres organisent également des conférences et séminaires sur les différents intérêts féminins, de même que des classes d'alphabétisation et des enquêtes sur les conditions familiales.

Le programme national pour le développement des communautés locales est une pierre angulaire de l'évolution de la femme rurale. Il vise à éliminer l'analphabétisme féminine, encourager l'éducation des femmes et à donner des directives pour la formation des enfants et d'autres sujets domestiques. Celà est fait par l'intermédiaire des centres du Développement Rural féminin, qui sont à présent 70 dans tout le Sultanat. Leurs programmes sont soutenus par l'introduction de nouvelles activités ayant pour but de fournir aux femmes rurales des services culturels, économiques, sociaux et sanitaires. Ils comprennent l'élevage des poulets, la fabrication des biscuits, la conservation des aliments, le tissage et la renaissance des artisanats traditionnels omanais. La formation est aussi donnée à des cadres omanais afin qu'ils puissent jouer un rôle positif dans la direction et l'aboutissement de ces systèmes de développement.

Le Département des Affaires relatives aux enfants s'occupe tout spécialement des enfants omanais. Il a pour ultime objectif d'assurer une vie heureuse et fructueuse à tous. Des experts rendent des visites régulières aux maisons d'adoption pour surveiller, suivre la situation des familles où les enfants ont été placés, établir un dossier sur la situation de l'enfant chez les parents adoptifs. Les crèches reçoivent elles aussi des visites régulières pour savoir si elles remplissent les conditions conformes.

Le Ministère a aussi mis en place un certain nombre de bibliothèques pour adultes pour encourager la jeunesse rurale à s'éduquer. Ces

bibliothèques contiennent une grande variété de livres culturels, sociaux, religieux et sanitaires ainsi que d'autres sujets utiles pour l'autodidacte. Il existe aussi des bibliothèques mobiles qui visitent les villages. On compte actuellement 59 bibliothèques dont la plupart mobiles. Le secteur de développement est aussi responsable des écoles pour l'apprentissage du Coran subventionné par les habitants des lieux et aussi par le Ministère de la Justice, Awqaf et des Affaires Islamiques.

Les services sociaux sont expandus avec une accentuation du travail volontaire et des oeuvres de bienfaisance. On a l'intention de mettre au premier plan la contribution faite aux services sociaux par le secteur non gouvernemental en coopération avec l'Etat. Pour atteindre cet objectif, des associations de bienfaisance ont été créées. La décision ministérielle n° 54/90 sur les réglementations d'Assistance aux Familles et Particuliers dans le besoin sera mise en oeuvre cette année. Des études vont commencer sur les problèmes sociaux, comme le divorce. La contribution du Ministère aux années de l'Industrie consiste en un nombre de projets qui seront mis en application dans les Centres de Formation des Femmes et les Associations des Femmes Omanaises.

TRAVAIL

A la suite de l'accession de Sa Majesté le Sultan Qaboos, en 1970, la situation s'altéra dramatiquement. En réponse à l'appel de Sa Majesté, les Omanais regagnèrent en grand nombre leur pays pour aider à son développement. Celà eut pour conséquence naturelle un besoin urgent de moyens pour éduquer et former les Omanais dans leur propre pays. Un Bureau du Travail fut établi sous l'égide du Ministère des Affaires Sociales et du Travail en 1970. Pendant les premières années de son développement, Oman se trouva lourdement dépendant d'immigrés qualifiés et moins qualifiés, essentiellement Indiens et Pakistanais, ainsi que des Européens aux postes de Direction, tout celà à cause du manque d'une main d'oeuvre éduquée et qualifiée. Aujourd'hui, avec la formation des jeunes omanais, qui sortent diplômés de leurs écoles avec les Instituts et l'Université Sultan Qaboos, l'Omanisation s'insère dans toutes les activités à une rapidité accrue. Cependant, Sa Majesté le Sultan Qaboos, a cru bon de souligner et de répéter inlassablement combien il était indispensable de réduire la dépendance d'Oman par rapport aux travailleurs étrangers; il n'a cessé de rappeler aux jeunes

Omanais que les diplômes et qualifications sont faits pour les aider à travailler effectivement au service du pays. Tout récemment, il a convié le secteur privé à faire un effort pour remplacer les employés étrangers par des Omanais. Les effets conjugués de l'encouragement et de la législation se concrétisent par des résultats évidents.

Le développement rapide entrepris par le pays depuis 1970 a rendu indispensable une planification et une régulation des relations entre employeurs et employés afin de garantir les intérêts des deux parties. A cette fin, la Loi Omanaise du Travail est entrée en application en 1970; elle affirme les principes d'égalité et d'impartialité dans le traitement des employés; elle interdit d'employer des non-Omanais dans le Sultanat sans autorisation préalable du Ministère, à moins de remplir des conditions de résidence et de posséder des qualifications spécialisées introuvables parmi les omanais. Ainsi la Loi oblige les employeurs à engager autant que possible des omanais; elle autorise également le Ministère à décider de la proportion d'omanais et d'étrangers dans un établissement et pose les règles permettant d'atteindre cet objectif.

Onze antennes de travail régional (agences pour l'emploi) ont été créées dans le Sultanat afin d'aider les citoyens à trouver des emplois hors de chez eux. Elles recrutent également des demandeurs pour le secteur privé en accord avec la politique du Ministère et favorise ainsi l'embauche locale.

COMMUNICATIONS

Considérant que le progrès d'Oman et de son infrastructure dépendaient de bonnes communications, le Gouvernement sous la directive de Sa Majesté le Sultan Qaboos depuis son accession en 1970, a donné priorité au développement d'un bon système routier, de ports bien équipes, d'aéroports et de télécommunications.

En ce qui concerne la construction des routes, les statistiques indiquent clairement la réalisation de ces vingt-deux dernières années. Il n'y avait en 1970 que dix kms de routes asphaltées et 1700 kms de routes non asphaltées de mauvaise qualité dans tout le Sultanat; à la fin de l'année 1989, il y avait 4500 kms de routes asphaltées et 12 681 kms de routes non asphaltées. Les principales artères du réseau routier ont maintenant été realisées à travers tout le Sultanat. Jusqu'à la construction d'un nouveau port d'eau profonde au début des années 1970, toutes les cargaisons pour Oman devaient être déchargées par des allèges dans la baie de Muttrah. En 1970, au Sultanat, le seul aéroport à piste dure se trouvait à Bait al Falaj à l'exterieur de Mascate, situé entre de hautes collines accidentées et les atterrissages avec peu de visibilité pouvaient être une expérience à vous faire dresser les cheveux. Il a été remplacé depuis longtemps par un grand aéroport international moderne à Seeb.

ROUTES

Oman est l'un des plus grands pays de la Péninsule Arabique, à peu près de la même taille que le Royaume Uni. Sa géographie a présenté des difficultés considérables pour la construction du réseau routier, l'interieur du pays étant séparé de la côte par une haute chaine de montagnes s'étendant sur toute la longueur du pays. La population est inégalement repartie, la plupart étant concentrée dans les régions cotières du Nord et de l'extrême sud avec au milieu une vaste zone peu peuplée. Durant les premières années du développement, un réseau routier fut créé reliant les principales zones peuplées du nord à celles des pays voisins. A la même période, un réseau séparé fut construit dans le sud reliant les centres locaux de population.

Pendant les années 1980, une route asphaltée fut réalisée reliant Mascate dans le nord à Salalah au sud à travers les plaines



Même les complexes routiers modernes peuvent être embellis - carrefour à sens giratoire à Al Muwaleh - Seeb . (Photo: PDO)

désertiques du sud. Les gains économiques et sociaux résultant de la construction de ce réseau routier ont été considérables. Pendant la seconde moitié des années 1980, la construction d'une route spectaculaire fut achevée dans la région montagneuse du pays reliant des communautés isolées aux centres principaux de population et les rendant plus accessibles au profit du développement moderne.

Il y eut aussi la construction des routes spectaculaires à travers le massif montagneux du Musandam, ainsi qu'une route des crêtes sur

le Jebel Akhdar, jusqu'ici inaccessible sauf par avion. Plus récemment, une route asphaltée a été achevée dans le sud reliant Salalah à Sarfait sur la frontière du Yemen. Elle zigzague de la plaine cotière au sommet de la chaine montagneuse Qamar et à nouveau du sommet à la frontière.

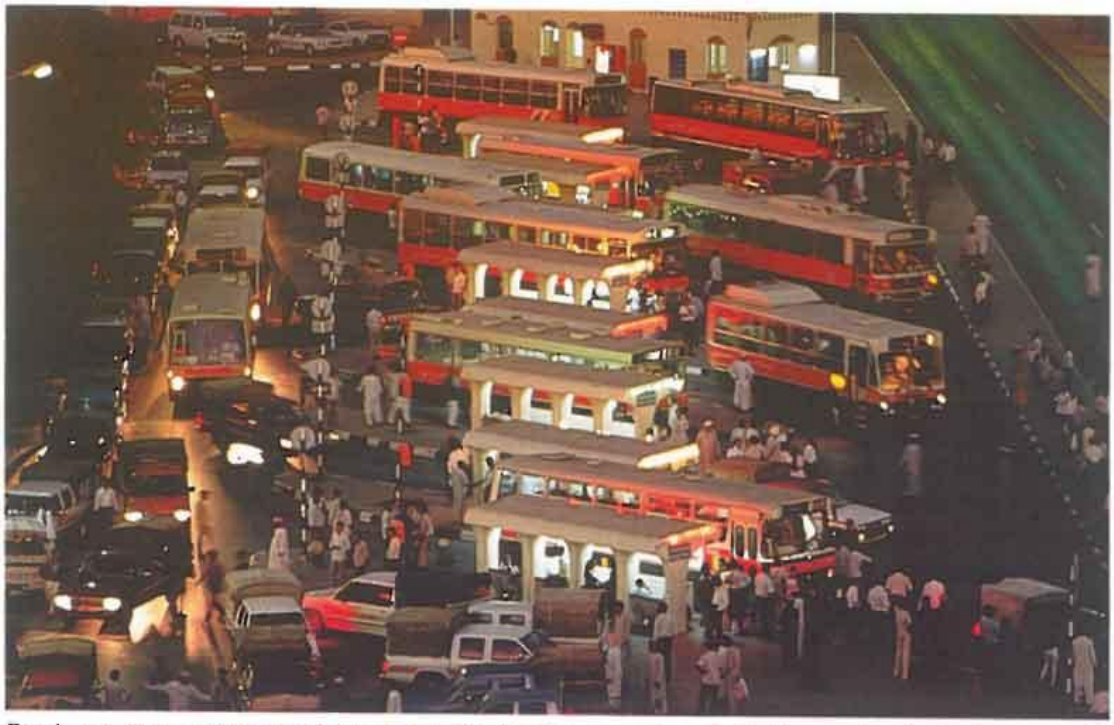
Durant le Quatrième Plan Quinquennal (1991-1995), on met l'accent sur la construction du réseau routier et l'entretien routier des routes asphaltées. Dans ce plan, on cite également le doublement de la route Raysut/Nizwa. Les projets figurant dans le Quatrième Plan Quinquennal ne sont pas ceux que le Ministère envisageait réaliser pendant ce plan - de tels projets dépendront des résultats des études de faisabilité, de considération de budget, de recommandations des projets régionaux et de la distribution des projets entre les différentes régions du Sultanat. A la fin du siècle, l'extension du réseau routier pourrait atteindre environ 6000 kms de routes asphaltées, selon la répartition des fonds disponibles.

Le développement du réseau dans tout le Sultanat a permis la mise en place d'un réseau d'autobus et d'autocars. La Compagnie Nationale des Transports d'Oman (ONTC) opère avec un parc de 240 autobus et autocars qui desservent Mascate, sa région comme les grandes villes. La Compagnie possède également 6 cars de luxe à air conditionné, disposant de réservoirs pour les longs parcours, avec télévision et toilette qui sillonnent l'axe Mascate-Salalah. Il existe également un service de cars -longue distance- jusqu'à Dubai dans les Émirats Arabes Unis.

MER

La construction d'un port moderne avec postes de mouillage en eau profonde fut reconnue comme étant une urgente nécessité depuis le début du programme national de développement.

Comme preuve, le port d'eau profonde de Mina Qaboos fut achevé en 1974 fournissant ainsi un service vital dans le développement du pays. Le volume toujours croissant des importations et exportations croissant sans cesse a nécessité des agrandissements supplémentaires tels que la construction d'un terminal pour containers, des hangars à stockage ultra modernes, des ateliers de maintenance et des quais sur bassins d'eau profonde. Mina Qaboos possède neuf postes d'amarrage et quatre postes pour caboteur.



Des bus à air conditionné relient les principales zones urbaines du Sultanat - la principale station de bus à Ruwi. (Photo: Olivier Blaise)

L'aire des hangars de transit couvre 27.000 mètres carrés et la zone d'emmagasinement à ciel ouvert couvre près de 150.000 mètres carrés. Le terminal à containers dispose de 4,7 ha avec une capacité de stockage de 2700 containers vides ou chargés. Il dispose de six remorqueurs avec les équipements les plus modernes. Le port est équipé de grues de 2x35 tonnes et 13 autres grues de capacité variable pour manipuler containers et cargaisons courantes.

En Avril 1989, le Prèsident de la Corporation Portuaire a annoncé une augmentation des activités portuaires dans les années à venir. Pour déterminer le développement et l'amélioration demandés à Mina Qaboos afin de faire face au traffic futur planifié au moins jusqu'en l'an 2000, des études nécessaires ont été menées par l'équipe JICA du Japon. L'étude a révélé que le projet clé du développement devrait être mise en oeuvre:

1) Délimitation de l'ère disponible d'emmagasinage.

2) Dragage de l'eau du bassin pour au moins recevoir une seconde génération de porte conteneurs complètement chargés.

3) Conversion de deux postes à quai existant en un poste de mouillage pour porte conteneurs à multiples emplois.

4) Réclamation de la baie adjacente de Shutaify pour créer une ère de stockage de conteneurs sur 15 ha.

5) Acquisition de plus de matériel pour la manutention des conteneurs.

Tous les systèmes, dans le port, qui ont été informatisés, travaillent avec succès et 77% des employés portuaires sont maintenant des Omanais.

Dans le sud, il n'y a pas de port naturel protégé contre les vents de mousson saisonniers qui soufflent avec force pendant plusieurs mois de l'été. Un port avec des installations pour conteneurs a ètè construit à Raysut, à huit kms à l'ouest de Salalah, pour desservir la région.

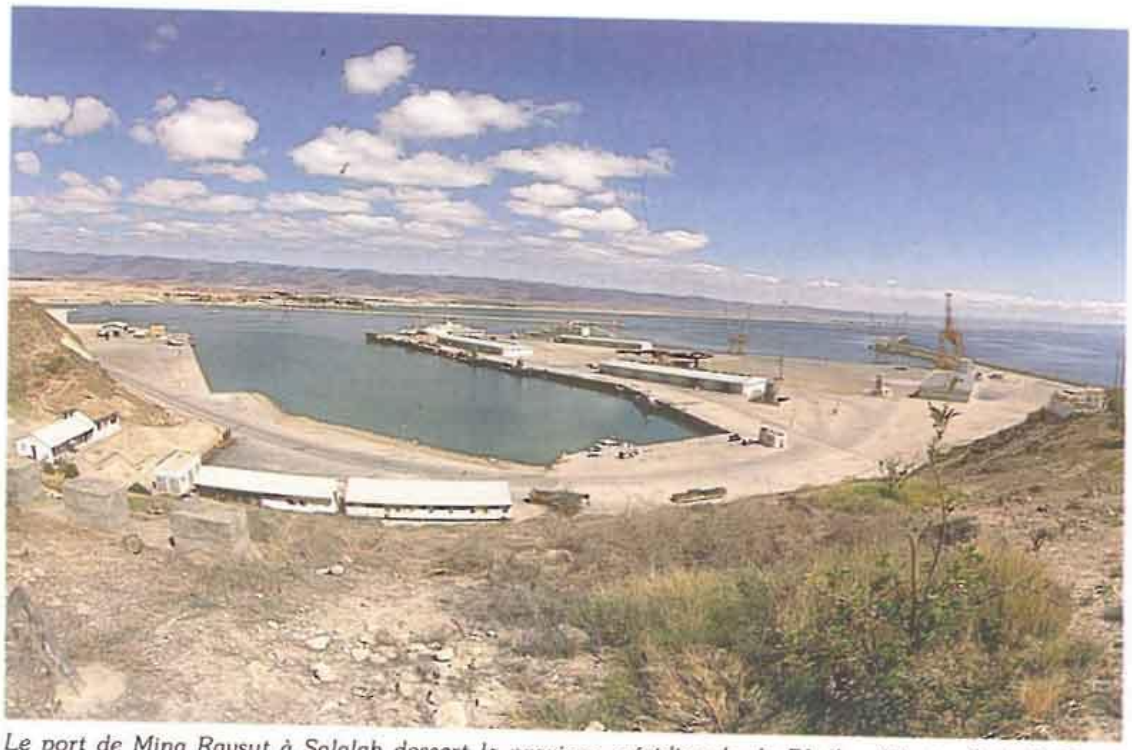
Le Ministère organise une étude pour le développement de Mina Raysut dans la région sud sur des bases à court, moyen et long terme. Actuellement une étude est menée concernant le petit port existant de Khasab dans la péninsule de Musandam, pour réaliser à long terme son développement.

Le rapport du JICA a révelé qu'il y aura, après l'an 2000, une demande pour la construction d'un nouveau port commercial dans le nord d'Oman, qui pourrait se situer sur la côte Batinah, probablement à Sohar ou à Haradi.

AIR

L'Aéroport International de Seeb proche de Mascate achevé en 1974 pour remplacer le vieil aérodrome de Bait Al Falaj fut l'un des premiers grands projets du développement du Sultanat. En plus des facilités dont bénéficient passagers et fret qui correspondent à celles des plus grands aéroports internationaux, l'aéroport assure les mouvements aériens de l'armée de l'air et de la police.

L'Aéroport International de Seeb est aujourd'hui considéré comme



Le port de Mina Raysut à Salalah dessert la province méridionale de Dhofar. (Photo: Saif Al Hinai)

l'un des grands aéroports internationaux de la région, grâce à ses installations modernes, son haut rendement et le niveau de ses performances. Il sert 21 vols internationaux, 14 tours internationaux non programmés, plus de nombreux charters pour les marchandises. Pendant la période 1989/90, un immeuble à deux étages pour VIP's d'un cout de 1.950.000 de rials, fut construit ainsi qu'un complexe pour stocker la marchandise d'une capacité d'environ 40.000 tonnes permettant la manutention de produits d'importation et d'exportation. Il y eut aussi un renforcement des mesures de sécurité de l'aéroport selon les prescriptions internationales. Le Centre d'Entrainement de l'Aviation Civile et de la Météorologie fut crée près de l'aéroport, équipé convenablement pour fournir des cours d'entrainement de haut niveau.

Résultant des nouveaux règlements introduits depuis le début de 1990, autorisant l'obtention de visas de 24 heures pour les passagers en transit et des visas de 21 jours pour les touristes, on s'attend à ce que le nombre de vols entrant et sortant de l'aéroport

s'accroisse considérablement en 1992.

En Décembre 1990, le Ministre des Communications a signé un accord au nom du Gouvernement pour mettre en oeuvre la première phase du projet visant à développer l'aéroport de Salalah dans le sud. L'aéroport de Salalah fut le second construit dans le Sultanat. La construction du terminal fut achevée en 1986 et l'aéroport devint international quelques mois plus tard. Le nouveau projet vise à développer et encourager le transport aérien en direction ou partant du Sultanat pour aider le développement économique. Le projet, d'un cout total de 2.197 millions de rials sera accompli en sept phases.

La premiere phase concernera l'agrandissement des pistes d'atterissage et des hangars et inclura l'asphaltage des pistes d'atterrissage, l'installation des drainages pour l'eau de pluie ainsi que l'amélioration du système d'éclairage pour un montant total de 827.000 rials.

L'Aéroport International de Seeb fera l'objet d'un programme similaire afin de faire face à l'accroissement du traffic aérien en ajoutant un système amélioré pour la manutention des bagages, un emplacement séparé pour les passagers en transit et un agrandissement de la salle d'attente en plus d'autres mesures, le tout s'élevant à 2,18 millions de rials. Les travaux concernant l'immeuble de transport aérien à l'aéroport ont été terminés en Juin 1991. L'allongement des pistes d'envol et les améliorations des parkings aériens sont envisagés pour les années 1990. Ainsi l'aéroport de Seeb deviendra l'un des aéroports les plus avancés dans le domaine technologique du monde.

Le Directeur Général de l'Aviation Civile contrôle quatre aéroports civils: à Seeb, Salalah, Sur et Dhaba dans le Musandam. Seeb et Salalah peuvent opérer avec n'importe quel type d'appareil tandis que Sur et Dhaba sont ouverts aux seuls avions légers. Les Services d'Aviation d'Oman (OAS) sont une societé crée par Décret Royal en Mai 1981 pour les vols intérieurs, les avions charters et tous autres services aériens; OAS dispose d'une franchise de 20 ans. Celà inclut la gestion des appareils, les passagers, les marchandises, les approvisionnements et les services connexes. En 1990, plus de la moitié des employés d'OAS étaient Omanais. OAS dispose maintenant de pilotes omanais et d'officiers en second et possède

son propre programme pour former ses pilotes et ingénieurs.

Oman détient 25 pour cent de participation dans la ligne internationale Gulf Air avec les Émirats Arabes Unis, le Qatar et le Bahrain. Gulf Air dispose de vols réguliers vers l'Europe de l'Ouest, le Golfe, le Sous Continent Indien, l'Afrique, le Proche Orient et les Etats Unis.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Le premier bureau de poste au Sultanat d'Oman fut ouvert en 1856. Jusqu'en 1947, des timbres indiens y étaient utilisés par commodité. En 1948, la Direction Générale des Postes Britanniques assuma la responsabilité des agences postales du Golfe et des timbres britanniques surimprimés entrèrent en usage. Les premiers véritables timbres omanais furent mis en circulation en 1966, lorsque le Gouvernement reprit en mains le service postal. Cependant, en dépit du fait que le Sultanat ait une histoire postale de 150 ans, il n'existait en 1970 qu'un seul bureau de postes à Mascate. Hors Mascate, le convoiement des lettres dépendait exclusivement du bon vouloir des voyageurs.

Après 1970, de nouveaux bureaux de postes disposant de moyens techniques les plus modernes commencèrent à entrer en fonction dans de nombreuses parties du Sultanat si bien qu'au milieu de 1990, il existait dix postes principales, 61 succursales de postes et 37 agences de distribution. D'ici la fin du Plan Quinquennal, 34 autres bureaux de postes seront construits et entreront en fonction. Des bureaux mobiles qui desservaient à l'origine les zones très peuplées, ont été remplacés par des bureaux de postes permanents.

Le développement rapide du Sultanat pendant 21 ans a été marqué par l'augmentation massive du volume des lettres et des paquets. En 1971, le volume du courrier envoyé et reçu représentait 7.662.000 lettres; à la fin de 1989, il atteignait alors 32 millions. Une augmentation comparable a été remarquée dans le volume des colis. Des véhicules postaux furent achetés pour transporter rapidement le courrier entre Mascate et les provinces. Datapost, le service de courrier express, qui fonctionne grâce à un personnel hautement qualifié en assurant l'acheminement rapide du courrier, a été introduit en 1985. Tout d'abord limité à la région de Mascate, il fonctionne désormais jusqu'aux principaux centres de population.

Le volume du courrier varie de 40 à 50 millions d'envois chaque année entre départs et arrivées. L'augmentation annuelle escomptée sera de 3 à 5% pour les services postaux si l'on tient compte de l'expansion naturelle de la population. Le Ministère a établi des liens directs d'envoi de courrier avec plus de 37 pays. Celà s'ajoute aux liens



Le Ministère de Postes, Télégraphe et Téléphone à Salalah. (Photo: Saif Al Hinai)

qu'Oman possède avec presque tous les pays à travers les bureaux d'échange. Il existe maintenant 34.000 boites aux lettres privées dans le pays. Un service de livraison à domicile est planifié pour un avenir proche. L'acheminement du courrier dans les régions les plus éloignées comme le Musandam et les iles au large est assuré par l'aviation. Le courrier pour Al Halaniyat (les Iles Kuria Muria) est acheminé par la Poste Centrale à Salalah. Il est d'usage de vendre chaque année des timbres commémoratifs pour la Journée Nationale. 1990 étant l'année qui marque le 20ème anniversaire de l'accession au Trône de Sa Majesté le Sultan Qaboos, une série spéciale a été mise en vente; dans cette série, un timbre dépeint la rose Sultan Qaboos, dont on lui a attribué le nom en signe de reconnaissance internationale pour son peuple, la paix mondiale, l'écologie et les droits de l'homme.

TELECOMMUNICATIONS

L'Organisation Générale des Télécommunications (G.T.O.)



Un ingénieur des Télécom fait un contrôle de routine. (Photo: Khamis Al Muharbi)

incorporée au Ministère des P.T.T. a été créee par Décret Royal en 1980 comme entité (propriété de l'Etat) et a aujourd'hui son autofinancement. En 1984/85, un nouveau Centre des Télécom a été construit à Bait al Falaj près de Mascate et 12 centrales électroniques digitaux ont été commandés pour la région de Mascate. La capacité d'échanges du G.T.O. est passée de 500 lignes en 1970 à 128.000 en avril 1990. Parallèlement, 3 centrales étaient commandés à Salalah permettant d'atteindre une capacité d'échanges de 14.588 lignes. Par la suite, les travaux d'expansion se sont poursuivis avec des projets pour quadriller la région intérieure (centrée sur Nizwa, Ibri, Ibra et Sur) Buraimi, Masirah, la péninsule de Musandam et la région côtière de Batinah. Oman est maintenant en mesure de fournir un réseau de plus de 179.000 lignes et de 107.000 lignes connectées. Le telex, la transmission de données, les satellites, les stations de radio côtières et les échanges par téléphone digital sont quelques uns des moyens de pointe reliant Oman à chaque pays du monde.

GTO est particulièrement fier de ses dernières réalisations en

permettant aux villages les plus isolés de communiquer avec les autres régions grâce à l'installation de téléphones publics fonctionnant avec des cartes de crédit reliés au réseau téléphonique mobile.

Plus de 93 millions de rials ont été accordés pour de nouveaux projets pour le Plan Quinquennal (1991-1995) et on attend qu'une fois terminés, les services de la GTO couvriront tout le pays.

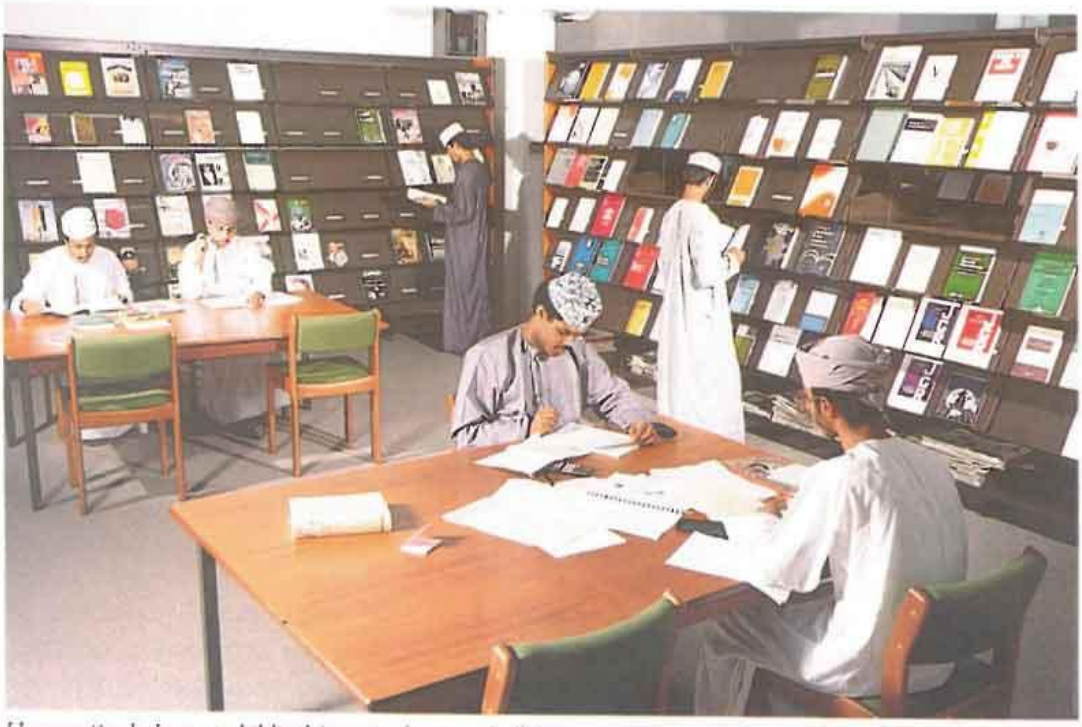
A côté de l'extension et du développement des réseaux existants et de l'installation de services dans de nouvelles localités, la GTO projette l'introduction de nouveaux services. Ce seront: un système de numérotation, un réseau de triage de données et un telefax. De plus, une nouvelle station terrestre, qui sera reliée au réseau national par câble à fibre optique, sera installée pour fonctionner via le satellite Océan Atlantique. Un réseau de transmission à fibre optique sera bientôt établi. La GTO est fortement engagée à former et omaniser sa main d'oeuvre. 80% du personnel de la GTO est omanais, une réalisation considérable pour une organisation hautement spécialisée.

EDUCATION

Au moment de l'accession au trône de Sa Majesté le Sultan Qaboos, les premières préoccupations du peuple omanais étaient les services de l'éducation et de la santé. Les réalisations accomplies durant ces vingt dernières années dans ces deux domaines ont été remarquables et couronnées de succès. Même quand des restrictions financières se révélèrent indispensables en 1986 lors de la chute brutale des cours du pétrole, les programmes concernant l'éducation et la santé ne furent pas atteints.

A la différence d'autres aspects du développement national, l'éducation ne peut pas être accélérée. Les jeunes doivent traverser pendant des années progressivement le système éducatif. La base sur laquelle le programme éducatif en 1970 devait être commencé pouvait difficilement avoir été moins prometteuse. Il n'existait rien. A cette époque, il n'existait que trois écoles pour garçons dans tout le Sultanat: à Mascate, Muttrah et Salalah dans le Sud avec au total 909 élèves. Il n'y avait aucune école pour filles, mais seulement des écoles coraniques dans les villes et les villages où l'on pouvait apprendre à lire et à écrire. A cause du manque de locaux adaptés, la classe avait lieu par groupes sous des tentes. Il fallait recruter des professeurs qualifiés et un grand nombre vint d'autres pays arabophones, comme l'Egypte, la Jordanie et le Soudan. Bien que la priorité fut par nécessité donnée aux enfants, il existait une demande pressante d'éducation pour les adultes. Il fallut écrire et publier des livres de classe, préparer des programmes et mettre au point le niveau des examens. Le programme scolaire a maintenant été omanisé avec succès. L'entrée à l'école primaire commence normalement à l'âge de six ans. En passant l'examen du sixième niveau du primaire entre douze et quatorze ans, l'élève entre à l'école préparatoire. Et les élèves qui passent avec succès le certificat général de l'école préparatoire sont alors admis en première année du secondaire suivant les résultats de l'examen, entre 15 et 17 ans. Depuis l'ouverture de l 'Université Sultan Qaboos, il est possible pour les étudiants de poursuivre l'éducation secondaire avec une formation poussée et des qualifications dans leur propre pays à la fois à l'Université et dans d'autres instituts d'enseignememnt spécialisé.

A la fin de 1990, il y avait au Sultanat 800 écoles gouvernementales



Une partie de la vaste bibliothèque technique de l'Université Sultan Qaboos. (Photo: PDO)

comprenant des instituts et des collèges de formation d'enseignants. L'ensemble de l'Education Générale comprend 309 écoles de garçons, 287 écoles de filles, 183 écoles mixtes, toutes appartenant au niveau primaire et secondaire. Pendant l'année académique 1990/1991, le nombre total d'élèves dans les trois niveaux était de 351.217 dont 163.342 filles et 187.875 garçons. Dans le Sud, où pendant ces 20 dernières années, il n'y avait qu'une école, le nombre d'établissements est passé à 120, offrant l'accès à l'enseignement à 31.410 étudiants des deux sexes. Parmi ces écoles, il faut noter 69 écoles primaires pour les deux sexes et 34 pour un enseignement mixte. Il y a 47 écoles préparatoires et 33 écoles mixtes et quatre écoles secondaires. Sur 1428 professeurs, dans la région, 339 sont omanais.

Formation des Professeurs Omanais

Durant les premières années du développement de la politique d'éducation, la plupart des professeurs étaient des arabes venus de



Des étudiants de l'Ecole Préparatoire absorbés dans des activités extra-scolaires.
(Photo: Khamis Al Muharbi)

l'étranger. Le premier institut de formation des enseignants commença ses cours pour les Omanais en 1977. En 1984/85, l'Institut de Formation mixte fut aboli et on créa à sa place des collèges complémentaires. Il existe huit collèges complémentaires au Sultanat dont cinq pour les hommes et trois pour les femmes. Un total de 4000 hommes et femmes furent formés pour devenir des enseignants pendant une durée de cours de formation de deux ans. Avec l'ouverture de trois nouveaux instituts de formation pour enseignants à Sohar, Nizwa et Ibri, le chiffre annuel d'enseignants formés va s'accroître considérablement. Un nouvel institut ayant pour but de former les diplômés à la profession d'enseignant va être créé dans le Sultanat, avec pour objectif celui d'accroître le nombre de professeurs omanais pour remplacer les enseignants étrangers et en même temps d'étendre le réseau éducatif. Cet institut est destiné aux enseignants potentiels pour le primaire et le secondaire et sera établi en coopération avec l'Université Sultan Qaboos. On compteait sur un total de 15.587 enseignants formés à la fin de 1990, dont 11.190 d'expatriés. L'année pasée le système éducatif a reçu sa



Une classe musicale en activité dans une école de filles. (Photo: Yves Gellie)

première promotion de diplômés de la Faculté de l'Education et des Sciences Islamiques de l'Université Sultan Qaboos. 1991/1992 et 1992/1993 verront les promotions s'étoffer du nombre des diplômés qualifiés sortis des Facultés des Sciences et des Arts.

Il a également été annoncé un plan d'ouverture pour un nouveau collège de Formation des Enseignants à Ibra au cours du nouveau Plan Quinquennal qui commencera cette année.

L'enseignement de l'anglais a pris une grande importance ces dernières années, particulièrement avec l'ouverture de l'Université Sultan Qaboos, où les cours scientifiques sont donnés en langue anglaise. En 1987, le Ministère de l'Education prit l'initiative d'un vaste projet pour accomplir cet objectif. Le service d'Enseignement pour l'anglais au Ministère reçut la direction de faire exécuter tous les différents aspects de ce projet. La mise au point majeure pendant la première phase du projet fut le développement et la production de matériels pédagogiques en langue anglaise qui soient spécifiquement

adaptés au système scolaire omanais. Les nouveaux programmes disposent d'ouvrages spécialememnt faits pour répondre aux besoins omanais; ils sont imprimés et produits au Sultanat; ils prennent en considération la culture islamique et omanaise et les valeurs sociales que les élèves omanais devraient développer pour devenir de bons citoyens. En plus, celà a permis au système de fournir quelques notions éducatives de base sur la santé et l'environnement par le moyen de l'anglais.

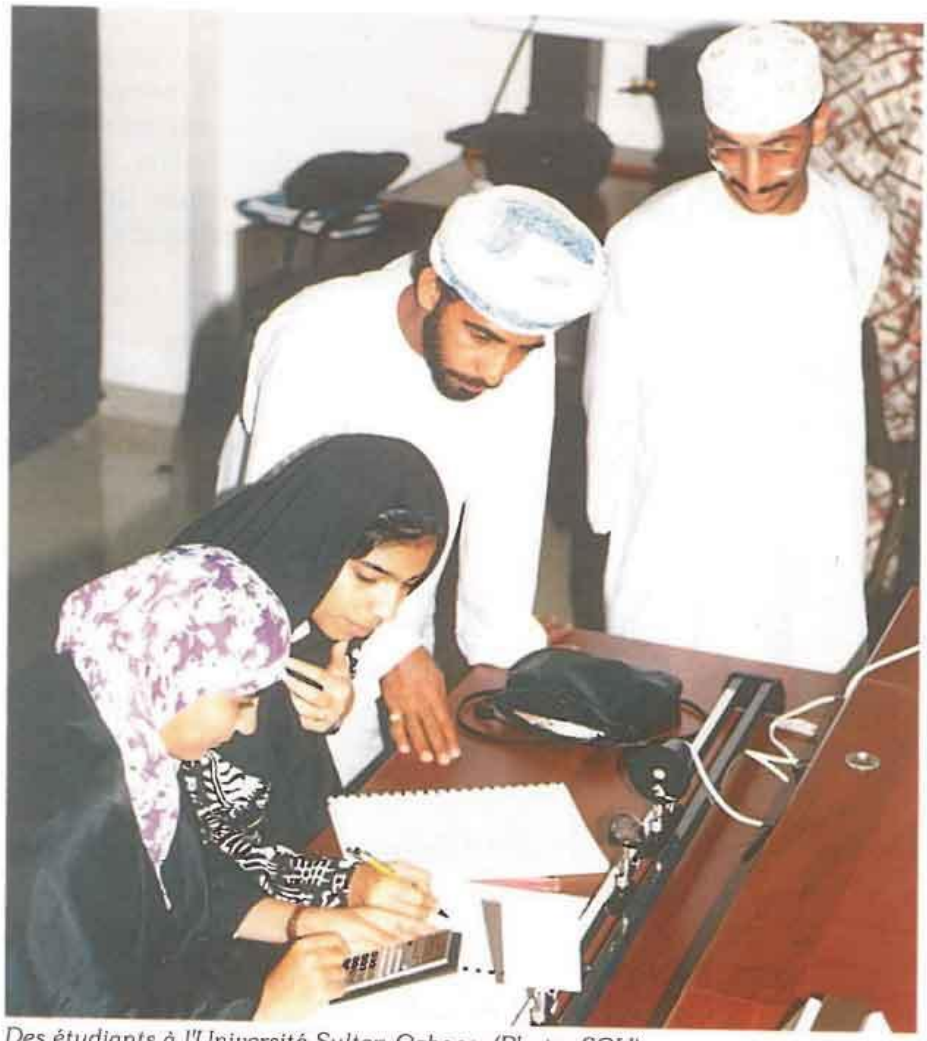
On considère la formation de l'enseignant comme une part essentielle du but général pour améliorer les méthodes d'enseignement et d'apprentissage de l'anglais et pour celà des programmes de formation au service des enseignants sont intégrés dans toutes les phases du développement pédagogique.

Tous les enseignants assistent aux cours qui les conduisent à la philosophie pour étayer les outils pédagogiques et leur fournissent des démonstrations pratiques des techniques exigées. Il existe aussi des programmes supplémentaires pour les Omanais qui enseignent l'anglais leur fournissant à la fois le perfectionnement linguisitique et celui des techniques et qui vise à élever la qualité générale de ces enseignants.

L'UNIVERSITE SULTAN QABOOS

Le couronnement du système éducatif s'est concrétisé avec l'ouverture de l'Université Sultan Qaboos à Al Khoudh en Septembre 1986. Cette université se divise en six collèges ou facultés: Enseignement et Sciences Islamiques, Sciences, Agriculture, Ingénieurs, Médecine et Arts. On y compte à peu près autant d'étudiants des deux sexes. On estime qu'à terme l'Université recevra près de 3000 étudiants dans ses différentes disciplines.

L'Université dispose de centres de soutien interdisciplinaire, tels que le Centre d'Ordinateurs, la Bibliothèque, avec ses systèmes de données informatisées et ses ouvrages imprimés, le Centre de Langues, le Centre Hospitalier de Formation et le Centre de Technologie. Les cours sont diffusés en langue arabe, mis à part les cours de base scientifique qui sont donnés en anglais. Tous les étudiants reçoivent une formation générale en anglais. L'hôpital de formation compte 500 lits et a coûté 52 millions de rials. Cet établissemenmt fonctionne avec un effectif de 1000 personnes



Des étudiants à l'Université Sultan Qaboos. (Photo: SQU)

composées de 200 médecins et de 800 infirmières. L'admission à l'hôpital se fait uniquement sur recommandation. L'hôpital est équipé de moyens de pointe pour les diagnostics et possède ses sections spécialisées: pédiatrie, gynécologie, obstétrique, maladies internes, chirurgie, psychiatrie, maladies cardiaques et clinique pour les patients extérieurs. Il sert de centre de formation pour les médecins omanais dans leurs spécialités et a une importance vitale pour les étudiants du Collège de Médecine.

Les installations d'hébergement des étudiants séparent les jeunes

gens des deux sexes. Au pensionnat, on a préféré la vie en petites communautés comprenant chacune 150 étudiants qui viennent de tous les collèges, avec à leur tête, un supérieur, qui agit comme un conseiller dans le domaine social, religieux et moral. Les externes font partie de ces communautés.

En Octobre 1990, Sa Majesté a assisté à la cérémonie de remise des diplômes des premiers étudiants de l'Université. Dans cette première promotion, 223 étudiants ont obtenu leurs diplômes de la Faculté d'Education et des Sciences Islamiques et 59 autres de la Faculté d'Agriculture. A cette occasion, Sa Majesté annonça qu'une Faculté de Commerce et Economie ouvrirait ses portes et recevrait ses premiers étudiants en 1993.

En 1990, le Ministère de l'Education communiqua, que 80 étudiants avaient reçu des bourses pour aller étudier à l'étranger. Ces bourses étaient accordées à 60 nouveaux détenteurs du Certificat Général Secondaire et 20 autres étaient réservées aux employés de divers ministères d'Oman.

On attendait un résultat de 438 diplômes obtenus par les étudiants omanais dans le Golfe, le Moyen Orient, en Europe et aux USA pendant l'année passée. En plus des écoles publiques, il existe depuis la fin de 1970, 58 écoles privées au Sultanat avec un total de 7831 étudiants répartis dans trois niveaux d'enseignement général. La Direction de l'Enseignement Privé au Ministère a accordé l'autorisation d'ouvrir vingt nouvelles écoles privées dans différentes régions du pays au cours de dernière année académique. Le Ministère supervise les écoles privées pour s'assurer que les étudiants disposent des facilités éducatives appropriées et que leurs méthodes équivalent celles des écoles d'Etat.

1990 fut l'année internationale de la Littérature. Des centres pour éradiquer l'analphabétisme furent mis en place à Oman en 1974. Ces centres se sont multipliés pour couvrir l'ensemble du Sultanat. Ils ont provoqué une réponse enthousiaste chez les adultes des deux sexes.

JEUNESSE

Il y a 22 ans, il était possible de marcher le long des plages de sable magnifiques entre Mascate et Seeb quand la mer est basse et de ne voir personne hors les occasionnels pêcheurs. Une visite dans les villes et les villages révèlent de jeunes enfants déjà partiellement aveugles à cause du trachome, jouant avec des jouets de fortune dans la poussière et la saleté. A présent, quand la mer est basse, tard dans l'après midi, on peut flâner sur les mêmes plages mais voir de jeunes enfants heureux et en bonne santé portant des vêtements d'athlétisme aux couleurs vives et jouant au football, pratiquant du jogging ou d'autres sports. A l'intérieur, on trouve les enfants sur des terrains de sport bien équipés et sur des terrains de jeux. La forme physique est maintenant presque un fétiche parmi la jeunesse et le visiteur est frappé par la bonne santé et le côté alerte de la jeunesse du Sultanat ainsi que par l'ardeur dépensée dans toute forme de sport.

Dès que le système éducatif fut solidement mis sur pied, il devint possible de consacrer une attention plus soutenue aux aspects généraux de la formation et de l'épanouissement des jeunes, une priorité constamment réitérée par sa Majesté le Sultan Qaboos qui offrit à la jeunesse du pays un stade olympique omnisports de 44 ha à Bausher, près de Mascate. Le stade peut faire asseoir 35.000 spectateurs et ses installations permettent d'y pratiquer plus de vingt sports. On estime que les activités sportives jouent un rôle essentiel dans la formation du caractère des garçons et des filles du pays.

En 1982, la responsabilité de superviser l'ensemble des activités sportives fut assignée au Ministère de l'Education et en 1986, son nom fut modifié. En 1989, le Conseil Supérieur de la Jeunesse approuva un plan national intégré pour étendre et améliorer les facilités offertes aux jeunes dans le domaine sportif.

Ce plan a compris 3 directions principales :

a) la construction d'installations sportives pour la jeunesse,

b) un soutine aux clubs existants pour les équiper de tous les aménagements nécessaires.



L'équipe Olympique de Football d'Oman (sous 23 ans) joue un match à Munich en Allemagne.

c) un soutien par l'organisation d'activités sportives et de loisirs à l'échelle nationale. Sa Majesté a donné personnellement un demi million de rials au Fonds National pour le Financement des Actives Sportives qui fut mis sur pied en 1989 et administré par le Conseil Supérieur de la Jeunesse.

En Décembre de 1991 les activités des sport et de la jeunesse étaient placées par Décret Royal dans une Organisation Publique pour les Activités de la Jeunesse et des Sports, sous la tutelle du Conseil des Ministres.

Des centres de jeunesse ont été réalisés à Sohar et à Salalah ces dernières années et pendant le Plan Quinquennal en cours, des centres semblables seront construits dans les régions de Dakhiliya, Sharqiya, South Batinah et Dahira. En plus de ces centres sportifs, on prévoit l'équipement d'installations sportives dans un nombre de clubs et de construire et équiper les terrains de sport des écoles.



Une représentation de gala par la jeunesse d'Oman pour marquer le vingtième Anniversaire de la renaissance de notre pays en Novembre 1990. (Photo. Christian Viaujard)



Il est intéressant de noter que pendant des années, le hockey fut l'unique sport pratiqué à Oman, longtemps avant le football. Depuis 1914, il était pratiqué de façon intensive, probablement via l'Inde. En dehors de l'Egypte, Oman est le seul pays arabe où l'on joue au hockey et récemment, le dernier sport introduit est le hockey sur glace, mais le football est indubitablement le sport le plus populaire. La première participation d'Oman à la Gulf Cup en 1984 quand l'équipe d'Oman effectua de bonnes prestations et réalisa les mêmes performances lors de la World Cup et des Jeux Asiatiques. Après un démarrage modeste, l'athlétisme est florissant à Oman et le pays a maintenant un athléte, Mohammed bin Amor Al Malki, de renom international, qui a gagné la première médaille sportive internationale pendant les Jeux Asiatiques en 1984 et fut le premier athlète du Moyen Orient à être qualifié pour les Jeux Olympiques de Séoul en 1988. Le volleyball et le tir sont deux autres activités sportives populaires. Le sport pour les handicapés est fortement encouragé en Oman et une équipe d'athlètes omanais en fauteuils roulants a participé aux Epreuves Mondiales à Stoke Mandeville pour les handicapés en 1987 et participa ensuite aux épreuves des Paralympiques en 1988. Il projettent actuellement de participer aux Jeux Olympiques de Barcelone en Septembre de 1992.

Scoutisme

Le scoutisme joue un rôle important dans les activités organisées pour les garçons et les filles. Le mouvement scout a été introduit en Oman en 1948 à l'école Saidiya de Mascate. Peu après, des sections de scouts se formèrent dans les écoles de garçons de Mutrah et Salalah. En 1970, avec l'ouverture de nombreuses écoles, le scoutisme se propaga et avec lui, le scoutisme féminin (les Guides). L'Organisation Nationale des Scouts et des Guides a été créée par Décret Royal en 1975 et dans le but d'inculquer aux Jeunes le sens du devoir et de la confiance en soi, le sens des responsabilités et l'esprit public. A cette fin, des camps de recontre annuelle ont commencé l'année suivante. En 1983, à l'occasion des célébrations de la Fête Nationale, Sa Majesté a été intronisé Chef Scout en honneur de son soutien au mouvement.

Les scouts et les guides sont encouragés à participer à des projets visant à aider la Société: la meilleure illustration en est l'organisation d'un stage annuel pour les handicapés sous les auspices du Comité National Omanais pour le Soin aux Handicapés, une démarche qui

recoupe les efforts de l'Etat pour permettre aux handicapés d'entreprendre les activités qui leur donneront une vie assurée de dignité retrouvée et les aideront en retour à apporter leur propre contribution à la Société. Ces cours ont connu un tel succès que les handicapés des autres Etats membres de l'AGCC se joignent désormais à eux.

L'Organisation Nationale des Scouts et Guides a le vif souhait d'accroître ses membres et encourage la formation des sections de Guides et Scouts dans les écoles à des niveaux différents. En plus de ce but, l'organisation fournit également à ses sections des uniformes, des badges et autres équipements de même que la formation de direction et de développement. Les statistiques prouvent que les effectifs ont augmenté dans les deux sections du mouvement et qu'ils sont maintenant 10.000 membres en incluant "les Routiers de l'Université du Sultan Qaboos".

Oman a joué un rôle actif à la 32ème Conférence Mondiale du Scoutisme, tenue à Paris, en Juillet 1990, à laquelle participèrent 1000 scouts de 132 pays. Le mouvement scout du Sultanat reçut un haut éloge lors de la 19ème Conférence Arabe Scoute au Centre International Arabe Scout du Caire où il y avait un pavillon omanais avec des présentations mobiles et des conférences. Le seizième Camp d'Été de la Jeunesse eut lieu à Nakhl, dans l'Intérieur d'Oman en Juillet 1991. Environ 100 étudiants de l'Université Qaboos d'Oman et de l'étranger y participèrent. Un grand festival pour enfants eut lieu à Mascate en Décembre 1990 soutenu par les projets de l'UNESCO à Oman.

SANTE

Les services de Santé représentent un succès majeur dans le développement moderne du Sultanat et un résultat non moins important dans le développement de la Médecine Préventive. Sa Majesté le Sultan Qaboos a donné la plus grande priorité aux Services de Santé et à l'Education depuis son accessioin en 1970. A cette époque, dans le cadre des services de Santé, il n'existait qu'un seul hôpital dans tout le Sultanat. Il était géré par une mission américaine à Muttrah et était payant. En dehors, il y avait quelques cliniques éparpillées dans le pays, dont l'une à Ibri, administrée par PDO. Il n'existait qu'un seul médecin omanais qualifié qui exerçait hors du pays 1970 jusqu'à son retour à Oman en 1970 où il devint le premier Ministre de la Santé. En 1990, existaient 47 hôpitaux, 88 centres de santé, 3 maternités, 96 centres de médecine préventive, 5 centres mobiles de médecine rurale, avec un total de 3.360 lits dans tout le Sultanat. La même année, on comptait 919 médecins, 27 pharmaciens, 3.274 infirmières. Aujourd'hui, 90% de la population est couverte par les Services du Ministère de la Santé; on trouve des hôpitaux dans tous les principaux centres de population et d'autres seront construits pendant le Plan Quinquennal en cours.

Résultant d'un manque d'hygiène, trachome, dysentrie, tuberculose et malaria étaient fort répandus. Le taux de mortalité, spécialement parmi les enfants, était extrêmement élevés à cause du manque de soins médicaux. Les épidémies de la grippe et la rougeole, représentaient un fléau pour l'ensemble des communautés et plus particulièrement pour les tribus bédouines. Aujourd'hui, on considère les dépenses de santé tellement vitales que lorsqu'il était nécessaire d'imposer des restrictions budgétaires aux dépenses publiques, comme par exemple, après l'effondrement des cours du pétrole en 1986, le budget de la Santé Publique demeure pratiquement inchangé. La prévention est considérée primordiale par les Services de Santé. A ce titre, de grands progrès ont été accomplis pour l'immunisation des enfants. Dans le cadre du programme d'Immunisation, 95% des enfants de moins d'un an ont été immunisés en 1990 contre la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la polio, la rougeole et la tuberculose. En 1985, il y eut 33 cas de polio et en 1990, il n'y en eut aucun, ni même de diphtérie. Les cas de rougeole baissèrent à 514 en 1990 alors qu'ils étaient de 4.161 en

1985. Les cas de coqueluche baissèrent à 48 contre 765; les cas de tétanos à 3 contre 64 et ceux de tuberculose à 422 contre 861 à la même période. Le Gouvernement prévoit d'immuniser tous les enfants contre la fièvre jaune et d'introduire le vaccin contre l'hépatite B et de l'administrer à tous les enfants. Le Ministère étudie actuellement la mise à disposition des Centres de Santé pour vacciner contre la rubéole.

L'une des réussites du Département de la Médecine Préventive du Ministère de la Santé concerne le programme contre la Cécité, lancé pour combattre le trachome, une maladie infectieuse des yeux qui, si elle n'est pas traitée, rend le sujet aveugle. On le considérait comme un fléau dans les villages septentrionaux d'Oman puisqu'il touchait les enfants dès le premier âge. On repère désormais les enfants atteints dès l'école ou au village après des tests visuels. Des progrès constants sont faits pour supprimer cette maladie. Pendant les premiers six années de ce programme de lutte contre la cécité, le taux du trachome léger est tombé de 35% à 10% de la Communauté et de 32 à 8% chez les enfants des écoles. Les trachomes modérés et sérieux ont aussi chuté de 10 à 7% dans la Communauté en 1990 et chez les enfants des écoles de 9% en 1984 à 3% en 1990.

Sa position géographique et son climat rendent Oman vulnérable à la malaria, plus particulièrement à la suite des grosses périodes de pluies. Aussi le Ministère de la Santé considère-t-il la campagne contre la malaria comme un aspect majeur de son action et de ses responsabilités. La malaria reste l'un des problèmes de santé à traiter en Oman. L'approvisionnement en eau et le développement de l'agriculture dans les zones rurales a favorisé l'alimentation des moustiques porteurs de la malaria et a ainsi augmenté le risque de malaria. Des campagnes de pulvérisation intensive, menées par le Département du Contrôle de la Malaria, en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé, ont réduit les incidences de la maladie et le nombre des cas de malaria à traiter dans les hôpitaux a considérablement baissé au cours des dernières années. Cependant, dans les zones rurales et principalement agricoles, la campagne de prévention est toujours menée et il y a 9 centres de contrôle contre la malaria opérant à travers le pays.

Comme signe de son plan stratégique "La Santé pour Tous pour l'An 2000", Oman a réalisé la disparition de la poliomyélite. La



Un nouveau né dans une unité de soins intensifs dans l'un de nos hôpitaux gouvernementaux. -- (Photo: PDO)

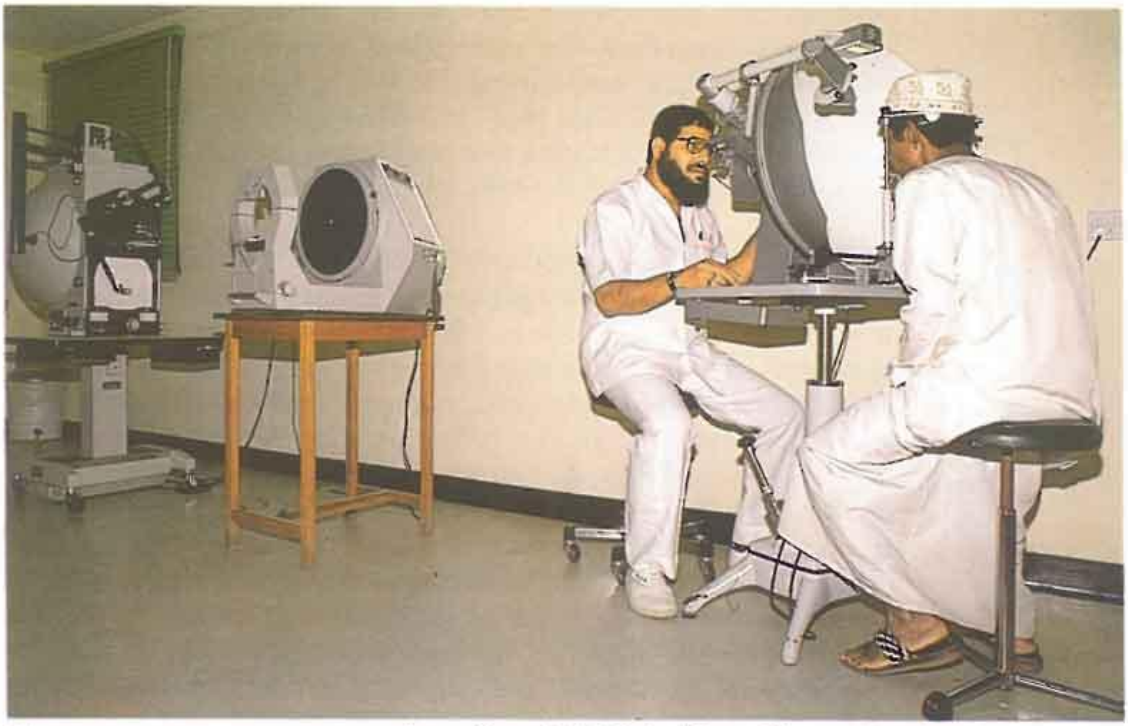
campagne contre la polio et la diphtérie a accompli des résultats encourageants les dernières années. En ce qui concerne la polio, les cas ont diminué de 1982 à 1987, mais en 1988, une recrudescence inexpliquée révéla 117 cas graves. Dès lors seulement trois cas ont été reporté. Pendent la récidive de maladie en 1988, on augmenta la dose d'immunisation chez les enfants. Il n'y eut aucun cas de diphtérie l'année dernière au Sultanat.

Les cas de malnutrition chez les jeunes enfants, dans le passé, ont été élevés particulièrement chez ceux de 3 et 4 ans et ce problème est actuellement surmonté énergiquement. Des enquêtes ont révélé qu'environ 15% d'enfants en âge pré-scolaire souffraient de malnutrition dûe à une nourriture pauvre en protéines. Il semble que l'une des causes de ce problème soit celle des "aliments minute". Pour vaincre ce problème, le Ministère de la Santé a émis une Carte de Santé pour Enfants en Juillet 19900, qui suit la croissance de l'enfant et indiquera à tout moment le niveau de malnutrition.

Pendant les premières années de sa renaissance, Oman était totalement dépendant des médecins et infirmières expatriés pour administrer et faire fonctionner le Service de Santé. A présent, avec l'établissement du Collège Médical de l'Université du Sultan Qaboos, Oman pourra bientôt disposer de ses propres médecins avec en plus ceux qui ont été envoyés à l'étranger se former.

La première école d'infirmières omanaises a été ouverte en 1971 et sa Direction a été ensuite assurée par l'Institut des Services de Santé à Wattayah, ouvert en 1982. L'Institut forme également des aides soignantes comme tout le personnel paramédical et donne des cours de formation en physiothérapie, pour le travail de laboratoire et la radiologie. Pour un coût d'un million de rials, l'Institut va s'aggrandir afin que le seul Centre de Formation d'Oman pour la Santé, puisse doubler le nombre des étudiants. Les travaux nécessités par ce projet comprennent la construction de deux bâtiments principaux et devraient être achevés en Septembre de cette année. Les autorités ont également mis au point un programme pour former un plus grand nombre d'infirmières au métier de sage femmes. Pour la première fois, un nouveau plan pour former des inspecteurs publics de Santé est entrain de prendre forme. On prévoit son application pour l'année académique en cours et un nouveau service sera mis en place à l'Institut des Sciences de Santé à cet effet. Environ 30 étudiants seront admis pour ce cycle triennal durant la première année.

En Novembre 1987, l'Hôpital Royal ultra moderne fut inauguré par Sa Majesté le Sultan Qaboos, qui en fit don à son peuple. Cet hôpital de pointe met à la disposition du peuple d'Oman ce qui se fait de plus sophistiqué en matière de soins médicaux. Il possède 630 lits, 30 unités spécialisées dans les soins des nouveaux nés ainsi qu'un important service pour les accidents graves et les urgences. Pour les soins cliniques, l'hôpital dispose de départements d'obstétrique, de gynécologie, de médecine et de chirurgie pédiatrique, de chirurgie générale, de néphro-urologie, de médecine générale, de cardiologie, de gastro-entérologie, d'endocrinologie et d'orthopédie. Cet hôpital possède également des services de radiodiagnostics, de pathologie, de physiothérapie et de rééducation. Il y a également une unité de chirurgie à coeur ouvert où la première opération réussie fut effectuée sur un enfant de douze ans, en décembre de 1990. On prévoit un fonctionnement de l'unité avec environ 250 cas par an qui pourra augmenter jusqu'à 500 par an.



Un patient recevant un examen occulaire - Hopital Al Nahda. (Photo: Khamis Al Muharbi)

L'hôpital Ibn Sina, proche de Mascate, a été ouvert en 1983; il compte 60 lits et se spécialise dans la médecine psychiatrique, tandis que l'hôpital Al Nahda concentre ses efforts sur la dermatologie, l'ophtalmologie, les soins nez-gorge-oreille et les soins dentaires. L'hôpital de Khoula dispose de 365 lits pour la chirurgie générale, la neurochirurgie, la chirurgie plastique, les brûlures, l'obstétrique et la gynécologie, l'orthopédie, les soins intensifs et les soins quotidiens.

Des services médicaux furent agrandis dans 4 grands hôpitaux à Sumail, Bahla, Tanam et Ibra. Sous le Quatrième Plan Quinquennal, de nouveaux hôpitaux vont être construits à Sur, Sohar, Rostaq, Nizwa, Buraimi et Tanam. Pour la première fois, Oman a trois polycliniques gouvernementales en construction à Shinas, Shuwaiq, et Khaboura, d'un coût de 546.000 rials chacune. Le travail de ces projets a commencé fin 1990. En plus des services de base fournis par le Centre de Santé, les polycliniques offriront des services spécialisés en ophtalmologie, ENT, dentiste, pédiatrie, obstétrique et gynécologie. Elles seront également équipées d'un laboratoire et

d'une unité de rayons X.

Aussi en 1990, l'Hôpital de Formation Sultan Qaboos a été inauguré par Sa Majesté. Cet établissement, d'un coût de 52 millions de rials, a été conçu comme Centre de Formation de base des étudiants de toutes les sections cliniques du collège. Il est dirigé et supervisé par des professeurs spécialisés. L'hôpital compte 500 lits dans 6 services spécialisés en pédiatrie, gynécologie et obstétrique, médecine interne et chirurgie, ainsi qu'en psychiatrie, cardiologie, clinique pour les malades externes et une unité pour les traitements spécialisés. L'hôpital possède 5 laboratoires pour les analyses des micro-organismes et des tissus, celles du sang et pour les tests biochimiques et physiologiques.

Le Plan National de Protection de la Femme et de l'Enfant attachera une attention spéciale aux besoins des enfants handicapés. Le but de cette action n'est pas seulement de les protéger mais de prévoir tant que celà est possible par des moyens médicaux et par l'éducation. Le but éventuel est de réhabiliter ces enfants en leur fournissant des emplois quand ils seront adultes. Ce plan National de Protection de la Femme et de l'Enfant dépend des Ministères de la Santé, de l'Education, des Affaires Islamiques et Awqaf, de l'Intérieur, des Municipalités Régionales et de l'Environnement, de l'Organisation Municipale des Femmes Omanaises de Mascate, du PAMAP, de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Oman, de l'Université du Sultan Qaboos, de l'Organisation Mondiale de la Santé et de l'UNICEF. Le programme est coordonné par le Ministère de la Santé.

Dernièrement eut lieu également l'introduction du Programme National contre le Diabète, pour prévoir, organiser et évaluer les traitements et prévention contre cette maladie. Le programme a déjà préparé un matériel éducatif et a commencé une enquête nationale dans toute la Communauté pour estimer l'ampleur de cette maladie en Oman.

Pendant le Quatrième Plan Quinquennal (1991-1996), le Ministère de la Santé a l'intention de promouvoir les amélioraitons suivantes dans le Service Santé:

1) développer les hôpitaux régionaux dans chacune des 8 régions de Santé, qui fourniront des services spécialisés pour malade

internes et externes à une échelle régionale égale à celle des hôpitaux spécialisés de Mascate et Salalah. L'hôpital régional de Salalah va bientôt compter un total de 450 lits avec une augmentation de 150 lits.

2) créer un hôpital spécialisé en ophtalmologie qui servira d'hôpital modèle. Agrandir l'hôpital psychiatrique avec une extension de 200 lits et un équipement ultramoderne pour traitement psychiatrique spécialisé.

3) créer des polycliniques à la fois à Mascate et dans d'autres régions afin de fournir la combinaison de soins primaires et de services externes spécialisés.

4) rénover et dans certains cas, reconstruire les hôpitaux anciens.

5) créer des centres permanents de Santé dans les régions servis encore par des unités de Santé mobiles.

6) créer des centres de Santé dans les régions éloignées avec des lits pour les accouchements.

LOGEMENT

Le logement représente l'un des aspects visuels le plus impressionnant du progrès réalisé au Sultanat d'Oman au cours de ces 20 dernières années. Celà est particulièrement révélateur pour ceux qui connaissaient Oman avant 1970. Bien que minutieusement planifié, le développement de l'infrastructure de base pour un état moderne s'est réalisé à une vitesse vertigieuse. Le taux de chômage élevé a été un facteur endémique de la société omanaise avant 1970, et beaucoup d'Omanais sont partis travailler comme ouvriers non qualifiés dans les riches états pétroliers du Golfe. Pour répondre à l'appel de Sa Majesté le Sultan Qaboos lors de son accession, de nombreux Omanais revinrent de l'étranger pour aider au développement du pays. D'autres laissèrent leurs fermes et villages de pêcheurs, pour gagner des salaires plus élevés dans les villes. En plus, un grand nombre d'expatriés a été recruté pour fournir la main d'oeuvre qualifiée nécessaire aux projets de développement. Il fallut leur procurer un logement et pendant les premières années, la demande excédait l'offre.

Dès le départ, on évita de précipiter une construction de masse sans aucune planification du logement. Parallèlement, on ne devait pas négliger la modernisation, sur l'ensemble du pays, des logements existants, souvent surpeuplés, peu pratiques et sans hygiène. Dès le début, il y eut une coopération étroite entre les différents Ministères et départements concernés et l'on mit particulièrement l'accent sur la nécessité d'assurer un logement à ceux qui disposaient des salaires les plus bas. A l'origine, le logement concernait le Ministère des Terres et des Affaires Municipales; mais fin 1984, un Décret Royal vint créer un Ministère du Logement pour remplir cette tâche.

La construction connut un départ modeste avec l'achèvement de 76 maisons en 1973; elle prit rapidement de l'ampleur l'année suivante avec 2304 ensembles construits dans le Sultanat. Les maisons pour les bas revenus sont construites selon les plans quinquennaux. A la fin du Troisième Plan Quinquennal, 7754 maisons ont été réalisées. Un postulant pour un logement doit remplir les conditions suivantes :

1°) Etre de nationalité omanaise par naissance, ou être naturalisé depuis au moins 3 ans avant sa demande.



Tous les nouvels immeubles construits selon le style omanais traditionel. (Photo: Oman News Agency)

2°) Ne pas être âgé de moins de 21 ans et plus de 50 ans, à moins qu'il soit prouvé qu'il est le seul soutien de famille.

3°) Ne pas participer à aucun autre projet dans le Sultanat qui lui donne droit ou lui permette de construire, acheter, ou obtenir un logement.

4°) Il ne doit pas être propriétaire d'un autre logement.

5°) Etre citoyen d'un wilayat ou gouvernorat où se trouve le lieu d'habitation.

6°) Son revenu ne doit pas excéder 3000 rials par an.

7°) Il ne doit pas avoir reçu eu du terrain par l'Etat pour construire une maison.

On prévoit la construction de 520 maisons pendant la première

année du Quatrième Plan Quinquennal. Dans le cadre du Logement Social, le Gouvernement fournit l'infrastructure telle que routes, eau, électricité, alors que les résidents ne paient qu'un loyer mensuel de 25 rials pour le coût de la maison. Le coût moyen de chaque habitation s'élève entre 14.000 et 16.000 rials. Oman a le but de fournir à tous un logement décent d'ici l'an 2000. Pour atteindre cet objectif, les choix et la politique de construction sont mises actuellement au point afin d'entrer dans la phase de réalisation au cours du prochain Plan Quinquennal (1991-1996).

Pour procurer un logement aux familles disposant de revenus faibles, la Oman Housing Bank - une société par actions - a été créée en créée 1977. Son activité principale consiste à accorder des prêts aux Omanais pour construire, acheter, restaurer ou agrandir une propriété, ou acheter et terminer les travaux d'une maison inachevée. Les personnes disposant de revenus allant jusqu'à 400 rials par mois peuvent obtenir un prêt remboursable en 20 ans; celles dont les salaires dépassent 400 rials doivent rembourser leur prêt en 15 ans. Depuis sa création en 1977, la Banque a accordé des prêts dont le montant total s'élève à 184,5 millions de rials. Les intérêts bancaires sont subventionnés par l'Etat qui paie la plus grosse part des intérêts au nom de l'emprunteur. Plus le salaire de l'emprunteur est bas, plus le taux de la subvention est élevé. De plus, dans le Gouvernorat de Mascate, la Banque a introduit un système de construction d'ensembles entièrement équipés. Ces logements ont été distribués à des Omanais répondant à des critères spécifiques en échange de prêts au logement. Ce système expérimental a reçu un accueil enthousiaste du public. La Banque va donc tenter de l'appliquer dans l'ensemble des Wilayats du Sultanat.

Le Ministère du Logement a commencé la construction de 20 ensembles à un coût de 10,6 millions de rials en 1990 et 1991. La réalisation des quatre projets qui débuta en 1988 et 1989, fut achevée au début de cette année dernière et la construction de 15 ensembles supplémentaires était terminée, comprenant 700 maisons pour un coût total de plus de 17 millions de rials. Le début de construction de 8 ensembles a aussi eu lieu en 1990 et un montant de 6,4 millions de rials fut réservé pour 12 ensembles. Des projets de logements s'étendent maintenant sur toutes les régions du Sultanat ainsi que sur le haut plateau de Jebel Akhdar, qui n'était accessible que par l'air il y a 22 ans, ainsi que sur les îles éloignées Halaniyat (Kuria Maria) au large de Dhofar au sud.

L'une des tâches du Ministère du Logement consiste à restaurer et améliorer les conditions de vie dans les maisons anciennes et délabrées. C'est la tâche du Programme d'Assistance au Logement. Avec les crédits alloués à ce programme, le Ministère vient en aide aux catégories sociales d'Omanais qui du fait de leur non éligibilité ne peuvent répondre aux conditions établies par l'Assistance au Logement, ni prétendre au système de prêts consentis par la Banque du Logement d'Oman. Les conditions fixées pour garantir une assistance au logement donnent la priorité aux chefs de famille qui ont subi ou souffrent d'un désastre naturel, puis aux familles qui dépendent pour leurs revenus de la Sécurité Sociale fournie par le Ministère des Affaires Sociales, ainsi qu'à celles qui ne bénéficient que d'un revenu modeste ne dépassant pas 150 rials par mois. L'aide est fournie sous la forme d'une somme forfaitaire garantie par d'Etat dont le plafond atteint 6000 rials. Pendant 1989 et 1990, plus de 450 cas furent traités dans tout le Sultanat pour un montant de près que 25 millions rials. Les vieux édifices existants peuvent avoir une importance historique du point de vue héritage national comme exemples architecturaux à caractéristiques spéciales. On peut citer le Vieux Mascate et le Vieux Muttrah comme exemples typiques.

Le Ministère s'occupe aussi de la Distribution des Terres et de la protection de la Propriété d'Etat. Avant 1982, une moyenne de 6000 propriétés était publiée. Ce chiffre est passé à plus de 24.000. En 1989, un Comité pour la Distribution des Terres a été créé au sein du Ministère du Logement pour répondre aux demandes du public pour l'obtention des terres, demandes formulées en 1982. Un groupe de travail a été constitué pour mettre au point la procédure de répartition des terres à ceux qui sont en droit d'y prétendre; il a commencé ses travaux en février 1989. Avec les autorisations de l'Etat aux citoyens, 130.000 titres de propriété ont été accordés à Mascate et environ 50.000 dans d'autres wilayets, ne comprenant pas la Région du Sud, Musandam et Buraimi qui ont leurs propres bureaux d'enregistrement.

Une planification minutieuse est bien sûr essentielle dans un plan de développement du logement. Des experts du Ministère du Logement suivent une formation complémentaire en Oman et à l'étranger. Deux planificateurs en urbanisme Omanais ont été envoyés aux Etats Unis pour obtenir un Master en urbanisme et 12 chefs de chantier ont été envoyés pour un stage de formation de 3 mois. On a également organisé des cours sur les applications de l'ordinateur à la

planification. Un expert de l'UNESCO a organisé un séminaire d'un mois consacré à la conservation et à la remise en état des villes anciennes du Sultanat. La remise en état des zones urbaines concerne les 6 villes de Nizwa, Buraimi, Ibri, Ibra, Sur et Rostaq.

HERITAGE NATIONAL ET CULTURE

Les Omanais ont toujours été conscients de leur riche patrimoine historique et culturel et en sont à juste titre fiers. Il est très particulier de voir les vestiges d'anciens forts et châteaux ainsi que d'autres sites fascinants. Au moment où Sa Majesté le Sultan Qaboos monta sur le trône en 1970, l'ensemble de ces vestiges d'un passé glorieux avait atteint un stade avancé de décadence et de détérioration. Sa Majesté réagit immédiatement en créant le Ministère de l'Héritage National et de la Culture qui est responsable de rechercher, d'inventoriser et de conserver le riche héritage du pays. Oman est aujourd'hui l'un des rares pays au monde qui dispose d'un tel ministère. Ses réalisations au cours des 22 dernières années sont impressionnantes. Elles vont de la préservation et de la restauration des forts et châteaux comme sites archéologiques, jusqu'à l'organisation et l'installation des musées, la collection et la recherche des manuscripts et livres anciens, tout en apportant une aide à l'artisanat traditionnel, et en promouvant à l'étranger des expositions culturelles. Oman a participé de plus en plus aux évènements culturels internationaux dont le projet de la Route de la Soie (voir ci-dessous) qui est un exemple récent. Mettre les Omanais au courant de l'existence d'un si riche héritage représente une part importante de l'éducation des jeunes et consiste, plus particulièrement, en visistes organisées des musées et des sites archéologiques.

Le Ministère entretient des liens étroits avec les organisations internationales, telles que l'UNESCO. Tout récemment, l'UNESCO a classé le fameux fort de Bahla, comme site d'héritage mondial, de même que la Nécropole de Bat, près d'Ibri. Le Ministère a fait une demande pour inclure sur cette liste la vieille ville de Qalhat. Les monuments inscrits sur la liste de l'UNESCO sont reconnus internationalement comme partie de l'héritage authentique du pays auquel ils appartiennent.

L'Architecture d'Oman préservée

La restauration des citadelles historiques, des forts comme des édifices anciens a été un plein succès. Et cette entreprise considérable prend rang parmi les plus impressionnantes réalisations du Ministère. Le château de Jabrin en est l'illustration particulière. Il

a été construit à l'origine par Bilarub bin Sultan au 17ème siècle comme palais résidentiel. C'est l'un des trésors de l'architecture Omanaise qui vient d'être entièrement restauré. Des travaux de restauration ont également été réalisés pour les forts de Nizwa, Hazm, Bidbid et Birka. Le magnifique fort de Rostaq, une ancienne capitale d'Oman, qui se dresse en position de dominer pour garder les approches du grand massif du Jabel Akhdar fait lui aussi partie des trésors d'Oman et vient de retrouver récemment sa splendeur passée. A Mascate, les deux grands forts de Marani et de Jalali, assis sur les rochers escarpés dominant la baie, et le mur d'enceinte de la cité, ont retrouvé leur gloire ancestrale de même que le fort qui - du pinacle où on l'a érigé - domine la ville voisine de Muttrah. Le long de la côte de Batinah, le fort de Sohar avec sa grande tour carrée a également subi des réfections. En 1989, des travaux identiques ont été entrepris pour le fort de Ras al Hadd au sud est d'Oman, le fort de Suwaiq sur la côte de Batinah, le fort de Khasab dans le Musandam, le fort de Muntairib dans l'intérieur, et les tours de Fanja. Des experts commencent les travaux de réfection du célèbre fort de Bahla et du fort de Sur au sud est. Durant le Quatrième Plan Quinquennal (1991-1995), plus de 20 palais et châteaux seront rénovés. Parmi les bâtiments qui sont déjà restaurés, ou rénovés, citons la demeure Sayyid Nadir et la demeure Sayyida Muzna dans l'enceinte de Mascate. Dans cette enceinte, il y a également le Bait Français, bâtiment de 100 ans, construit en 1893, qui servit de Résidence-Bureau au Consul de France et qui fut rénové pour loger le Musée Franco-Omanais.

Le Ministère est également engagé dans une politique d'acquisition et de conservation des anciens manuscrits et des anciens documents. Le plus vieux manuscrit en sa possession est une interprétation de la Loi de la Chari'a datée de 918 de l'Hégire (1512); d'autres documents sont consacrés à la médecine remontant à 1084 de l'Hégire (1763) et 1305 de l'Hégire (1888) et un ouvrage d'astronomie daté de 1122 de l'Hégire (1710) font également partie de la collection historique. Le Ministère estime que plus de 30.000 manuscrits se trouveraient encore dans les collections privées du Sultanat; bien qu'il soit prêt à en faire l'achat à bon prix, leurs propriétaires préfèrent souvent les conserver pour des raisons familiales.

Un musée historique a été créé à Qurm proche de Mascate avec de très nombreux objets de collection. Un autre musée a été installé



Le Musée des Enfants à Qurum est destiné à encourager l'esprit scientifique de nos enfants. (Photo: Oman News Agency)

dans les locaux de la bibliothèque islamique du Ministère. Y sont montrés des objets d'une grande diversité, telles que des armes, des poteries anciennes et des costumes traditionnels. Adjacent au Ministère, le Musée d'Histoire Naturelle vient agrandi et suscite lui aussi la curiosité et l'intérêt des foules. Y sont exposés un très large panorama des composantes de la flore et de la faune d'Oman, des specimens de la vie sauvage tels que l'oryx, le thar d'Arabie, le lynx caracal, le guépard ainsi qu'un squelette intact d'un cachalot de 12 mètres. On peut aussi admirer des collections de coquillages, de papillons, de lépidoptères et d'abeilles. Acquisition récente: un tronc

d'arbre fossilisé qui remonte à 260 millions d'années. Les restes fossilisés de beaucoup d'animaux dont les races sont éteintes depuis longtemps en Oman viennent d'être découverts dans le Dhofar, ce qui indique que dans un passé lointain, Oman bénéficiait d'un climat beaucoup plus humide qu'aujourd'hui.

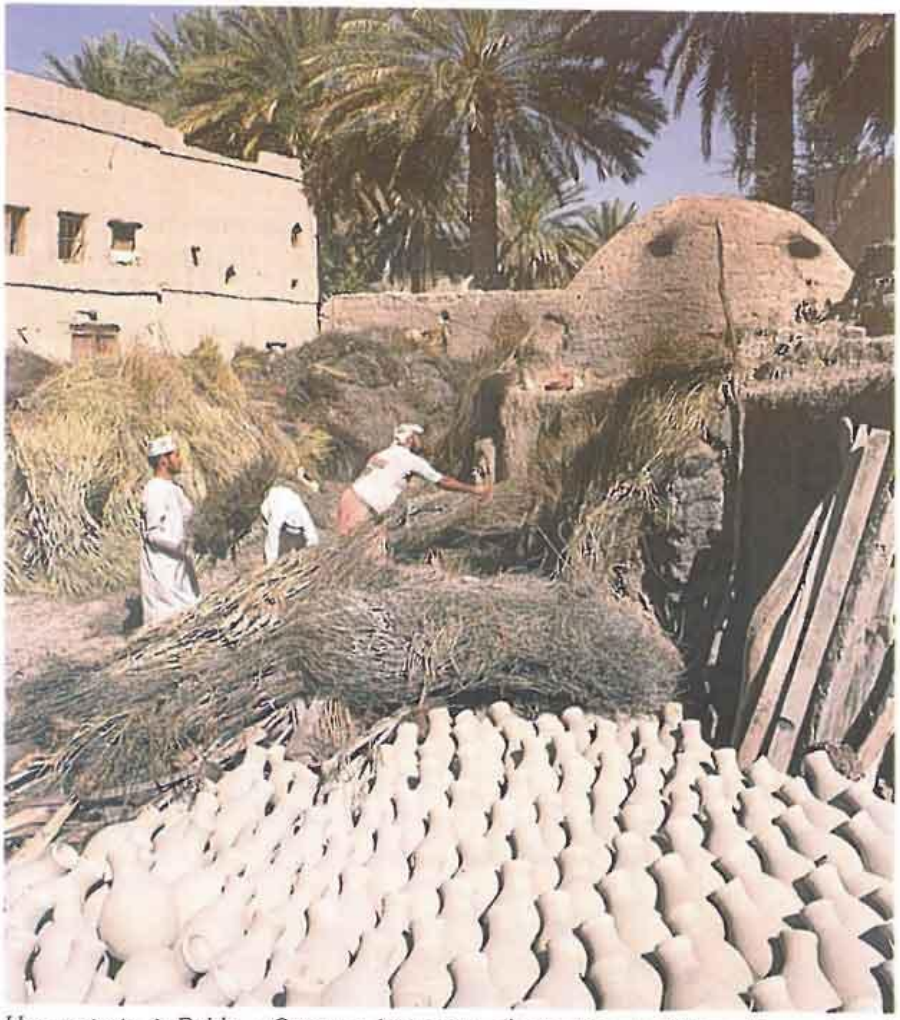
En Novembre de 1990, le premier musée de sciences pour enfants a été inauguré dans le Golfe, à Al Sarooj, près de Mascate. Le Musée est à la fois ravissant et imaginatif et a pour but de promouvoir la pensée scientifique chez les enfants. Les enfants y sont conduits à la fois individuellement et en groupes organisés et cette initiative est très populaire. Le Musée et ses 45 présentations ont été conçus et aménagés par le Centre Scientifique d'Ontario au Canada et les matériels furent spécialement construits pour Oman en graphiques bilingues anglais et arabes. Le personnel Omanais a été formé de façon intensive pour expliquer les expositions. L'entrée au musée est gratuite.

Tout récemment, un Centre Culturel vient d'être achevé à Salalah, avec musée, bibliothèque, halls destinés à diverses activités culturelles. L'artisanat traditionnel est fortement encouragé par le Ministère. Il procure aux artisans outils et matériaux puis achète leur production vendue ensuite dans ses cinq centres de l'Artisanat National et dans les boutiques. Ce programme a le double objectif de préserver la culture d'Oman et d'encourager les ruraux à rester chez eux.

Sous la direction personnelle de Sa Majesté, un immeuble impressionant abrite désormais la Société Littéraire de Seeb. Lieu de rendez vous pour tous les Omanais poètes et gens de lettres, la Société tient des sessions poétiques, organise des conférences et toute une gamme d'ctivités littéraires auxquelles participent littérateurs Omanais et Arabes d'autres pays.

Pour encourager la lecture et l'obtention des livres aux citoyens Omanais, le Ministère a mis sur pied des bibliobus. Des camionnettes à air conditionné équipées comme une bibliothèque sillonnent le pays et distribuent de quoi lire à la population en livrant les livres à leur porte pour éviter les longs voyages jusqu'à la grande ville.

Le Ministère est très impliqué dans les activiés de promotion de l'héritage d'Oman à l'étranger avec ses Semaines Culturelles. Pour l'occasion, on monte des expositions qui présentent produits ouvrés,



Une poterie à Bahla - Oman a beaucoup d'industries traditionnelles qui sont encore largement exploitées. (Photo: Khamis Al Muharbi)

objets archéologiques, artisanat, manuscrits etc. A ce jour, ces Semaines Culturelles ont connu un plein succès dans cinq pays européens et dans de nombreux pays arabes. Les semaines culturelles ont aussi eu lieu à Beijing et Guangzou, en Chine. Oman a aussi participé à une semaine internationale d'expositions de livres au Caire, et à une exposition islamique de livres à Brunei.

Le Projet des Noms Arabes

Le grand projet du Sultan Qaboos concernant les noms arabes

entrepris en 1985 a été achevé en décembre de 1990 quand les deux premiers volumes ont été remis par le Comité supervisant le projet. Il s'agissait de rechercher et de collecter les noms arabes omanais, l'expérience se déroulant dans la grande bibliothèque du Sultan. Six autres volumes étaient terminés en décembre de 1991. Le projet dans son ensemmble est réalisé sous les auspices de S. E. Mohammed bin Zubair, Conseiller pour la Planification Economique de Sa Majesté.

Cet ouvrage sera une encyclopédie sociale, linguistique avec des références statistiques, incorporant tous les noms courants dans les pays arabes actuellement. Ce travail considérable implique la compilation de 16.000 noms avec leurs liens littéraires, géographiques, historiques et tribaux. L'ouvrage devrait fournir un travail de référence mondial. Plus de 30 chercheurs, 10 Etats Arabes sont impliqués dans ce projet où le Comité Omanais National supervise recherches et collection des données. Un chapitre important servira de guide pour les noms des personnalités omanaises qui ont été célèbres à travers l'histoire dans le monde des Arts, de la Littérature, du Droit et du Monde Militaire. Ce gros travail sera suivi d'un guide simplifié des noms arabes pour le plus grand bénéfice des familles arabes désireuses de choisir un nom pour leur enfant.

Le Projet de la Route de la Soie

En Octobre de 1990, le Projet de la Route de la Soie fut lancé quand le Yacht Royal "Fulk al Salamah" partit du port italien de Venise en route vers la Grèce commençant un voyage de 100 jours, en faisant part du projet.

Ce projet est parrainé par l'UNESCO et le "Fulk al Salamah" fut prêté pour le voyage par Sa Majesté le Sultan Qaboos. Son objectif consiste à explorer la vieille Route de la Soie de l'Ouest à l'Est comprenant trois stades: une expédition a pris la route des steppes commençant sur la Côte septentrionale de la Mer Noire pour atteindre la Chine en suivant l'ancienne route des cavaliers; une seconde expédition a utilisé la Route du Désert reliant la Turquie à la Chine; une troisième a utilisé la Route Maritime partant de Venise et achevant sa croisière à Osaka au Japon.

Sur sa route, le yacht avait prévu 12 escales et a accosté à Alexandrie,



Manifestation de bienvenue lors de l'arrivée du "Fulk al Salamah" à Mina Qaboos, pendant sa participation au projet de la Route de Soie de l'UNESCO. (Photo : PDO)

Mascate, Karachi, Colombo, Takwa en Thaîlande, Palimbong à Java, Guangzhou (Canton) en Chine et à Osaka. Les ports de Sohar et de Mascate ont joué un grand rôle dans le commerce maritime autrefois et c'est pourquoi le principal séminaire maritime de l'expédition de la Route de la Soie s'est tenu à Mascate. Le "Fulk al Salamah" rejoignit le Sultanat en accostant au port de Mina Qaboos le 17 Novembre 1990 et fut chaleureusement accueilli, puis repartit le 25 Novembre à la fin du séminaire. Le yacht Royal atteignit sa destination finale , Osaka, le 3 Mars 1991. Grâce aux documents du séminaire et à l'information, le Sultanat profita d'une documentation considérable concernant le projet dans le cadre de l'Héritage National.

En mai 1990, le Ministre de l'Héritage National et de la Culture, S. A. Sayyid Faisal bin Ali Al Said se rendit en visite à Washington pour présider les commémorations au Centre Sultan Qaboos à l'occasion du 150ème Anniversaire de la première visite ambassadorial arabe à New York, faite par Ahmed bin Na'nam al Kaabi, Emissaire de Sayyid Said bin Sultan (Said le Grand) à bord du "Sultana". Reçu par le Secrétaire d'Etat, James Baker, S. A. Sayyid Faisal visita New York et vit l'emplacement où le "Sultana" ancrait il y a 150 ans.

Pendant la période 1989-90, une expédition archéologique fit des découvertes de valeur d'anciens poignards, pointes de fléches, poteries et joyaux dans les fouilles de Ras la Junayz et Ras al Hadd. L'équipe de l'expédition transarabique rechercha le site de la cité légendaire de Ubar dans l'"Empty Quarter" et trouva de nombreux objets façonnés au cours de leur recherche.

Les travaux ont commencé pour la construction d'un théâtre pouvant accueillir 2000 personnes, à proximité du Ministère de l'Héritage National et de la Culture et qui devraient être terminés en une année. Au Ministère, une nouvelle galerie propose une immense collection de répliques anciennes et historiques des inventions et médailles commémoratives des Etats Unis et du Royaume Uni, offerte par Jaafar bin Baqir al Lawati, homme d'affaires Omanais.

INTERIEUR

Après la mort de Sayyid Said bin Sultan, (Said le Grand), en 1856, et la division postérieure du Sultanat qui sépara les possessions Est Africaines d'Oman, le pays privé des richesses provenant de ces régions, se replia sur lui-même et souffrit de divisions internes pendant plus de 100 ans, jusqu'à ce qu'une renaissance se produise à l'accession de Sa Majesté le Sultan Qaboos bin Said qui inspira le développement moderne de son pays.

Avant 1970, le Sultanat ne disposait d'aucune structure gouvernementale au sens moderne du terme. Il n'existait alors qu'un ministère, celui de l'Intérieur. Il fut appelé Dakhilya, ce qui signifie "Supervision de l'Intérieur" et était responsable de l'Administration des Affaires Intérieures par le canal des Walis, les gouverneurs régionaux choisis par ordre du Sultan. Le Ministère de l'Intérieur assume encore aujourd'hui les mêmes responsabilités.

Sa Majesté a mis en place un gouvernement central fort pour jeter les bases de la sécurité et de la stabilité. Le pays s'ouvrit aux étrangers, le commerce national puis international s'épanouirent; on disposa de services publics; les communications par route et par air se développèrent; les bénéfices de la technologie moderne furent exploités et on adopta les aspects positifs du développement et du progrès.

Le Ministère de l'Intérieur participa au progrès et sut combiner les aspects positifs des systèmes d'administration moderne au meilleur des systèmes traditionnels.

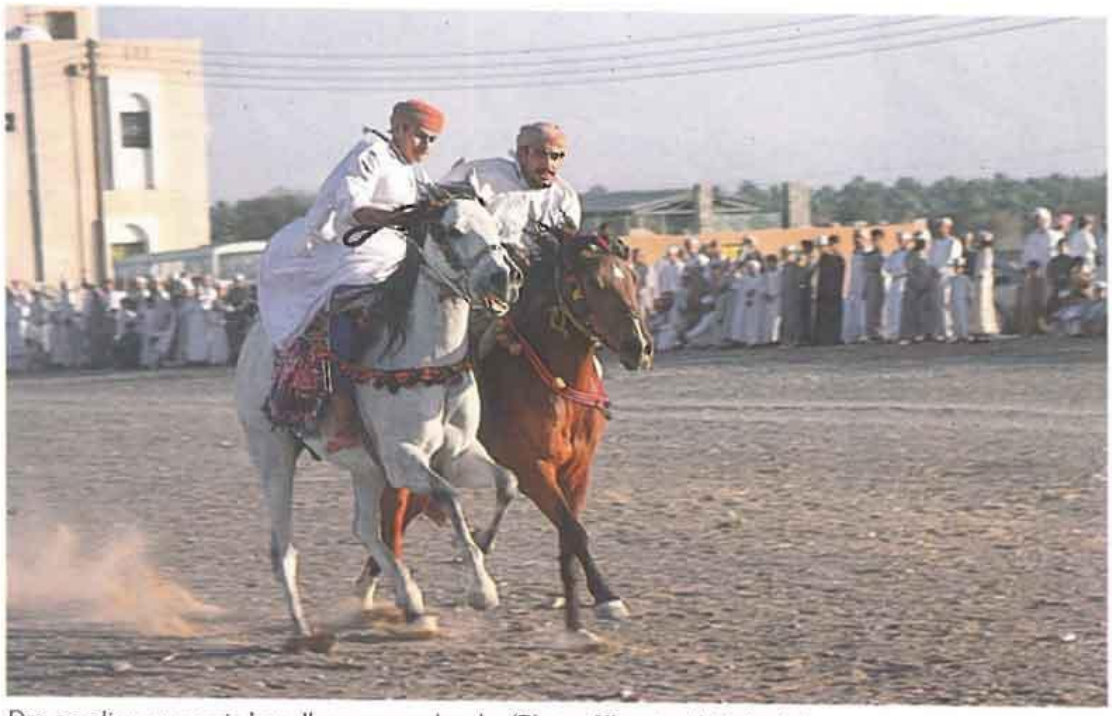
Actuellement, le Sultanat est divisé en sept principales régions, elles-même réparties en wilayats (gouvernourants) et centres. Elles comprennent actuellement le Gouvernorat de Mascate, administré par un gouverneur à l'échelon ministériel; huit autres se trouvent dans le Dhofar, puis quatre dans le gouvernorat de Musandam; les autres wilayats se répartissent sur toute la superficie du Sultanat et sont administrés par le Ministère de l'Intérieur. L'un des succès marquants du Ministère a été de démontrer sa capacité à maintenir des liens traditionnels entre les autorités tribales et les administrations du Wilayat. Les Shaiks sont placés sous l'autorité des Walis (gouverneurs) nommés par le Gouvernement pour assumer



La danse du Al Razha - l'une des danses les plus anciennes et les plus traditionnelles de l'Intérieur. (Photo: Olivier Blaise)

la responsabilité de ces régions. Les Walis échangent leurs vues avec le Ministère de l'Intérieur sur les questions importantes qui touchent leurs wilayats et transmettent les directives gouvernementales relayées par le Ministère de l'Intérieur aux Shaiks des tribus pour communication à la population. Par tradition, les Walis jouissent du respect unanime du public, à cause des liens directs, qui historiquement, les ont liés à celui-ci. Ils jouent un rôle important dans la poursuite du processus de développement grâce à des réunions et consultations avec les directeurs des institutions gouvernementales et par le fait qu'ensuite, ils supervisent sur place la réalisation des projets et la coordination des activités entre les différentes institutions de leurs wilayats; ils sont également présidents de nombreux comités locaux concernés par le développement, par exemple de comités municipaux. Leur statut distinctif leur permet de supprimer tous les obstacles qui peuvent surgir au cours de la réalisation des projets.

Les progrès et développements réalisés par le Ministère de l'Intérieur



Des cavaliers omanais lors d'une course locale. (Photo: Khamis Al Muharbi)

ne se cantonnent pas aux seuls aspects administratifs et structurels. La période concernée a vu la mise en place d'un grand nombre de projets de développement dont le plus important a été la construction du bâtiment central du Diwan du Ministère, celle des installations administratives des Walis permettant ainsi le fonctionnememnt d'une organisation structurelle efficace. Le Ministère s'est ainsi vu octroyer tous les équipements les plus modernes qui répondaient à ses besoins. Actuellement, le Ministère maintient le rythme de son évolution avec une planification qui lui permettra d'assumer complètement le soutien du progrès et du développement général que parachève ce pays.

MUNICIPALITES REGIONALES ET ENVIRONNEMENT

Quiconque a visité les villages et villes du Sultanat d'Oman avant 1970, et y retournerait pour la première fois aujourd'hui, ne les reconnaitrait pas, si remarquable est le changement opéré pendant ces 22 dernières années. Tout celà découle de la coopération entre les autorités locales et les Ministères et de la coordination de leurs efforts. Il ne faut pas négliger que la contribution principale est venue des communautés locales et de leurs efforts dans l'amélioration de l'environnement. Ce processus sera encouragé dans les années à venir. L'observateur constate immédiatement l'absence totale de misère, de taudis et d'immondices, qu'il voyage à travers les principales zones urbaines ou qu'il traverse les villes et villages de l'Intérieur.

Tous les aspects concernant les villes et les normes municipales sont placés sous l'entière responsabilité du Ministère des Municipalités Régionales et de l'Environnement créé en 1985 pour remplacer le Directorat Général des Municipalités Régionales qui faisait partie de l'ancien Ministère des Terres et des Municipalités. En plus des services existants, le Ministère a désormais mission d'étendre et de promouvoir le rôle de ces services, en créant des Conseils Municipaux, en représentant les municipalités aux conférences régionales et internationales, en favorisant une formation adéquate et en coopérant avec d'autres organismes gouvernementaux pour assurer la pleine efficacité des charges municipales. Il est aussi responsable de la protection de l'environnement. L'année 1990 a vu la création de quatre municipalités nouvelles dans les wilayets d'Haima et Wadi Al Maawal et de deux autres à Bukha et Mudha. En plus, un service municipal a été établi à Bidayah, dépendant de la municipalité de Mudhaibi.

L'année passée, le Ministère s'est lancé dans la réalisation d'un plan d'action détaillé et complet pour nommer les villages, les rues et les routes intérieures dans les différents wilayets. Des instructions ont été données aux différents conseils municipaux afin qu'ils adressent leurs suggestions de noms avec l'aide d'érudits historiens et d'autres personnes qualifiées. Ce projet devrait se terminer fin 1992.

Le Ministère donne également une grande priorité à l'amélioration

des aménagements dans les différentes municipalités, particulièrement dans l'Intérieur, là où elles n'existaient pas précédemment. Celà demande coordination et consultuation avec les Walis (Gouverneurs) et d'autres Ministères, tels que ceux de la Santé et des Affaires Sociales. On prête une attention toute particulière aux vues et souhaits de la population locale dans les régions où l'aménagement des locaux doit suivre de très près le développement des communications. Au début de 1990, le Ministère des Municipalités Régionales a fait part du communiqué ministériel qui instaure des comités dans les municipalités régionales dans les wilayets. Les Comités sont présidé par les Walis dont les membres sont les dirigeants municipaux, les représentants des Ministères du Logement, de la Communication, de la Santé, de la Police Royale d'Oman et de quatre membres du public choisis par le Ministère de l'Intérieur dans chaque wilayat. Ils sont chargés de planifier, d'assurer le suivi et l'embellissement des municipalités et d'introduire les règlements pour l'amélioration des services de la Santé Publique.

La Coopération entre ce Ministère et les autres a permis beaucoup de réalisations, allant de ce qui est purement fonctionnel jusqu'à l'embellissement des villes et des villages. Des routes secondaires ont été construites, des refuges érigés le long des routes - innovation indispensable durant les chaleurs estivales - ainsi que des décharges pour les ordures; on a organisé et réalisé le drainage des marécages, zone de prédilection des moustiques vecteurs de la malaria; on a construit au marché des éventaires pour les ventes de viande, de poisson, de fruits et de légumes; des stations sanitaires publiques ont été érigés et les cimetières ont été restaurés et enclos. Après les parkings automobiles, c'est maintenant au tour des parcs publics et des terrains de jeux pour les enfants de prendre place dans le paysage de chaque municipalité. Le long des routes, le long des rues, on a planté des arbres; et au centre des voies giratoires, on a planté des jardins.

Depuis 1989, le Département du Ministère de la Santé a concentré son attention en opérant un contrôle alimentaire sur les marchés et dans les magasins de 38 municipalités; résultat: des aliments de meilleure qualité sont désormais disponibles dans l'ensemble du pays. Actuellement, 23 inspecteurs de Santé et 25 assistants inspecteurs sont employés par le Ministère pour enquêter dans les supermarchés, les magasins et les restaurants. On a augmenté le nombre d'inspecteurs et le Ministère supervise un nombre important



La source naturelle d'eau chaude de Rostaq - l'une des nombreuses sources sous la protection du Ministère des Municipalités Régionales. (Photo: Saif Al Hinai)

de cours de formation du personnel. Le Ministère a aussi planifié l'augmentation du nombre des vétérinaires pour assurer la vente d'une meilleure qualité de viande. Les vétérinaires assurent de rigoureux contrôles des animaux avant et après l'abattage.

Le Ministère continue à faire des efforts pour l'omanisation des emplois au moyen de cours de formation et en intensifiant les standards de performance de son personnel, de façon à leur permettre de faire face aux responsabilités des postes qui visent la nationalisation, d'une manière objective et organisée, sans sacrifier l'efficacité nécessaire pour réaliser leur travail. Récemment, plus de 200 membres du personnel du Ministère ont participé à différents cours. Quand le besoin se fait sentir, le personnel est envoyé à l'étranger pour se former. Des membres du Service de Santé ont été envoyés en Egypte, Arabie Saoudite et en Tunisie pour des cours d'hygiène alimentaire, de santé, de sanitatoin. Des membres du Personnel ont aussi participé à des séminaires et conférences sur la santé face à l'environnement et d'autres sujets dans d'autres pays afin

de suivre les plus récents développements.

Chaque année, le mois d'Octobre est le "mois des municipalités"; c'est alors que diverses manifestations sont organisées pour élever le niveau de prise de conscience de la population aux questions de propreté, d'hygiène et d'alimentation saine. Le personnel municipal doit se rendre par hélicoptère ou à dos de mule jusqu'aux villages isolés de montagne dans les régions les plus éloignées comme le Jebel Akhdar et le Musandam. Si l'on dispose de services de routine dans ces villages pour la voierie par exemple, d'autres services comme le contrôle insecticide, ne parviennent ici qu'une fois par semaine, et parfois, une seule fois par mois. Les étudiants comme les adultes sont encouragés à participer à ces campagnes de propreté.

On ne put éviter durant les premières phases du développement du Sultanat que la priorité soit donnée aux régions côtières du nord et du sud d'Oman, où se trouvent les plus grandes concentrations de population. A présent, le changement s'opère dans les villes et villages de l'Intérieur, pour leur apporter autant que possible les réalisations faites sur les côtes et d'encourager les habitants à rester là où ils sont et de ne pas se déplacer vers les régions les plus peuplées. Un programme de développement et d'embellissement est actuellement en cours dans l'Intérieur. Le programme à Nizwa se compose de quatre phases: la première commencée en 1989 comprend la construction de nouvelles routes, de plus de parkings pour voitures, l'éclairage des rues et la diversion à Wadi Kalbou; la seconde phase débuta à la fin de la même année et concerne les amémagements du marché (souq); la zone du marché a été agrandie et des marchés séparés sont en construction pour le commerce en gros et celui de détail; la troisième phase concerne la construction d'un pont de 140 m de long au dessus du Wadi, une route de 900 m à Nizwa, 2 carrefours à sens giratoire et de nombreuses routes intérieures; la quatrième phase concerne un programme ultérieur d'embellissement. Le Ministère a aussi décidé d'un futur programme d'embellissement à Buraimi, Rostaq, Sur, Ibra, Suwaiq, Masana'a, Mudhaibi, Al Qabil, Ibra, Izki et Bahla.

ENVIRONNEMENT

Dans la conduite de sa politique d'environnement, fortement encouragée par Sa Majesté le Sultan Qaboos et reconnue



Des dauphins entrain de jouer dans les eaux non polluées sur la plage de Qurum, près de Mascate. (Photo: Apex Publishing)

internationalement, le Sultanat d'Oman a pu bénéficier des leçons résultant des problèmes qu'ont connu les pays industrialisés et autres pays en voie de développement. En Juin 1990, cette protection pour l'environnement a été caractérisée et mise à l'honneur par l'élection du alors Ministre de l'Environnement, Son Altesse Sayyid Shabib bin Taimur Al Said au "Global 500 Roll of Honour" du Programme de l'Environnement des Nations Unies lors d'une cérémonie à Mexico.

Des engagements pour la protection et la conservation de l'environnement ont reçu la grande priorité dans tout projet gouvernemental depuis la mise en place d'une nouvelle ère de développement dans le pays. C'est en 1974 qu'a été publiée la première loi concernant les problèmes d'environnement. Elle fut complétée par plusieurs décisions et textes législatifs afin de protéger les eaux territoriales du Sultanat. En 1979, fut créé le Conseil pour la Conservation de l'Environnement et la prévention de la Pollution (CCEPP). Sa Majesté en est le Président. Conséquence logique, la loi

sur la Conservation de l'Environnement et la prévention de la Pollution devrait être promulguée en 1982; elle codifie les réglements qui couvrent tous les aspects de cet important élément de la vie de la nation.

En 1984, a eu lieu la création du Ministère de l'Environnement, responsable de la mise en oeuvre du plan national pour l'environnement; le Ministère prépare aussi les textes législatifs concernant la préservation et la prévention de la pollution. Il peut compter sur l'aide complémentaire du CCEPP dont tous les ministres sont membres et avec lesquels des réunions périodiques sont prévues. Pendant ces dernières années, le Ministère a fait campagne pour accroître l'attention du public aux besoins de protection de l'environnement et a aussi achevé de nombreuses études pour protéger le littoral du pays et les espaces libres des régions du sud.

En octobre 1990, un projet d'aménagement du littoral sur 7 ans fut terminé avec l'aide du Ministère du Commerce et de l'Industrie. En réponse à la menace résultant du développement urbain rapide pour l'environnement côtier, le Ministère a passé un accord avec l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN) pour créer des zones de conservation sur les 1700 kms des côtes du Sultanat. Ce projet a pour objectif des études écologiques détaillées des régions côtières, des îles éloignées et de la mer, avec pour résultat que le Sultanat a l'environnement côtier le plus étudié dans le monde. On entreprit ces études pour déterminer et mesurer la distribution des ressources et activités côtières et marines ainsi que pour définir les possibilités de gestion. Toute cette information a été regroupé dans des données informatiques, sur l'environnement, pour mettre au point les buts stratégiques.

Par ses découvertes, ce projet a beaucoup contribué à la recherche régionale scientifique. Ces découvertes comprennent celle de nouvelles espèces de poissons et de coraux, de nouveaux lieux de ponte des tortues de mer et de zones d'alimentation; quelques-unes ont une importance globale comme l'élevage d'oiseaux et les lieux de nourriture. Ces plans mettent l'accent sur les besoins spéciaux de planification et de stratégie pour la conservation de la nature et les zones de nouvelle création. Ils recommandent aussi des actions spécifiques ainsi que la responsabilité, la direction et le contrôle des développements côtiers. Les plans d'aménagement coordonnent les projets et les actions à suivre. Ils furent préparés en coopération



Un "White Eye" avec sa poitrine blanche en Dhofar – un example de la faune d'Oman.
(Photo: Mike Brown)

avec toutes les autorités gouvernementales concernées et ont été approuvés par le Ministère de l'Environnement qui est chargé de la coordination du plan d'aménagement du littoral. Ensemble, ces plans d'aménagement du littoral et de la région devraient aider à permettre un développement approprié au littoral. Comme résultat de ce projet et de ses nombreuses découvertes et recommandations, le Sultanat a acquis une base sûre afin d'assurer la sauvegarde de ses ressources côtières importantes pour les futures générations d'Omanais.

Tous ces projets lancés aujourd'hui dans le pays demandent ce que l'on appelle "un certificat de non objection à l'environnement" accordé par le Ministère de l'Environnement. Cette méthode permet au Ministère de contrôler les projets d'entreprises nouvelles comme des projets structurels. Avant d'octroyer de tels certificats, le Ministère prend en compte les conséquences possibles sur l'environnement et tous les moyens possibles de réduire la pollution dûe aux déchets.

En Juin 1989, le Ministère a déclenché un processus de création d'une stratégie nationale de conservation. Son objectif consiste à proposer un programme de développement d'ensemble pour tout le Sultanat qui assurerait une disponibilité permanente en ressources renouvelables telles que l'eau, les espaces libres, la vie sauvage et le sol. Un Comité Permanent pour la Stratégie Nationale pour l'environnement, a été créé. Oman est l'un des 35 pays à prendre l'initiative d'une stratégie sous une forme ou une autre grâce à un plan élaboré par l'IUCN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) en 1980 en collaboration avec UNEP (Union Nationale de Protection de l'Environnement), le Fonds Mondial de Protection de la Nature, l'Organisation Agricole et Alimentaire et l'UNESCO.

Oman dispose de pêcheries importantes tant sur les côtes comme en eau profonde, qui représentent un facteur économique important et ont besoin de protection. Des études intensives ont été réalisées sous la direction du Ministère afin d'éviter le déversement des déchets et de combattre la pollution marine à partir de bases terrestres ayant pour but de prévenir la pollution. La Police Royale d'Oman, responsable de l'application du plan d'urgence des marées noires est à l'écoute de la présence de toute nappe suspecte et coopère entièrement avec le Ministère de l'Environnement.

En ce qui concerne la protection de la nature et des ressources naturelles, une méthode consistant à créer des zones de conservation de la nature a été mise au point par le Sultan et l'IUCN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature). On a beaucoup fait en Oman pour préserver la faune et la flore. Des zones de protection nationale, que ce soit par terre ou en mer, ont été répertoriées et les espaces en voie de disparition prolifèrent à nouveau.

La réintroduction de l'oryx, qui avait disparu en 1972, a été un plein succès. On a également pris des mesures pour protéger les terrains où vivent les tortues sur les plages à Ras al Hadd, que les visiteurs et les curieux mettaient en danger. Une vigilance permanente est indispensable pour combattre les braconniers et des mesures nouvelles sont étudiées pour renforcer celles qui sont en application afin de protéger efficacement l'environnement sous tous ses aspects.

Le Ministère est impliqué dans la prise de conscience grandissante du public aux phénomènes de l'environnement; il collabore sur ce

point avec le Ministère de l'Education et l'Université Sultan Qaboos, dont les sciences de l'environnement figurent parmi les disciplines enseignées. En collaboration avec divers organismes internationaux, des plans de formation d'un personnel omanais sont en cours dans différents domaines de l'environnement.

JUSTICE, AWQAF ET AFFAIRES ISLAMIQUES

Bien qu'éloigné des Cités Saintes de la Mecque et de Médina, et séparé d'elles par les vastes déserts, Oman a été l'un des premiers pays à adopter l'Islam du vivant du Prophète Mohammed, une foi dans laquelle le Sultanat est resté inébranlable au cours des siècles qui ont suivi. Avec l'Islam, religion et foi s'interpénètrent. C'est ainsi que la Chari'a est la loi d'Oman. Il était donc normal qu'avec Sa Majesté le Sultan Qaboos le processus des affaires religieuses et de la loi soit mené par le même Ministère.

On créa donc le Ministère de la Justice, Awqaf et des Affaires Islamiques.

Le Ministère a pour fonction d'installer les tribunaux de la Chari'a, de les administrer, de superviser leurs activités et de maintenir le niveau de compétence de leurs sessions. Son souci est de permettre que des jugements rapides soient rendus dans les affaires soumises à ces tribunaux en conformité avec la loi de la Chari'a, que chacun voit reconnue la légimité de ses droits et qu'enfin la justice, la tranquilité et la sécurité priment. Le Ministère reçoit les appels contre les jugements rendus par les tribunaux de la Chari'a à Mascate comme dans les Wilayats, ce qui est le garant d'un haut degré d'équité pour toute contestation entre citoyens. Il coordonne les activités des tribunaux afin de s'assurer de la véracité des preuves et fait faire les enquêtes sur les lieux lorsqu'il y a contestation avant que le jugement ne soit rendu. La formation qui relève du droit et de la justice est donnée par l'Institut de Jurisprudence, de Conseils et de Directives de la Chari'a, ce qui permet aux juristes d'accomplir leur tâche avec efficacité et de s'assurer qu'ils sont prêts à assumer l'exercice de leurs devoirs.

Il y a des tribunaux de la Chari'a dans tous les wilayats du Sultanat, ce qui en fait 45. L'un se trouve à Mascate et les autres dans les Wilayats. Le Gouvernement a fait construire des locaux pour les tribunaux et des maisons pour les juges.

Il existe trois niveaux pour intenter une action devant les tribunaux de la Chari'a. Au premier degré, elle est entendue par les tribunaux de Mascate et des Wilayats. On peut faire appel des jugements



La magnifique mosquée d'Ibra - un superbe exemple des nombreux endroits de dévotion religieuse du Sultanat. (Photo: Saif Al Hinai)

rendus. Au second degré, la cour d'appel de Mascate étudie les cas où sont présentées des soumissions contre le jugement rendu par le tribunal de la Chari'a. Le troisième degré est le Comité des Griefs auquel s'adressent les parties insatisfaites par les jugements rendus aux deux niveaux précédents. Son jugement est définitif et sans appel.

A l'Institut de la Jurisprudence, de Conseil et de Directives de la Chari'a, les études consistent en deux stages. Les étudiants qui se sont présentés au Certificat préparatoire de la Mosquée ou qui possèdent un niveau équivalent suivent pendant trois ans les cours généraux de la Chari'a. Ils peuvent être nommés à des postes précis aux tribunaux de la Chari'a ou au Ministère. Pour les spécialisations, en matière de jurisprudence, ne sont admis que les étudiants ayant atteint un score de 60% à l'examen de fin du stage de trois ans. Une fois diplomés, ils sont nommés juges suppléants ou à un poste approprié dans les tribunaux ou encore au Ministère. Ceux qui souhaitent se spécialiser dans la branche Conseil et Directives ne

sont acceptés que s'ils ont réussi l'examen final des études générales de la Chari'a. Une fois diplomés, ils sont nommés aux postes de Conseils et de Directives ou à des postes d'Imams ou de Prêcheurs.

Il faut expliquer que le Zakaat est un impôt religieux, représentant à l'origine 5% des salaires du pays. Actuellement les revenus provenant du Zakaat sont perçus par le Ministère qui organise les revenus et les dépenses du Zakaat. L'awqaf (pluriel: waqaf) représente les dons et les legs aux fondations religieuses et lieux de charité qui sont gérés et réglementés par le Ministère.

Le secteur des affaires Awqaf et Islamiques du Ministère assume les tâches suivantes:

1.) La propagation des enseignements de la vraie religion islamique dans le Sultanat par le canal du Conseil, des Directives, et de moyens de communication variés ainsi que la mise à disposition de bibliothèques culturelles islamiques.

2.) La participation aux activités islamiques à l'étranger avec des organismes, des conférences, des séminaires et des visites d'échange avec la communauté islamique et les états arabes voisins.

3.) La préparation à la saison du Hajj en coordination avec les autorités saoudiennes et les organisations locales appropriées.

4.) La construction, la restauration, la maintenance et l'administration des mosquées.

5.) L'organisation des ressources et des dépenses du Zakaat.

6.) La supervision et la maintenance de tous les types de biens awqaf, en s'efforçant de grossir leurs revenus, de les faire fructifier et de gérer leurs affaires.

7.) La prise en charge des propriétés du Bait al Mal (Trésor Public) en établissant des réglements pour les maintenir et faire fructifier leurs ressources.

8.) S'occuper et conserver les biens des orphelins et des nécessiteux en application des décisions des tribunaux de la Chari'a.

Les écoles coraniques sont une source fondamentale pour qui veut mémoriser le Saint Coran, apprendre les éléments de lecture et d'écriture, plus particulièrement dans les régions isolées. Ces écoles, au nombre de 25 dans le Sultanat, ont joué un rôle important dans la formation de nombreuses générations avant que ne se répandent les écoles modernes publiques.

Mais à l'heure àctuelle, elles jouent encore un rôle essentiel et attirent un nombre croissant de garçons et de filles, ne tenant pas compte du fait qu'il existe des écoles modernes à leur disposition. De nos jours, les étudiants s'y rendent pour apprendre le Saint Coran en dehors des heures d'étude dans les écoles publiques. L'intérêt populaire peut parfaitement se comprendre par l'enthousiasme avec lequel on rejoint ces écoles pendant les vacances d'été. A cet effet, le Ministère a ouvert un certain nombre de centres d'été qui ouvrent à la période des vacances d'été. En 1989, on a compté 128 centres d'été où les cours ont été suivis par 14 860 étudiants.

FONCTION PUBLIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Avant 1970, les fonctions du Gouvernement étaient exécutées par un petit nombre de fonctionnaires. Il n'existait alors aucune Administration Publique. Après l'accession de Sa Majesté le Sultan Qaboos, le Gouvernement concentra tout d'abord tous ses efforts pour l'établissement des institutions nécessaires au développement du pays. Alors que la politique de développement prenait place, le nombre de personnel employé par le Gouvernement s'accrut pour faire face aux besoins de l'expansion. L'une des premières démarches réalisées pour établir un système rationnel dans l'organisation de la machine gouvernementale fut en 1975 la promulgation de la Loi d'Organisation du Système Administratif Gouvernemental. De même, une Loi d'Administration Publique fut également promulguée pour couvrir tous les principes visant à fournir le service en expansion de personnel qualifié, afin de mettre en oeuvre les exigences pour l'exécution des services nécessaires à la prospérité de la Nation.

La première Administration Publique établie en 1975 fut remplacée par une nouvelle loi en 1980.

Avant la création du Ministère de la Fonction Publique en 1988, les questions en matière de personnel étaient traitées par le Bureau d'Etablissement sous la Direction de la Commission de la Fonction Publique. Parmi les tâches qui incombèrent au nouveau Ministère, il faut noter les recommandations pour les textes legislatifs qui concernent la Fonction Publique, la préparation des règlements, celles des échelles standard des salaires, des appointements, des primes; toutes tâches qui seront soumises au Conseil de la Fonction Publique, l'exécution des lois sur les pensions, les allocations retraite et les règlements qui les concernent sont également de son ressort de même que l'attribution des postes de travail aux étudiants diplômés ayant bénéficié de bourses, de subventions ou de de tout autre assistance conformément aux conditions législatives sur les bourses et sur les subventions.

Une autre tâche essentielle qui échoit au Ministère consiste à organiser du jeune personnel qualifié aux Ministères et au Secteur Privé, d'après leurs spécificités, leurs qualifications et les besoins de

l'employeur. Un budget complémentaire a été accordé au Ministère par le Gouvernement pour lui permettre de trouver des emplois aux handicapés.

En décembre de lànnée passée Sa Majesté le Sultan a élargi les responsabilités du Ministère en plaçant la Formation Professionnelle sous son supervision.

Le Ministre de la Fonction Publique, H.E. Ahmed bin Abdulnabi Macki, a révélé dès l'année passée de grands projets pour améliorer le système de la Fonction Publique et l'éradication d'obstacles à la productivité et à l'efficacité des services. Une révision des actuels textes législatifs de la Fonction Publique à Oman est en voie d'achèvement afin de permettre une législation concernant les fonctionnaires du Service Public, afin de coopérer au système de développement. Cette action est menée en étroite collaboration avec les Services Gouvernementaux pour faciliter les questions de Direction de Personnel au Service Gouvernemental. L'honnêteté personnelle est une condition préalable à la productivité et toutes les organisations dans le secteur public prennent des mesures pour réduire les problèmes liés au retard, à l'absentéisme et au manque d'observation des règlements concernant l'assiduité. Un plan de main d'oeuvre est en préparation pour prévoir les besoins futurs, en coordination avec les établissements d'enseignement technique. Des projets pour l'informatisation des opérations du Ministère sont en cours. Le progrès futur contribuera à la modernisation de toutes les activités concernant la gestion du personnel.

La politique d'Omanisation poursuit son action selon le plan de la Fonction Publique et a fait un progrès considérable ces dernières années.

Actuellement, 36% des postes de la Fonction Publique sont occupés par des non-Omanais. Le Ministère a préparé un projet de Plan Quinquennal d'Omanisation qui doit être exécuté de 1991 à 1995.

Ce dernier a été accepté en tant que Quatrième Plan Quinquennal approuvé par Sa Majesté le Sultan. Un comité a maintenant été constitué au Ministère pour prendre les mesures nécessaires concernant son exécution. Le projet vise à placer les ressortissants du pays qui sont étudiants à l'Université et les autres ressortissants Omanais à des postes aux Ministères et Gouvernement occupés



Des étudiants en formation à l'Institut d'Administration Publique. (Photo: Christian Vioujard)

actuellement par des étrangers. Cependant, celà n'aura lieu que lorsque les candidats auront achevé leurs programmes de formation contrôlés par le Ministère de la Fonction Publique. Ces programmes comporteront une formations dans les établissements scolaires ou les institutions spécialisées à l'Etranger ainsi que des cours à l'intérieur du Sultanat. Le but ici est de fournir aux Omanais l'occasion d'apprendre les professions qui leur seront distribuées et de leur permettre de les accomplir d'une manière satisfaisante par la réalisation de qualifications fonctionnelles.

L'INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

L'Institut d'Administration Publique (IPA) a vu le jour par Décret Royal en 1977. A l'origine, il s'agissait d'un organisme autonome dépendant du Ministère des Affaires Royales du Diwan. A la dissolution de ce Ministère, l'IPA fut placé sous le contrôle du Ministère de l'Héritage National de la Culture jusqu'à la création du Ministère de la Fonction Publique en 1988, auquel il est désormais attaché.

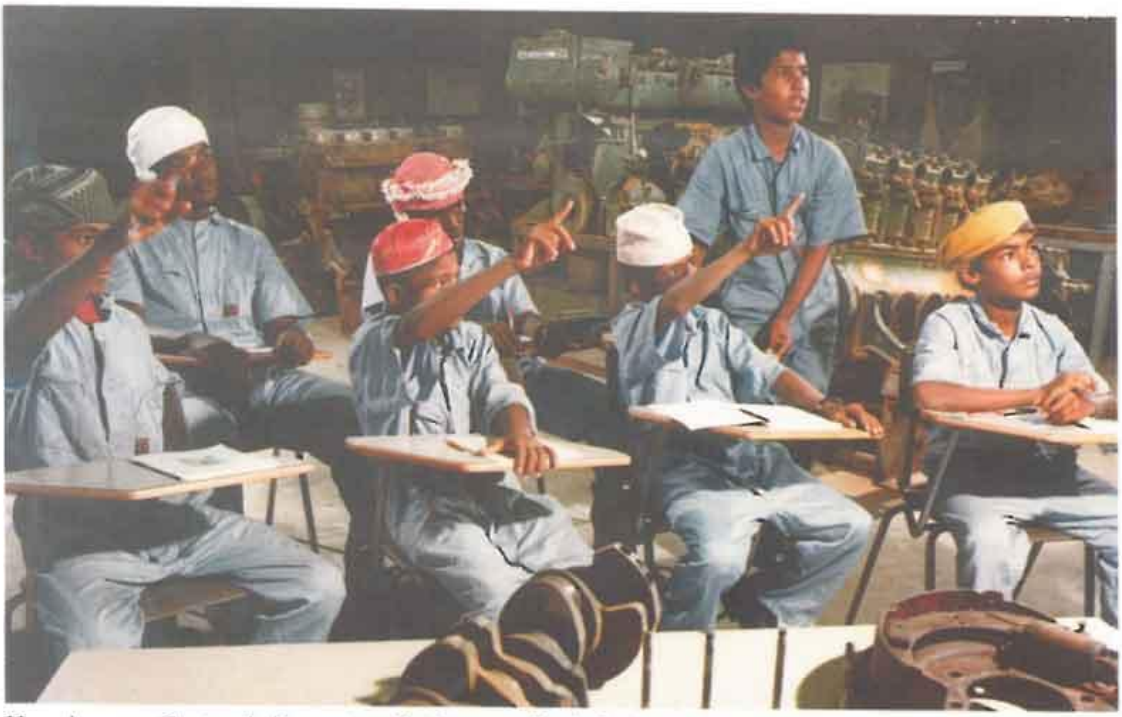
Le Directeur de l'IPA est nommé par décision du Ministre de la Fonction Publique et agit sous le contrôle du Ministre et des membres du Conseil des Directeurs. Il coopère avec le Ministère à l'élaboration du programme de formation nationale en suivant les impératifs de la formation avant de soumettre ce programme au Conseil de la Fonction Publique.

Il prépare également la planification du programme de recherche et le présente au Conseil des Directeurs ainsi que le programme de formation générale pour l'ensemble des niveaux administratifs qu'il propose au Conseil .

Les sections académiques de l'IPA comprennent les départements de la gestion du personnel, de l'administration locale, de la gestion financière, de l'organisation et de la méthodologie de la documentation et des publications, de la langue anglaise, de la formation des employés, des ordinateurs, de la recherche et des conseils.

Pendant la période de 1989-90, l'IPA a lancé un programme unique visant à la formation des Hauts Fonctionnaires ainsi que des secrétaires et des directeurs de même que du personnel de niveau moins élevé. Le programme est synchronisé avec le lancement du Quatrième Plan de Développement Quinquennal et prend en compte la politique d'omanisation de la fonction publique en cours. Plus de 1000 personnes sont donc formées à partir de cinquante programmes différents en vue d'une ventilation dans tout le système de l'administration publique qui insuffleront aux services publics efficacité et productivité. Le programme comprend en outre des cours de perfectionnement en anglais destinés aux fonctionnaires. En 1990, 39 programmes d'entrainement ont été suivis par 810 participants.

Dans le cadre de ce Quatrième Plan Quinquennal, le Ministère a préparé un plan complet et détaillé pour omaniser les structures de postes des différents ministères et des services gouvernementaux. Celà augmentera sa préparation dans l'élaboration d'un système descriptif des postes pour tous les emplois ministériels et gouvernementaux. Des contacts ont lieu fréquemment pour mettre en place cette grande entreprise, qui est considérée comme un projet autonome dans le cadre du Plan Quinquennal ministériel. Le Plan Quinquennal prévoit aussi la construction d'un immeuble



Une classe au Centre de Formation Professionnelle de Seeb.

permanent pour le Ministère de la Fonction Publique. Le travail est actuellement en cours pour la mise à exécution des cinq étapes du projet. Faisant partie de ce plan, il faut noter la seconde phase de l'expansion de l'Institut d'Administration Publique. En plus, des projets déjà mentionnés dans le Quatrième Plan Quinquennal, le Ministère a également d'autres projets, qu'il espère voir réaliser bientôt. Ils font partie d'une nouvelle étude de la législation de la Fonction Publique et des réglementations s'y rapportant. Ce projet est presque au point où il pourra être soumis aux autorités concernées. Il y aura aussi une nouvelle étude de lois concernant les pensions et les retraites. Ce projet reprend les mêmes lignes que le projet de loi de la Fonction Publique.

FORMATION PROFESSIONNELLE

L'Autorité de la Formation Professionnelle fut créé en Décembre 1991 pour travailler dans le cadre du Ministère des Affaires Sociales, afin de renforcer la politique d'omanisation. Les Omanais possédant



Des étudiants en Sciences au Collège Technique et Industriel de Al Khuwair.

des diplômes ou des qualifications leur permettant de participer au développement du pays étaient pratiquement inexistants dans le Sultanat dans les années qui précédaient 1970. La plupart des omanais qui étaient à l'étranger pendant ces années pour leur éducation ou formation y restèrent parce qu'il n'y avait aucune possibilité d'emplois pour leur qualification chez eux comme c'était le cas dans les états pétroliers riches voisins du Golfe. A cette époque, le chômage était endémique dans le pays et beaucoup d'omanais s'expatriaient pour travailler à l'étranger en qualité d'ouvriers non qualifiés dans les états voisins du Golfe.

L'Autorité Indépendante de la Formation Professionnelle qui est controllée par le Ministère de la Fonction Publique, a une complète responsabilité sur les orientations de la main d'oeuvre nationale et vise à fournir une force de travail qualifiée nécessaire à l'économie nationale. Il travaille en coordination avec les Ministères, le Gouvernement, les Etablissements Publics et le Secteur Privé. Avant 1970, il n'existait qu'un Centre de Formation Technique, créé à

l'origine par la PDO (Cie. Minière d'Oman). Il existe maintenant 9 instituts de Formation Professionnelle à Seeb, Darseit, Nizwa, Saham, Salalah, Musa'ana, Ibra, Ibri et Sur ainsi qu'un collège technique à Al Khuwair. Le Ministère compte implanter un nouveau centre de formation professionnelle à Sumail pour répondre aux demandes grandissantes des provinces de l'Intérieur en main d'oeuvre technique. Ce nouvel Institut directement branché sur des systèmes éducatifs de pointe, recevra 360 étudiants. Le Ministère pense également implanter un institut de formation dans la zone industrielle de Rusayl, unique dans son genre dans le pays. L'année passée, le total annuel d'admissions à ces instituts a atteint le chiffre de 1350 étudiants. Les spécialités enseignées sont la mécanique, la soudure, la mécanique automobile, l'électricité, la maintenance générale, le bâtiment, les études paysagistes, celles de géomèmtre, les cours de secrétariat, de dactylographie, l'administration commerciale et la comptabilité.

Le Collège Technique et Industriel Omanais (OTIC) a été ouvert en 1984 à Al Khuwair pour former le personnel des deux sexes aux demandes de formation plus poussées. Il est équipé de laboratoires modernes et d'ateliers; des instructeurs et des assistants de haut niveau y sont nommés. Un dialogue permanent avec les employeurs permet d'établir un lien entre le Collège et le Marché du Travail et d'être au courant des besoins techniques, industriels et commerciaux. 600 étudiants ont été diplômés à la fin de l'année dernière. OTIC accueille maintenant des diplômés de l'enseignement secondaire leur permettant de poursuivre leurs études dans différentes spécialités comme: les sciences, l'électronique, l'ingénierie civile, les études de géomètres, la mécanique automobile, l'informatique, la mécanique, l'administration commerciale, la comptabilité et le marketing.

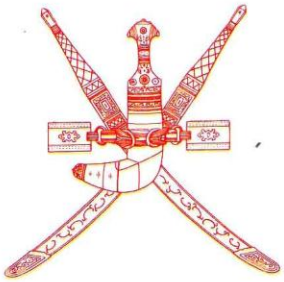
Une étroite collaboration entre l'Autorité de la Formation Professionnelle et le Ministère de l'Education a pour objet la préparation des carrières et leur planification pour les jeunes omanais. Le Ministère de l'Education et de la Jeunesse joue un rôle primordial dans le cadre des écoles secondaires à vocation générale, commerciale, industrielle et agricole, comme dans celui des collèges de formation des enseignants en tant que prélude aux études des Centres de Formation Professionnelle et du Collège Technique et Industriel d'Oman. Il cautionne en outre les études avancées dans les collèges et universités étrangères. L'ouverture de l'Université Sultan Qaboos en 1986 a été un jalon important pour l'éducation des

étudiants omanais aux plus hautes spécialisations. Nombre d'autres organismes jouent eux aussi leur part dans ce processus. L'Institut des Sciences de la Santé contribue au progrès en fournissant des techniciens aux services de santé; dans le secteur bancaire et commercial, la Banque d'Oman a fondé un Institut Bancaire Omanais pour les études bancaires; PDO, la Compagnie Minière d'Oman et d'autres compagnies mettent elles aussi l'accent sur la formation du personnel Omanais pour les postes de haut niveau.

Numéro d'enrégistrement de l'Editeur: 3/92
Imprimé par International Printing Press, Tel.: 702771

NOTES

NOTES



Imprimé par International Printing Press, Sultanat d'Oman